

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

THESE DE DOCTORAT

L'Industrie du Gaz à Paris depuis ses origines

Présentée et soutenue le 13 juin 1942, à 14 heures

PAR

Henri BESNARD

JURY :

Président : M. BAUDIN.

Suffragants : M. LAFERRIERE, professeur,

M. FROMONT, professeur à la Faculté de Droit de Caen.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

158-160, rue Saint-Jacques

1942

**L'Industrie du Gaz
à Paris
depuis ses origines**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

THESE DE DOCTORAT

L'Industrie du Gaz à Paris depuis ses origines

.....

Présentée et soutenue le 13 juin 1942, à 14 heures

PAR

Henri BESNARD

JURY :

Président : M. BAUDIN.

Suffragants : M. LAFERRIERE, professeur,
M. FROMONT, professeur à la Faculté de Droit de Caen.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

158-160, rue Saint-Jacques

1942



INTRODUCTION

L'importance de l'industrie du gaz dans l'Economie Nationale justifie le choix de notre sujet. D'origine assez récente et née d'une invention due à l'ingénieur Philippe Lebon, elle est, en effet, devenue l'une de nos plus grandes industries modernes.

Ses usines, au nombre de 700, réparties sur tout le territoire de la France produisent, par an, d'après des statistiques récentes :

- 2 milliards de mètres cubes de gaz;
- 1 million 800.000 tonnes de coke;
- 200.000 tonnes de goudron;
- 15.000 tonnes de sulfate d'ammoniaque;
- 10.000 tonnes de benzol.

Elles occupent plus de 35.000 employés et ouvriers et contribuent à améliorer les conditions d'existence de plus de 25.000.000 d'habitants.

Enfin, grâce à la variété des produits, elles apportent une aide précieuse à un grand nombre d'autres industries.

Cette importance vient encore, d'ailleurs, de se trouver accrue par la crise des carburants que nous subissons actuellement. Plusieurs Compagnies ont mis, en effet, à la disposition des transports automobiles un nouveau carburant économique, le gaz comprimé.

Nous limiterons toutefois notre étude à Paris parce que nous estimons que l'évolution de cette industrie dans la capitale constitue comme une synthèse de son histoire.

En effet, c'est à Paris qu'eut lieu l'invention du gaz, c'est à Paris que se firent les premiers essais, c'est Paris qui, de toutes les villes de France, adopta la première le gaz; enfin, nulle part ailleurs en France cette industrie n'a pris un développement aussi considérable qu'à Paris.

La même observation peut être faite du point de vue de l'évolution juridique. On peut dire, en effet, que les différentes formes d'exploitation pratiquées à Paris depuis l'origine (permission de voirie, concession, régie intéressée) synthétisent tous les régimes par lesquels l'industrie gazière est successivement passée en France.

Nous pourrions donc ainsi, sans sortir du cadre que nous nous sommes fixés, faire dans un premier chapitre l'historique de l'invention et des premiers essais, en présentant en même temps une courte biographie de Lebon que les fabricants de gaz considèrent, avec raison, comme le père de leur industrie et qui n'occupe pas dans la mémoire des hommes la place qu'il mérite.

Ces premiers développements nous conduiront jusqu'en 1820, année à partir de laquelle commencèrent à se former les premières sociétés gazières qui, pendant trente ans, se disputèrent le sous-sol parisien pour y placer leurs canalisations. C'est la première période de l'industrie du gaz dans la capitale. Elle est très instructive; elle permet en effet d'expliquer le présent qui est fait du passé. Nous lui consacrerons donc notre deuxième chapitre.

Nous continuerons ensuite nos développements par l'étude de la deuxième étape qui commença le 1^{er} janvier 1856 à la suite de la fusion des sociétés alors existantes qui réunirent leurs intérêts en 1855 pour former

la Compagnie Parisienne d'Eclairage et de Chauffage par le gaz dont l'exploitation dura 50 ans. Du point de vue juridique c'est une période de transition; nous verrons, en effet, les idées se préciser en ce qui concerne les caractères de cette industrie, ce qui se traduira dans les faits par l'adoption en 1907 d'une nouvelle forme d'exploitation : la régie intéressée, ouvrant ainsi une troisième étape dont l'étude fera l'objet de notre quatrième chapitre. En envisageant d'ailleurs le seul point de vue économique, nous serions fondés à la considérer comme une nouvelle période; c'est, en effet, une période d'évolution au cours de laquelle l'industrie gazière a dû, comme tant d'autres formes de l'activité humaine, se plier à des conditions économiques sans cesse changeantes et lutter contre la concurrence d'autres formes d'énergie (électricité et mazout).

Nous étudierons chacune de ces étapes au triple point de vue économique, juridique et financier, ainsi qu'au point de vue des rapports entre la ville de Paris et les différentes exploitations qui se sont succédé.

Enfin, dans un cinquième et dernier chapitre nous étudierons la nouvelle politique tarifaire inaugurée le 1^{er} septembre 1937 par la Société actuelle. La question des tarifs, et particulièrement celle des tarifs dégressifs, qui se pose aujourd'hui dans l'industrie gazière est en effet une question très importante.

Nous ferons cette étude au triple point de vue des modalités d'application, des résultats obtenus, et des avantages et inconvénients qu'elle peut présenter pour le consommateur.

Dans notre conclusion, nous essaierons de dégager les faits les plus instructifs de cette étude du passé.

CHAPITRE PREMIER

LEBON

Historique de l'invention du gaz et des premiers essais

Philippe Lebon naquit le 29 mai 1767 à Brachay, petite paroisse d'environ 300 âmes, dépendant aujourd'hui du canton de Doulevant-le-Château (Hte-Marne).

Il était le cinquième et avant-dernier enfant de Jean-François Lebon, ancien garde du corps de Louis XV, qui avait des prétentions à la noblesse.

Philippe fut appelé Lebon d'Humbersin, pour le distinguer de ses frères, suivant l'usage du temps, du nom d'un hameau où la famille possédait une ferme.

Son maître d'école eut vite fait de remarquer cet enfant studieux, d'un esprit précoce et curieux. Philippe étudia les mathématiques, l'histoire et le dessin à Chalon-sur-Saône, cependant que son oncle, le prieur de Flammérécourt, l'instruisait dans les belles-lettres.

Le 10 avril 1787 il fut reçu à l'Ecole des Ponts et Chaussées. Entré avec le n° 10, il devait en sortir premier et y devenir ainsi professeur à vingt-deux ans.

Mais l'enseignement n'accaparait pas l'activité de Lebon. Son esprit curieux observait tous les phénomènes et témoignait déjà d'une puissante force d'invention.

Ses recherches, d'abord un peu dispersées sur la cha-

leur, les combustibles, la distillation des bois et de la houille, la condensation, la conduite des ballons, se limitèrent assez vite d'abord aux perfectionnements de la machine à vapeur, puis au « thermolampe ».

En 1791, il participa à un concours dont l'objet était de perfectionner les machines à feu. Parmi les intéressantes idées de son mémoire, nous retiendrons celle de la fumivorité du fourneau, car c'est en poursuivant ses recherches sur la combustion de la fumée qu'il découvrit incidemment le gaz d'éclairage. Lebon obtint le prix de l'Ecole des Ponts et Chaussées et, quelques mois plus tard, le 18 avril 1792, sur la proposition de Borda et de Périer, une somme de deux mille livres lui était accordée pour continuer ses expériences.

Il ne devait jamais les abandonner complètement, et le 25 avril 1801 il prenait un brevet pour l'invention d'un moteur à gaz où l'air et le gaz étaient « préalablement comprimés ».

Cependant, quelque importants qu'aient été les perfectionnements apportés par Lebon dans ces différents domaines, sa gloire provient de l'invention du gaz d'éclairage.

On sait comment le hasard l'y aida. Il se trouvait à Brachay, vers 1790, près de son père malade. Ayant rempli, par amusement, de sciure de bois, quelques fioles de pharmacie, Philippe les mit sur des charbons ardents. Bientôt une fumée abondante s'en dégagée. Lebon, pour éviter de se brûler les doigts, entoura d'un linge mouillé l'orifice de la fiole qu'il voulait examiner. Il constata alors que la fumée devenait blanche et limpide. Approchant d'elle une baguette allumée, il obtint

une flamme très lumineuse : c'était le premier bec de gaz.

Il refit l'expérience en plus grand. Ayant rempli de bois un appareil de brique fermé hermétiquement, il fit traverser un tuyau de dégagement dans une cuve pleine d'eau. A ce passage la « fumée » abandonnait le goudron et l'acide pyroligneux. Le gaz à la sortie du condensateur donnait une lumière assez vive et assez pure pour faire espérer un succès complet (notes de Lebon).

Il semble bien que, dès ce moment, Lebon aperçut les conséquences de sa découverte : « Mes bons amis, je vous chaufferai et vous éclairerai de Paris à Brachay », disait-il aux habitants du village qui le prenaient pour un fou.

Sans doute, comme le remarque Maxime du Camp, il ne découvrit pas le gaz hydrogène; on savait avant lui que le gaz était inflammable. Mais il indiqua, le premier, et d'une façon magistrale, les moyens de le préparer, de l'épurer et de l'utiliser (1).

Il fit part de sa découverte à Fourcroy qui l'encouragea, mais l'époque troublée ne favorisait pas les recherches.

En outre, Lebon, nommé ingénieur ordinaire des Ponts et Chaussées dans le département de la Charente perdit six années d'une vie qui devait être très courte à polémique avec son ingénieur en chef. Il semble bien que, tout occupé de ses découvertes, il n'ait pas été un fonctionnaire zélé. Il faut noter toutefois que l'enquête ordonnée par le ministre Bénézech conclut en sa faveur

(1) M. du CAMP, Paris, V, 379.

et que les Administrateurs de la Charente soutinrent Lebon.

Si ces absences irrégulières furent nombreuses, elles avaient les plus nobles excuses.

« J'étais tourmenté du besoin de perfectionner quelques découvertes. Enfin, j'avais eu le bonheur de réussir, et d'un kilogramme de bois, j'étais parvenu à dégager, par la simple chaleur, le gaz inflammable le plus pur et avec une énorme économie et une abondance telle qu'il suffisait pour éclairer, pendant deux heures, avec autant de lumière que quatre ou cinq chandelles » (2).

Grâce à Prony, Directeur de l'Ecole des Ponts et Chaussées, Lebon obtint un poste à Paris, « cet incomparable foyer d'étude », mais huit semaines plus tard il était nommé Ingénieur en Chef du département des Vosges.

Il refusa ce poste pour se livrer entièrement à ses recherches, ce que lui permettait l'héritage maternel qu'il venait de recueillir.

Il entreprit ses recherches industrielles dans sa maison de l'Ile de la Fraternité, qui porte aujourd'hui le numéro 12 de la rue Saint-Louis-en-l'Ile.

Le 28 septembre 1799 il prit un second brevet « sur de nouveaux moyens d'employer les combustibles plus utilement, soit par la chaleur, soit par la lumière, et d'en recueillir les divers produits ».

Lebon indiquait clairement les possibilités de l'industrie du gaz : « chauffage, éclairage, force motrice, coke, centrales à gaz, moteurs à gaz, récupération des sous-produits ».

(2) Lettre de LEBON au Ministre François de Neufchateau.

Il appelait son appareil « thermolampe » parce qu'il servait à la fois à l'éclairage et au chauffage.

Afin d'attirer l'attention du grand public sur l'importance de sa découverte, Lebon loua l'ancien hôtel de Seignelay, situé dans l'actuelle rue Saint-Dominique et dont l'emplacement couvrait, avec les jardins, une superficie de cinq mille mètres.

Philippe Lebon y installa un thermolampe qui « distribuait la lumière et la chaleur dans les grands appartements, dans les cours, dans les jardins, décorés de milliers de jets de lumière, sous la forme de rosaces et de fleurs ».

La foule parisienne, attirée par une annonce de la *Gazette de France* se pressa pendant plusieurs mois pour jouir de ce spectacle.

Au mois d'août 1801, Lebon publia une petite brochure : « Thermolampes ou poêles qui chauffent et éclairent avec économie et offrent, avec plusieurs produits précieux, une force motrice applicable à toute espèce de machine ».

Il y parlait de ses recherches et de leurs résultats.

« Un seul poêle peut dispenser de toutes les cheminées d'une maison... Point d'étincelles, point de charbon, point de suie, point de cendre.... La flamme si complaisante fera cuire vos mets, séchera votre linge, chauffera vos bains, vos lessives, votre four ».

Le grand public vint à l'hôtel Seignelay par amusement, mais des savants, tels que Gay-Lussac, Prony, Philippe de Girard, comprirent l'importance de la découverte et encouragèrent Lebon. L'Athénée des Arts lui rendit publiquement un témoignage d'estime.

Le Ministre de la Marine, Forfait, ayant chargé une

commission d'examiner les appareils de Lebon, le Général de Saint-Ouen, rapporteur,, constata que « les résultats avantageux qu'ont donnés les expériences du citoyen Lebon ont comblé, et même surpassé, les espérances des amis des Sciences et des Arts ».

Peu à peu Lebon devenait célèbre, mais il était à demi-ruiné. Heureusement l'Etat avait besoin d'une grande quantité de goudron pour créer une flotte destinée à lutter contre l'Angleterre.

Lebon obtint l'adjudication d'une portion de la forêt de Rouvray, en Seine-Inférieure. Il y installa une fabrique qui devait livrer quotidiennement cinq quintaux de goudron.

On venait de l'étranger assister à ses travaux : des Anglais, des Russes. Les princes Dolgorouki et Galitzine lui offrirent, de la part de leur gouvernement, de fixer lui-même les conditions de son installation en Russie. Lebon refusa, estimant que son invention devait, avant tout, profiter à la France.

Refus d'autant plus méritoire que Lebon menait à Rouvray une existence très dure, vivant avec sa famille dans une pauvre cabane dont une nuit, le vent, emporta le toit.

Sans abandonner son usine normande, il en installa une autre le long de l'aqueduc de Marly pour fabriquer de l'acide pyroligneux. Le gaz produit servait à chauffer les cornues.

Sa situation financière s'améliorait. Il pouvait envisager l'avenir avec espoir, quand, brusquement, à 35 ans, le sort le frappa d'une façon demeurée mystérieuse.

Invité comme Ingénieur en Chef des Ponts et Chaus-

sées à se rendre à Paris pour le couronnement de l'Empereur, il assista le 2 décembre à la cérémonie du Sacre.

Le soir, après avoir dîné avec des camarades d'école, il alla se promener dans les Champs-Élysées, alors déserts et peu sûrs.

Le lendemain matin, on trouva son cadavre percé de treize coups de couteau, et l'on ne put jamais établir les mobiles du crime.

Lebon laissait sa femme dans le plus grand dénue-ment, mais elle avait été initiée à ses travaux et voulut les poursuivre.

En 1811 elle renouvela rue de Bercy la démonstration de l'hôtel Seignelay.

Le 23 avril de la même année, elle adressait un mémoire à la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale qui lui décerna son prix et obtint pour elle, du Ministre de l'Intérieur, une pension viagère de 1.200 livres.

Elle s'associa alors avec un ingénieur belge, Ryss-Poncelet, et c'est leur Société qui réalisa le premier éclairage public au gaz à Paris, passage Montesquieu.

Malheureusement les thermolampes, hâtivement installés, répandaient une odeur nauséabonde. Il y eut des plaintes et une ordonnance de police arrêta l'expérience.

M^{me} Lebon mourut d'ailleurs en 1812, avant d'avoir vu triompher l'invention de son mari.

Quant à Ryss-Poncelet, ruiné, découragé, il abandonna ses travaux et pendant plusieurs années Paris ne vit plus de nouvelles expériences.

Mais, pendant ce temps, l'Angleterre, dont plusieurs

de ses ingénieurs avaient suivi les premiers travaux de Philippe Lebon, ne restait pas inactive.

Sous l'impulsion d'un Allemand, du nom de Winzler, qui, pour faciliter ses rapports avec les Anglais, avait pris le nom de Winsor, le gaz y faisait de grands progrès. Mais Winsor, à la suite d'un accident dû à son imprudence, dut quitter l'Angleterre. C'est alors qu'il conçut l'idée de venir tenter sa chance en France. Il arriva à Paris en 1815, pendant les Cent Jours, et déposa immédiatement une demande de brevet. Mais les événements intérieurs ralentirent toutes ses démarches et ce n'est que le 1^{er} décembre 1815 qu'il obtint son brevet. Ce brevet est inséré au *Bulletin des Lois* du 18 janvier 1816 et Winsor le complète, dès l'année suivante, par un brevet de perfectionnement.

S'intitulant « auteur du système d'éclairage par le gaz en Angleterre, fondateur de la Compagnie incorporée par charte royale à Londres, breveté de Sa Majesté Louis XVIII pour l'emploi de ce système en France », Winsor installa, en 1816, dans le passage des Panoramas, un salon brillamment éclairé au gaz qu'il ouvrit au public le 1^{er} octobre. En 1817, il éclaira tout le passage et les boutiquiers du Palais Royal vinrent le prier de les doter de ce nouvel éclairage. Mais à la tête des actionnaires de la société qu'il constitua à cet effet se trouvait le grand référendaire de la Chambre des Pairs, qui exigea que l'on commençât par l'éclairage du Luxembourg. L'installation fut normalement effectuée au moyen d'une petite usine indépendante placée aux environs du Luxembourg et l'éclairage fut étendu aux galeries du pourtour de l'Odéon.

Malheureusement, Winsor se montra incapable de

mener l'affaire à bonne fin, l'entreprise périclita et finit par sombrer complètement. La société fut dissoute en 1819 et le capital social (600.000 francs) entièrement perdu. Quant à Winsor il se retira de la lutte.

Entre temps le Préfet de la Seine, Comte de Chabrol, avait doté l'hôpital Saint-Louis du nouveau mode d'éclairage. Le 1^{er} janvier 1818 toutes les dépendances de l'hôpital furent éclairées. La petite usine qui alimentait cet hôpital subsista jusqu'en 1860, moment où l'hôpital trouva plus simple d'acheter son gaz à la Compagnie Parisienne.

Cependant, malgré les efforts de Winsor, malgré l'intervention du Préfet de la Seine, le public boudait toujours. C'est alors que le roi Louis XVIII voyant avec peine le peu de succès qu'obtenait, en France, une industrie déjà florissante en Angleterre, voulut lui donner une impulsion personnelle. Plein de confiance en l'avenir du nouveau mode d'éclairage, il envoya à Londres une commission d'études dont faisaient partie notamment les ingénieurs d'Arcet et Cagniard-Latour, qui avaient déjà à leur actif l'installation de l'hôpital Saint-Louis.

A leur retour et sur leur avis favorable, le Roi décide de constituer une société qu'il appuiera moralement et matériellement; il prélève sur sa liste civile les fonds nécessaires à sa constitution; la Cour suit son exemple, tous les courtisans souscrivent, l'argent afflue et c'est ainsi que se constitua la Société Royale, avec un capital de 800.000 francs. L'usine en est située 26, rue de La-Tour-d'Auvergne, à l'angle de la rue des Martyrs et de l'avenue Trudaine.

Une des premières manifestations d'activité de la

nouvelle société fut l'éclairage de l'Opéra. A cet effet, un gazomètre spécial fut établi rue Richer, dans une dépendance des Menus-Plaisirs. Ce gazomètre était l'œuvre du physicien Sauvage, sous la surveillance duquel il resta jusqu'en 1841, pour être supprimé quelque temps après.

L'initiative de Louis XVIII marque la fin de cette période embryonnaire, l'année 1820 pouvant être considérée comme le point de départ de la véritable organisation des sociétés gazières et, par suite, de l'industrie gazière.

CHAPITRE II

Débuts de l'industrie du gaz à Paris

LES PREMIÈRES SOCIÉTÉS GAZIÈRES PARISIENNES

Ces essais avaient produit leur impression et l'année suivante, en 1820, commence la véritable organisation des sociétés gazières parisiennes. Ces sociétés se constituent soit librement, soit en vertu d'ordonnances royales.

C'est d'abord, en 1820, la Compagnie constituée par Pauwels Fils Aîné, sur les ruines de la Compagnie de Winsor, dissoute en 1819, et qui érige une usine au 97, rue du Fg-Poissonnière, sur l'emplacement actuellement occupé par les services de la Compagnie du Gaz de Paris.

L'année suivante, les 4 et 8 août 1821, c'est le tour de la Compagnie anglaise d'Eclairage par le Gaz, qui se constitue sous la raison sociale Manby, Wilson et Cie, et qui construit une usine à la barrière de Courcelles. En 1827, elle deviendra la Société Manby, Margueritte et Cie et, enfin, en 1854, la Société Louis Margueritte et Cie.

La même année, le vicomte Chaptal acquiert l'usine qu'avait fait construire Louis XVIII au 26 de la rue de La-Tour-d'Auvergne et forme une société sous la dénomination de Compagnie pour l'exploitation de l'Usine Royale d'Eclairage par le Gaz Hydrogène. La Société Royale étant prospère, Louis XVIII adjugea l'usine pour la moitié environ de ce qu'elle avait coûté : soit 400.000 francs.

En 1822, c'est Pauwels père qui constitue une société pour ériger une usine au n° 20 de la Tour du Temple.

En 1823, MM. Ternaux et Gandolphe se constituent fondateurs d'une société d'éclairage par le gaz portatif.

Puis, entre 1834 et 1839, ce sont :

La Compagnie de Belleville, constituée en 1834 sous la dénomination de Société du Gaz de résine. L'usine, située 20, rue St-Laurent, à Belleville, éclaire Belleville, la Villette, les Faubourgs du Temple, St-Martin et St-Denis. En 1836, elle prendra la raison sociale Auguste Ribot et Cie, puis, en 1838, celle « Société Payn et Fils ».

La Compagnie Française d'Eclairage par le Gaz constituée le 10 septembre 1835 sous la raison sociale Larrieu, Brunton, Pilté Pauwels et Cie, pour devenir, en 1841, la Société Larrieu, Brunton, Pilté et Cie et, en 1848 la Société Brunton, Pilté et Cie. Elle exploite l'usine que Pauwels Fils Aîné avait fait ériger au 97, Fg-Poissonnière et qui avait été acquise en 1828 lors de la liquidation de sa société par MM. Bleuart, Brunton, Pilté et Cie.

La Compagnie Lacarrière, constituée le 20 mai 1836 sous la raison sociale Lacarrière et Cie. Elle acquiert l'usine que fit construire en 1822 Pauwels Père, au 20

de la rue de la Tour-du-Temple, et qui avait été vendue en 1829 à M. Behague.

La Compagnie d'Eclairage par le Gaz, constituée le 1^{er} août 1837 sous la raison sociale Dubochet, Pauwels et Cie, et qui a son usine à Ivry, 27, route de Choisy, près de l'ancienne barrière d'Italie.

Enfin, en 1839, la Compagnie Perardel, devenue plus tard la Compagnie de l'Union ou Compagnie de l'Ouest, est créée pour éclairer les quartiers de Passy, de Neuilly et des Champs-Élysées; son usine est à Passy.

Avec la Société Anglaise, fondée en 1821, ces cinq Compagnies, à l'initiative desquelles Paris doit son premier équipement au gaz, se partagèrent l'éclairage de Paris jusqu'en 1855, date à laquelle elles fusionnèrent pour devenir la Compagnie Parisienne du Gaz.

A ces diverses compagnies il convient d'ajouter, bien qu'ayant laissé peu de souvenir :

La Compagnie Pommier, dont l'usine était Chaussée du Maine, à Vaugirard, et qui fabriquait le gaz par la résine.

La Compagnie Selligue, qui avait son usine route de Clichy, aux Batignolles, et où l'on obtenait le gaz par décomposition de l'eau et carburation à l'huile de schiste. Cette compagnie devint par la suite la Compagnie Gosse.

La Compagnie Houzeau, Rohault, Miquet et Cie, dont l'usine était 90, rue de Charonne, et qui produisait par distillation de l'huile, du gaz destiné à être distribué par voitures à domicile.

La Société Foucart et Cie, qui desservait Bercy au moyen de l'usine qui existait il y a encore peu d'années à Saint-Mandé.

La plupart de ces compagnies étaient régies par les règles particulières aux sociétés en commandite, et comme telles se constituèrent librement. Les actes de société déterminaient d'une manière précise les pouvoirs et les droits des commanditaires; chez la plupart d'entre elles, les attributions de la gérance étaient très limitées, au moins en ce qui touche les transactions avec les tiers de nature à engager, même par des moyens indirects, la propriété de la chose sociale. C'est ainsi que les gérants, par exemple, ne pouvaient engager hypothécairement les immeubles sociaux.

LES VICISSITUDES DU DÉBUT.

LES PREMIERS PROGRÈS

Les résultats de la nouvelle industrie ne furent pas immédiatement heureux et jusqu'en 1830 l'histoire n'enregistre que des faillites et des liquidations successives.

C'est, dès 1828, la Société fondée par Pauwels Fils Aîné sous la dénomination de Compagnie Française et qui avait fait construire l'usine du Faubourg-Poissonnière, qui est mise en liquidation; ses immeubles, son matériel, sa clientèle, sont vendus aux enchères publiques et, toutes dettes payées, il ne resta que 10 % du capital social, qui était de 3 millions.

La même année voit aussi la liquidation de la société formée en 1823 par MM. Ternaux et Gandolphe. Le capital social était de 600.000 francs; la liquidation fournit à peine de quoi payer les dettes.

L'année suivante, en 1829, c'est le tour de la Société constituée en 1822, sous la raison Pauwels Père, au capital de 500.000 francs et qui construisit l'usine du Grand-Prieuré. Cette usine fut mise en vente et acquise

par M. Béhague; mais intérêts et capitaux, tout fut perdu pour les actionnaires.

Enfin, en 1830, la société formée en 1821 sous la dénomination de Compagnie pour l'Exploitation de l'Usine Royale d'Eclairage par le Gaz hydrogène, bien qu'elle fut en possession de privilèges spéciaux et que ses tuyaux courussent dans les plus beaux quartiers de Paris, se voit contrainte, pour échapper à la ruine complète, de réunir ses établissements à ceux de la Compagnie Manby et Wilson. Cette fusion s'opéra moyennant une perte de 300.000 francs, que supportèrent les actionnaires de la Compagnie Royale sur son capital constitutif de 1.800.000 francs.

Quant à la Compagnie Anglaise, la seule des premiers établissements qui ait pu résister, ses actions ne produisirent ni intérêts, ni dividendes pendant treize ans, jusqu'en 1834.

Pendant cette première période, les sociétés gazières étaient donc loin de prospérer; dans des documents fournis longtemps après on calculait que, de 1820 à 1835, les diverses Compagnies, dans des liquidations successives, des réductions de capital et même des faillites, avaient englouti près de 8.000.000 de francs.

L'hostilité du public au nouveau mode d'éclairage, hostilité entretenue par la presse et des écrivains célèbres de l'époque, était pour une grande part responsable de cet échec. On alla jusqu'à dire que l'emploi du gaz empoisonnerait l'air, tuerait les arbres et finirait par asphyxier toute la population.

Charles Nodier, pour ne citer que lui, fit paraître en 1823 un volume intitulé : « Essai critique sur le gaz » qui produisit une sensation énorme sur le public.

Outre cette hostilité, les premières compagnies eurent aussi à subir des mécomptes et à supporter des frais inséparables de toute industrie nouvelle.

Mais les compagnies ne se découragèrent pas. Après des débuts laborieux, elles parvinrent enfin à triompher de toutes les résistances.

Peu à peu, en effet, le nouveau mode d'éclairage s'introduit dans les mœurs et dans les usages municipaux.

En ce qui concerne le gaz livré aux particuliers de 1821 à 1838 par la Compagnie Anglaise, la plus grosse exploitation de l'époque, il avait atteint le chiffre (en nombre rond) de 2.475.000 m³, ce qui représente, pour ses seize premières années d'exploitation, un accroissement moyen de 150.000 m³ par année.

Pour la période 1838 à 1844, la moyenne annuelle d'augmentation ressort pour cette même Compagnie à 345.000 m³, suivant les renseignements consignés dans le tableau ci-après, établi par elle en réponse à une lettre de M. le Préfet de Police en date du 28 avril 1845.

Eclairage par le Gaz, Manby, Wilson et Cie

REPOSE AUX RENSEIGNEMENTS DEMANDES PAR LA COMMISSION DU GAZ

(Lettre de M. le Préfet de Police du 28 avril 1845)

ANNÉES	FABRICATION RECONNUE AU GAZOMÈTRE	PERTES DE TOUTES NATURES 16 %	NON- VALEURS ET FAILLITES	QUANTITÉS LIVRÉES A L'ÉCLAIRAGE MUNICIPAL	NET DE LA VENTE DU GAZ AUX PARTICULIERS			PROGRESSION DANS LES QUANTITÉS LIVRÉES AUX PARTI- CULIERS
					A L'HEURE	AU COMPTANT	TOTAL	
1838 ...	3.250.000 m3	520.000	48.750	206.500	2.474.750	Néant	2.474.750	»
1839 ...	3.572.000	571.520	53.580	280.660	2.618.640	41.600	2.660.240	185.490
1840 ...	4.109.000	657.440	61.630	407.450	2.853.480	129.000	2.982.480	322.240
1841 ...	4.907.000	785.120	71.600	491.860	3.182.420	374.000	3.556.420	573.940
1842 ...	5.553.000	888.200	83.290	632.580	3.346.650	602.000	3.948.650	392.230
1843 ...	6.538.600	1.046.200	112.200	880.900	3.750.700	748.600	4.499.300	550.630
1844 ...	7.004.640	1.114.720	82.410	914.720	3.845.390	1.047.400	4.892.790	393.490

L'ordre de grandeur de l'émission des six compagnies parisiennes (émission moyenne annuelle) est, pour la période 1844-1853, de : 24.606.280 m³, ainsi qu'il résulte du tableau ci-après :

Compagnie Anglaise :	2 usines		9.142.623 m ³
— Française :	2 usines		7.315.794 m ³
— Parisienne :	1 usine		3.025.025 m ³
— Lacarrière :	1 usine		2.345.243 m ³
— de Belleville :	1 usine		1.588.014 m ³
— de l'Ouest :	1 usine		1.189.581 m ³
Total			 24.606.280 m ³

En 1855, à la veille de la fusion des Compagnies, le nombre des abonnés était d'environ 25.000, chiffre important si l'on considère qu'à cette époque :

1° Le gaz était conduit devant la demeure du consommateur qui en prenait livraison au moyen d'un branchement sur la conduite principale, mais il n'a été fait aucune conduite montante permettant la distribution dans toute la maison, ce qui limitait la consommation du gaz au rez-de-chaussée;

2° Le gaz n'était utilisé que pour l'éclairage. Cette destination première a laissé d'ailleurs des empreintes durables, telles que la dénomination « Gaz d'éclairage » et le calibrage des compteurs en nombre de « becs ».

3° Et qu'enfin les limites de Paris ne s'étendaient que jusqu'aux boulevard extérieurs. La superficie de la capitale n'était que de 34 kilomètres carrés, alors qu'aujourd'hui elle dépasse 80 kilomètres carrés et sa population ne dépassait pas 1.200.000 habitants, tandis qu'aujourd'hui elle est de 2.829.746 habitants.

Les progrès réalisés dans le domaine municipal sont non moins importants, quoique plus lents.

En 1822, le seul éclairage municipal au gaz était celui du cadran de l'horloge de l'Hôtel de Ville et c'est seulement en 1829 que furent réalisés les premières applications du gaz à l'éclairage des voies publiques :

Le 1^{er} janvier 1829, en effet, 4 appareils à gaz sont installés place du Carrousel et 12, rue de Rivoli, puis successivement pendant la même année, rue de la Paix, place Vendôme, rue Castiglione, place de l'Odéon, galeries du Palais-Royal, etc.

En 1835 il n'y avait encore que 203 becs de gaz dans Paris.

Les grands boulevards ne sont dotés du nouvel éclairage qu'en 1837.

En 1842 on comptait encore 8.000 becs à l'huile contre 7.000 au gaz.

Entre 1838 et 1844 la Compagnie Anglaise avait livré les quantités suivantes à l'éclairage municipal :

1838	206.500 m3
1839	280.660 m3
1840	407.450 m3
1841	491.860 m2
1842	632.580 m3
1843	880.900 m3
1844	914.720 m3

Mais, après le traité de 1846, le nombre des becs de gaz va s'accroître rapidement. Ainsi, en 1848, il passe à 8.600 contre 5.880 becs à l'huile, et en 1852 il s'élève à 13.733.

Pour faire face à cette augmentation de la consom-

mation, les compagnies avaient posé sous le sol des voies publiques plus de 430.000 mètres de canalisation.

Mais, au fur et à mesure que croissait la consommation, il fallait aux compagnies augmenter leurs moyens de production : il leur fallait un plus grand nombre de fours, une plus grande quantité de cornues, des appareils de distillation, de condensation et d'épuration plus puissants, de nouveaux gazomètres, des tuyaux d'un plus grand diamètre, etc., etc. Si bien qu'elles ne purent rémunérer leur capital pendant plusieurs années encore.

Pour la Compagnie Anglaise, l'ère des dividendes ne commence qu'en 1836, c'est-à-dire après 14 années d'exploitation et la progression dans les sommes distribuées est loin de suivre celle de la consommation.

C'est ainsi qu'en 1838, chez la Compagnie Anglaise, la part de bénéfices attribuée à chaque action a été, intérêts compris, de

.....	458 00
En 1839	460 88
En 1940	460 90
En 1841	464 92
En 1842	450 00
En 1843	470 00
En 1844	470 00

pour une valeur nominale de 2.500 francs et pour la dernière année considérée une valeur de négociation de 4.500 francs.

Si l'on rapproche ces résultats on trouve qu'en 1842 le produit de l'action a été de 8 francs inférieur à celui de 1838, et qu'en 1839 et 1840 les bénéfices ont été exactement les mêmes, qu'en 1843 et 1844 les bénéfices n'ont pas varié et qu'enfin de 1839 à 1844 le produit de l'action

ne s'est augmenté que de 9 francs environ, c'est-à-dire de 0 fr. 10 pour 100 francs.

Le dividende distribué en 1843 et 1844 représentait cependant presque 19 % de la valeur nominale de l'action. Tandis que la Compagnie, dont le bénéfice total avait été de 1.200.000, avait retiré de son capital (8 millions 100.000 francs) un intérêt de 16 à 17 %.

Pour les autres compagnies, les résultats de l'année 1844 avaient été les suivants :

Compagnie Française : bénéfice 990.000 francs pour un capital social de 9.600.000 francs; dividendes distribués : 15 % de la valeur nominale des actions.

Compagnie Lacarrière : bénéfice 296.000 francs pour un capital social de 3.200.000 francs; dividendes distribués : 15 % de la valeur nominale des actions.

Compagnie Parisienne : bénéfice 300.000 francs pour un capital social de 2.400.000 francs; dividendes distribués : 15 % de la valeur nominale des actions.

Compagnie de Belleville : bénéfice 161.000 francs pour un capital de 1.800.000 francs; dividendes distribués : 14 % de la valeur nominale des actions.

Si les bénéfices distribués ont augmenté suivant une lente progression, la valeur des actions s'est, par contre, accrue rapidement. Ainsi les actions de la Compagnie Anglaise, dont la valeur nominale était de 2.500 fr., ont, de 1830 à 1842, graduellement atteint le chiffre de 4.500 francs. A première vue, cela peut sembler anormal. Mais il est à remarquer que deux circonstances déterminent la valeur d'une action industrielle : la première, les bénéfices réalisés; la seconde, la confiance que le public peut avoir dans la stabilité de l'affaire en elle-même. Or, c'est à cette dernière circonstance qu'il con-

vient, sans nul doute, d'attribuer ce fait; personne, en effet, ne doutait plus, à cette époque — l'augmentation du nombre des abonnés en témoigne — que l'industrie du gaz était une industrie sérieuse et que le passé répondait de l'avenir.

En 1845, l'industrie du gaz à Paris était donc parvenue à un haut degré de prospérité et à acquérir la confiance du public.

Malheureusement, les sacrifices imposés par la Ville aux compagnies, en 1846, vinrent arrêter l'essor des compagnies. A partir de cette époque, bien que la consommation continue sa progression, les compagnies végétèrent et la valeur de leurs actions diminua considérablement; alors qu'elles valaient 700 francs en moyenne avant 1846, elles tombèrent, après cette date, au-dessous du pair pour se fixer entre 380 et 400 francs. C'est ce qui les détermina à fusionner.

Pour être complet, nous ajouterons que les compagnies ne tirèrent pas seulement leurs bénéfices de la vente du gaz, mais encore de la vente des sous-produits (coke, eaux ammoniacales et goudron). L'usage du coke en effet se répandait pour le chauffage domestique et dans les produits des compagnies la vente de ce sous-produit tenait déjà une large part. Vers 1850, il se vendait 1 fr. 60 l'hectolitre, dont 0 fr. 33 pour l'octroi et 0 fr. 15 pour le transport.

Dans les comptes des exercices de 1847 à 1852 de la Compagnie Anglaise, le produit du coke figurait, savoir :

En 1847 pour	489.098 40
En 1848 pour	543.964 48
En 1849 pour	303.641 61
En 1850 pour	437.784 13

En 1851 pour 558.908 46

En 1852 pour 523.990 73

Les compagnies vendaient les deux tiers seulement des quantités produites, l'autre tiers était employé au chauffage des cornues.

Dans le compte de l'exercice 1849 de la Compagnie Anglaise, le produit de vente des eaux ammoniacales figurait pour 5.253 fr. 25.

Ces eaux étaient converties en sulfate d'ammoniaque et vendues à des fabricants de produits chimiques.

En ce qui concerne le goudron, seules les Compagnies Française et Lacarrière vendaient la totalité de leur production, les autres compagnies le brûlaient.

Ainsi 35 ans après sa naissance, l'industrie du gaz, dont le malheureux Lebon avait prévu et prédit le magnifique avenir, était parvenu à s'imposer dans la capitale, transformant les conditions de vie des habitants et la physionomie extérieure de la cité.

CONDITIONS D'EXPLOITATION AVANT 1846

A l'origine, l'industrie du gaz ne se différenciait des autres que par les conditions exceptionnelles de son exploitation, qui l'obligeait à user du sous-sol de la voie publique pour porter ses produits chez le consommateur ; ce qui nécessite l'intervention des autorités administratives pour la délivrance des autorisations de voirie nécessaires, qui étaient délivrées sous forme d'arrêtés préfectoraux sans conditions onéreuses, mais à titre précaire et révocable.

C'est là une particularité remarquable, car il y a peu d'exemples d'entreprises formées ainsi sous le régime d'arrêtés préfectoraux conférant des autorisations de

voirie pure et simple. Généralement, en effet, la permission de voirie est la conséquence d'un contrat appelé soit bail, soit marché; ici elle était délivrée à titre principal. Plus tard, elle sera la conséquence de la concession.

Il convient de signaler également que ses usines furent rangées dans la seconde classe des établissements incommodes, insalubres ou dangereux par l'ordonnance royale du 20 août 1824 et qu'en conséquence elles ne pouvaient être autorisées qu'en se conformant à certaines mesures de précautions.

Sous ces réserves, la nouvelle industrie se comportait comme les autres. En effet, comme une industrie privée, elle se bornait à vendre dans son intérêt propre les produits de sa fabrication, sans subir aucun contrôle de la Ville et sans être soumise à aucune réglementation : aucun prix n'était imposé aux compagnies pour la vente du gaz et rien n'était convenu au sujet de la qualité du gaz à fournir.

La seule réglementation qui existait alors était uniquement relative à l'ouverture des tranchées pour le placement des conduites sous la voie publique. Elle faisait l'objet d'un texte émané de la Préfecture de la Seine et approuvé par le Ministre de l'Intérieur du 6 décembre 1821.

Les principales dispositions en étaient les suivantes :

« Les entrepreneurs de l'éclairage sont tenus de remettre à M. le Préfet de la Seine les projets des travaux qu'ils se proposeront de faire exécuter dans chaque rue.

« Ces projets doivent être communiqués aux ingénieurs en chef des services ordinaire et extraordinaire

des Eaux et à l'ingénieur en chef du Pavé de Paris pour avoir leur avis.

« Sur leur rapport, M. le Préfet de la Seine détermine les rues sous le pavé desquelles les entrepreneurs de l'éclairage pourront établir leurs tuyaux et la place que ces tuyaux devront y occuper.

« De son côté, M. le Préfet de police prescrit dans chaque circonstance les mesures de précaution à prendre et ensuite la durée des travaux.

« Les déplacements ou les suppressions de conduites qu'exigeraient l'exécution de travaux publics ou de mesures d'intérêt général ne donneront ouverture à aucune indemnité au profit des entrepreneurs. »

Mais, dès 1822, le nombre croissant des compagnies détermina l'Administration à insérer dans les autorisations à accorder une nouvelle condition qui eut pour résultat de mettre celles-ci en possession d'un véritable monopole de fait.

En 1822, en effet, diverses compagnies se constituèrent simultanément portant à quatre le nombre de celles-ci.

C'est alors que s'éleva dans toute sa force la question du libre parcours. Les compagnies demandèrent d'abord à exploiter en commun certaines lignes, puis à l'exclusion de tous autres, les quartiers qui se trouvaient naturellement désignés par la position des usines. L'intérêt de la libre circulation et du bon entretien du pavé exigeait une intervention administrative et le Préfet de la Seine, après avoir consulté le Directeur général des Ponts et Chaussées prit, à la date du 9 mai 1822, un arrêté fixant une délimitation des zones de chaque compagnie et prévoyant qu'il ne pourrait être placé plus d'une conduite de gaz dans chaque rue.

La Compagnie Royale, qui avait acquis l'usine créée par Louis XVIII, à laquelle était attachée l'exploitation de certaines localités dont l'arrêté du 9 mai attribuait l'exploitation à d'autres compagnies, se crut lésée dans ses intérêts. Ses administrateurs réclamèrent près du Ministre de l'Intérieur et obtinrent la suspension de sa mise en application. Mais les Compagnies Pauwels et Manby et Wilson adressèrent au Ministre des protestations énergiques contre les prétentions de la Compagnie Royale; elles demandèrent ou que l'arrêté du 9 mai reçut son exécution, ou que l'éclairage au gaz fut abandonné à une libre concurrence.

La question était assez grave pour que le Ministre crut devoir ne pas se prononcer sans s'entourer d'avis. Il consulta le Préfet de la Seine, lequel nomma une commission pour en délibérer; l'avis de la commission fut favorable à la concurrence. Saisi de cet avis, le Ministre ne crut pas devoir prendre sur lui seul la responsabilité d'une décision : il en référa au Conseil des Ministres, qui opta pour le maintien de la non-concurrence, et un nouveau texte fut signé par le Préfet le 30 septembre 1822; l'une des clauses rappelées plus haut était légèrement modifiée et le nouvel arrêté prévoyait cette fois « que les tuyaux de plus d'une entreprise ne pourraient courir ensemble dans une même rue ». Ainsi par l'arrêté du 30 septembre, les grandes lignes de circonscription étaient tracées avec la condition formelle que les tuyaux de plus d'une entreprise ne pourraient, désormais, courir dans la même rue et c'est conformément à ce principe que furent accordées par le Préfet de la Seine les autorisations sollicitées par les compagnies pour le placement de leurs conduites.

C'était leur conférer un véritable monopole et supprimer entre elles toute concurrence efficace. Nous reconnaissons qu'il est certaines industries qui, par leur nature, doivent être en possession d'un monopole de fait et que l'éclairage au gaz est précisément l'une des exceptions. On ne peut, en effet, permettre à tout venant de poser des tuyaux dans les rues de Paris. Mais, à cette époque, le monopole fut donné sans contrepoids et les inconvénients de cette exploitation privilégiée ne tardèrent pas à se manifester notamment au détriment des consommateurs qui se trouvaient ainsi à la merci des compagnies soit pour le prix, soit pour la régularité du service. Un autre inconvénient, non moins grave, était d'ôter aux entrepreneurs le mobile nécessaire pour apporter à leur industrie les perfectionnements qui peuvent naître de la concurrence.

L'Administration elle-même ne fut pas à l'abri des inconvénients du monopole pour l'éclairage public, car ses efforts pour porter le gaz dans les quartiers qui réclamaient ce mode d'éclairage furent souvent entravés par les compagnies.

Aussi, en 1835, le Préfet de Police ayant jugé que les instructions suivies jusqu'alors pour le placement des conduites devaient être soumises à révision, créa, à ce sujet, une commission. Il résulte des procès-verbaux des séances de cette commission, l'une du 20 juillet, et l'autre du 3 novembre 1835, qu'elle a émis les avis suivants :

« Que c'est uniquement en vue de l'intérêt public, de la circulation et du pavé de Paris que l'Administration n'a point autorisé le placement dans une même rue des conduites de gaz de plus d'une entreprise ;

« Que l'Administration est maîtresse de changer ce

mode de procéder si des intérêts publics d'un ordre supérieur réclamaient ce changement ;

« Que les compagnies d'éclairage ne sont pas fondées à invoquer à cet égard des droits qui n'ont point été aliénés et qui ne pouvaient l'être en leur faveur ;

« Que de semblables droits établiraient un véritable monopole avec tous les inconvénients et sans les correctifs que comporte ce système. »

« Qu'il est impossible d'admettre que l'industrie du gaz ne doive pas être soumise, comme toute autre industrie, au principe de la concurrence.

« Que, jusqu'à ce que l'Administration soit fixée sur la marche à suivre pour l'établissement de cette concurrence et pour ne pas laisser les consommateurs à la merci des compagnies, il convient qu'elles soient soumises à un règlement de police et même à un tarif, indépendamment du règlement existant pour l'établissement des conduites.

« Et que, dans les autorisations à accorder pour la pose des conduites, il serait bon d'insérer explicitement les conditions d'intérêt public auxquelles les anciennes compagnies n'avaient été qu'implicitement soumises, savoir :

« 1° L'obligation de se soumettre au principe de la concurrence ;

« 2° Celle de se soumettre aux règlements de police et aux tarifs que l'Administration jugerait convenable d'arrêter ;

« 3° Celle de conduire le gaz dans toutes les rues de leur circonscription où il leur sera demandé des abonnements d'éclairage pour un certain nombre de becs,

dans une proportion déterminée avec la longueur de la conduite alimentaire à établir. »

Enfin, elle se réservait le droit d'examiner la question d'établissement d'un droit d'octroi sur le gaz fabriqué extra-muros pour être consommé dans Paris.

Ces deux dernières dispositions reçurent, presque aussitôt, leur exécution. Elles furent insérées comme condition des autorisations accordées aux Compagnies Parisiennes, de Belleville et de l'Ouest, pour la pose de leurs conduites, par les arrêtés du Préfet de la Seine, en date des 12 novembre 1835 et 5 juin 1838. Elles sont contenues dans l'article 8 ainsi conçu :

« La présente autorisation est, en outre, accordée aux conditions explicites suivantes, auxquelles les anciennes compagnies d'éclairage existantes sont implicitement soumises, savoir :

« La compagnie sera soumise au principe de la concurrence, dans les applications que l'Administration jugera nécessaire d'en faire dans l'intérêt public;

« Elle se soumettra aux règlements de police et aux tarifs qui seront arrêtés;

« Elle sera tenue de conduire le gaz dans toutes les rues voisines de celles qui sont indiquées ci-dessus, où il lui sera demandé des abonnements d'éclairage pour un certain nombre de becs, dans une proportion déterminée avec la longueur de la conduite alimentaire à établir;

« Elle supportera les taxes d'octroi qui pourraient être établies sur le gaz fabriqué extra-muros pour être consommé dans Paris. »

Mais lorsque le Préfet de la Seine fut consulté par son collègue le Préfet de Police à l'effet de connaître celles

des voies publiques qui pourraient recevoir plus d'un tuyau de conduite, il résista de toutes ses forces à cette nouvelle cause de dégradation. Dans sa lettre qu'il lui adressa le 12 mars 1839, il lui écrivait notamment :

« Vous me désignez vous-même chaque jour les inconvénients du mauvais état du pavé de Paris sur plusieurs points, et c'est principalement à cette cause qu'il faut les attribuer. Une nouvelle ligne de conduite augmenterait dans un rapport plus que double ces causes de dégradation.

« D'un autre côté, je ne pense pas que les avantages qui résulteraient pour l'éclairage au gaz de l'admission de la concurrence, soient de nature à balancer les graves inconvénients d'avoir toujours un pavage en mauvais état, malgré les dépenses énormes de l'entretien.

« Dans l'état actuel des choses, l'Administration s'étant réservée l'admission de la concurrence, peut exiger et obtenir des compagnies existantes des conditions plus avantageuses que celles qu'elle obtiendrait en définitive de l'entretien d'une seconde compagnie dans les mêmes quartiers. Ce serait, à son avis, une erreur de croire que la rivalité bornée à 2 actions, établirait une concurrence réelle. Ce serait, au contraire, une renonciation à la concurrence véritable et efficace qui me paraît exister dans le droit de l'Administration de retirer les autorisations pour appeler toute compagnie à soumissionner le service dans chaque localité.

« Il me semble que l'Administration a entièrement le droit d'exiger des compagnies existantes les conditions mêmes qu'elle stipulerait avec une compagnie nouvelle.

« Les premières ne jouissent de l'autorisation qui leur a été accordée qu'à titre de tolérance essentiellement

révocable. Elles sont obligées de se conformer aux règlements qui peuvent intervenir sur leur industrie, dans l'intérêt public et au tarif de l'éclairage. Si elles ne se conformaient pas à ces règlements, les autorisations, en vertu desquelles elles existent, pourraient être retirées et le service pourrait être mis en adjudication dans chaque circonscription.

« C'est ainsi, Monsieur et Cher Collègue, qu'il me paraît possible d'admettre la concurrence et c'est, à mon avis, la seule qui puisse être réelle et efficace : on pourrait encore pour l'appeler profiter de la dissolution des compagnies.

« Mais je crois que nous devons surtout fortement repousser l'existence simultanée des deux services dans les mêmes rues, dans l'intérêt du pavé de Paris.

« Quant à moi, ma conviction est entière et je résisterai de toute ma force, en ce qui me concerne, à cette nouvelle cause de dégradation des voies publiques. »

Et la question resta encore sans solution. Les compagnies continuèrent à bénéficier, sans contrepoids, d'une exploitation privilégiée.

A cette époque, six compagnies se disputaient le pavé de Paris pour y placer leurs canalisations, c'étaient :

La Compagnie Française (Larrieu, Brunton, Pilté et Cie);

La Compagnie Anglaise (Manby, Wilson et Cie);

La Compagnie de Belleville (Payn et Cie);

La Compagnie Lacarrière;

La Compagnie Parisienne (Dubochet, Pauwels et Cie);

Enfin la Compagnie de l'Ouest (Gosselin et Cie).

Par suite de leur développement continu, les points

de friction se multipliaient aux limites des périmètres respectifs de ces compagnies. Pour mettre fin aux contestations qui s'élevaient journellement, l'Administration dut intervenir à nouveau et, par arrêté du 30 novembre 1839, le Préfet de la Seine délimita, d'une manière précise, ces divers périmètres.

LE TRAITÉ DE 1846

Historique des négociations avec les compagnies.

Les principales dispositions du traité.

Sa nature juridique.

C'est en 1838 que la Préfecture de Police, à laquelle ressortissait à cette époque le service de l'éclairage à Paris, songea à en faire l'objet, soit d'une adjudication publique, soit de conventions particulières avec une ou plusieurs compagnies de gaz alors existantes.

Les compagnies en furent avisées verbalement le 18 décembre 1838, en même temps qu'elles furent invitées de faire connaître à quelles conditions elles entendaient coopérer à l'éclairage.

Elles répondirent à cette invitation le 8 du même mois; elles offraient de livrer le gaz au prix de revient augmenté du bénéfice auquel a droit de prétendre toute industrie et que l'Administration croira devoir attribuer à raison du service de l'éclairage public et demandaient « que le prix de revient du gaz soit reconnu contradictoirement entre elles et une commission en se déclarant prêtes à se mettre en rapport avec cette commission et à lui fournir tous documents et renseignements propres à former sa conviction. »

C'est dans ces conditions que, le 26 janvier 1839, à la

demande du Préfet de Police, elles lui remirent un tableau général du roulement de leurs usines pendant les huit dernières années. Les renseignements fournis par la Société Manby Wilson et Cie faisaient ressortir le prix de revient de 1.000 pieds cubes de gaz livrés aux consommateurs à 12 fr. 63 (moyenne de 8 années). A ce tableau étaient annexés divers états.

Mais ces documents n'emportèrent pas la conviction du Préfet de police qui se borna à adresser aux compagnies une circulaire pour leur faire connaître les moyens qu'il envisageait :

Le premier consistant à mettre en adjudication l'éclairage de la ville de Paris en autorisant l'adjudicataire à desservir à la fois l'éclairage particulier et l'éclairage public;

Le second consistant à leur offrir un traité amiable sur les bases suivantes :

« Concession par la ville de Paris aux compagnies, jusqu'au moment où elle entrerait en jouissance des usines, du droit exclusif de conserver les tuyaux de conduites sur les points où il en existe déjà et d'en établir de nouveaux dans l'étendue de leurs périmètres respectifs;

« Vente immédiate par les compagnies à la ville de leurs usines et de tout le matériel qu'elles possèdent ou qu'elles exploitent;

« Mais l'entrée en jouissance par la ville et sa mise en possession n'auraient lieu que dans le délai de 9, 12, 15 ou 18 ans, au choix exclusif de la ville;

« Conservation par les compagnies, à leurs risques et périls, de la jouissance entière des biens vendus;

« L'estimation du prix à payer par la ville sera faite

par des experts nommés par le président du tribunal civil; dans cette estimation, les experts prendraient en considération la valeur en œuvre des objets vendus suivant le prix au jour de l'expertise, leur état de conservation et leur valeur industrielle, eu égard aux progrès qu'auraient fait l'art de l'éclairage;

« Promesse de vente par les compagnies de tous les biens qu'elles acquerraient postérieurement à la conclusion du marché jusqu'au jour de l'entrée en jouissance.

« L'établissement des conduites principales aurait lieu aux frais des compagnies qui ne pourraient refuser d'en placer lorsque la longueur desdites conduites, comparée au nombre total des becs d'éclairage, soit du service public, soit du service particulier, n'excéderait pas le rapport de 5 à 1.

« Obligation également pour les compagnies d'établir, à leurs frais, de nouvelles conduites toutes les fois qu'il leur serait assuré un abonnement de 1 bec par 5 mètres de conduites à poser.

« En dehors de ces limites, la pose des conduites serait réglée par des conventions particulières faites à cet égard entre l'Administration et les compagnies et selon les circonstances.

« A titre de cautionnement, les compagnies affecteraient et transporteraient le prix de vente et promesse de vente en principal et intérêts.

« Dans le cas où des hypothèques, oppositions et empêchements quelconques formeraient obstacles à la parfaite exécution de ces ventes et promesses de vente, ainsi que des autres dispositions du traité, l'Administration rentrerait dans les droits qu'elle a concédés.

« Le marché fixerait un prix modéré par heure et par bec et calculé sur le prix de revient de ce bec.

« Enfin, les conditions relatives au mode d'exécution du service de l'éclairage par le gaz seraient déterminées dans le marché dont il s'agit. »

Il invitait en même temps les compagnies à lui transmettre leurs observations ou à lui indiquer tout autre mode qui leur paraîtrait de nature à mieux concilier les intérêts du service public et ceux de leur industrie.

En réponse à cette circulaire, les compagnies firent observer, en ce qui concerne le profit de mise en adjudication, que l'autorité municipale ne trouverait dans la réalisation de ce projet, dont la seule conséquence serait de jeter la perturbation dans une industrie où d'immenses capitaux étaient engagés, ni des sûretés plus grandes, ni des prix meilleurs que ceux qu'elle pouvait obtenir en laissant les compagnies actuelles continuer sans trouble leur exploitation.

Quant à la vente des usines, elles indiquèrent que la constitution de leurs sociétés s'opposait à toute espèce d'aliénation de cette nature, que leurs gérants n'avaient aucune qualité pour signer valablement de semblables contrats.

Relativement aux propositions particulières qui leur étaient demandées, elles ajoutèrent que les moyens qui seraient les plus propres à concilier les intérêts du service public et ceux de l'industrie du gaz seraient :

1° De traiter avec les compagnies actuelles pour l'éclairage des périmètres qu'elles occupent, en prescrivant toutes les mesures propres à assurer une bonne exécution ;

2° D'accepter l'offre qu'elles avaient faites de fournir le gaz au prix de revient, sans perte ni bénéfice.

Prenant acte de leur déclaration de fournir pour l'éclairage municipal le gaz au prix de revient, le Préfet de Police fit reprendre, en 1842, par une nouvelle commission, les études dont ce prix avait été l'objet. Ces études présentaient les plus grandes difficultés, si on considère, d'une part, l'intérêt que pouvaient avoir les compagnies à ne pas donner une connaissance complète de leurs opérations et, de l'autre, la grande diversité d'éléments dont se compose lui-même ce prix.

En effet, il fallait apprécier l'importance et la valeur des capitaux immobilisés, soit pour la construction des usines, soit pour la pose des conduites, les frais de fabrication, d'administration et d'exploitation; les valeurs des produits en coke, goudron, etc. Il fallait aussi se rendre compte des pertes de gaz dans son parcours des gazomètres aux becs brûleurs, il était nécessaire enfin de constater les quantités de gaz consommé par les différentes espèces de becs.

En attendant de connaître les résultats des travaux de la commission, le Préfet de Police estimant que la ville était en droit d'obtenir sur ses dépenses d'éclairage des réductions notables pour réaliser, le plus tôt possible, au moins une partie de ces réductions, pensa qu'il était convenable de soumettre les compagnies à un droit de location proportionné à l'importance des localités parcourues par leurs conduites et aux avantages qu'elles retiraient de l'exploitation de leurs périmètres.

A la suite des communications qu'il eut à cet égard avec son collègue le Préfet de la Seine, celui-ci prit, le

30 octobre 1844, un arrêté établissant un droit de location sur les conduites de gaz.

Cependant, les études du prix de revient se poursuivaient et un premier travail donna lieu à penser que le prix de revient d'un mètre cube de gaz mesuré au bec, c'est-à-dire y compris pertes et frais de toute nature, pouvait être évalué à 1 centime 935. C'est alors que, tenant compte de ce que la consommation des appareils de l'éclairage municipal était par heure de 100 litres pour les becs de la première série, de 140 litres pour les becs de la deuxième série et de 200 litres pour la troisième série, il proposa un cahier des charges dont les bases étaient les suivantes :

La concession des périmètres pour 9 ans ; l'obligation prise par les compagnies de se conformer, pour la vente du gaz aux particuliers, aux règlements et tarifs qui seraient à faire ; l'obligation de poser à leurs frais des conduites sur tout le périmètre où il n'en existerait pas encore et de mettre leurs tuyaux en communication pour prévenir toute interruption de service ; enfin, la réduction du prix de l'éclairage municipal au prix de :

1 c. 935 l'heure pour le bec de 1^{re} série,

2 c. 875 l'heure pour le bec de 2^e série,

3 c. 035 l'heure pour le bec de 3^e série.

En même temps, en ce qui concerne la vente du gaz aux particuliers, il fit aussi proposer un projet de règlement qui maintenait les prix actuels, sauf à les modifier par la suite, s'il y avait lieu, et remédiait à certains abus.

Mais les compagnies, auxquelles il communiqua le 16 août 1844 le projet du cahier des charges, en leur demandant leurs observations, firent remarquer qu'un bail

de 9 ans n'avait pas une durée suffisante pour les indemniser des sacrifices qui leur étaient demandés pour l'éclairage municipal et qui pourraient aussi bien être demandés pour l'éclairage particulier ;

— que, d'un autre côté, le prix de revient d'un mètre cube de gaz n'avait pas été suffisamment évalué et que ce prix dépassait 31 centimes, pertes de gaz et intérêts de capitaux compris.

Et pour mettre l'Administration à même de connaître aussi exactement que possible le prix de revient d'un mètre cube de gaz, elles offraient de lui communiquer tous leurs livres et de lui fournir tous documents propres à l'éclairer sur cette question.

Quant à la pose des conduites, les compagnies demandaient que, pour les localités où il n'existerait pas d'établissement particulier susceptible de donner des abonnements dans la proportion de 1 bec sur 5 mètres de conduite à poser, le prix du gaz à fournir à la ville sur ces localités fût augmenté de l'intérêt du capital employé pour établir le matériel des tuyaux.

Les compagnies ajoutaient, en ce qui concerne les tarifs et règlements à faire pour la vente du gaz aux particuliers, qu'elles ne pouvaient accepter un traité dont elles ne connaîtraient pas les conséquences et subir des tarifs qui ne seraient pas préalablement déterminés.

Elles demandaient, en conséquence, que ces tarifs et règlements fussent préparés et débattus entre elles et l'Administration.

D'après cette réponse, la question du prix de revient était d'abord à examiner.

A cet effet, le Préfet de Police fit vérifier les livres de comptabilité de diverses compagnies et il résulta de ces

investigations que le prix de revient d'un mètre cube de gaz mesuré au gazomètre, c'est-à-dire les pertes non comprises, était de 20 c. 512, sans intérêt de capitaux et qu'en reportant sur la fabrication totale les intérêts à 5 %, ces intérêts pouvaient être évalués à 4 c. 955 par mètre cube, de manière que le prix du mètre cube mesuré au gazomètre pouvait revenir à 20 c. 51 ou à 25 c. 45 suivant qu'on comprendrait ou non dans le prix de revient les intérêts du capital immobilisé par les compagnies.

Le prix de revient ci-dessus ne s'appliquait qu'au gaz mesuré au gazomètre, il restait à déterminer les pertes qu'éprouve le gaz dans son parcours de l'usine au bec.

Ces pertes avaient d'abord été calculées à raison de 75 centilitres par mètre cube de conduite, mais cette évaluation ne tenait compte que des pertes par les conduites. Or, les compagnies déclaraient qu'il y avait lieu de tenir compte aussi des pertes qui s'effectuent par la condensation, les robinets et les appareils. Les Compagnies Française et Lacarrière évaluaient ces pertes à 16 % de leur fabrication, la Compagnie Dubochet à 25 % et la Compagnie de Belleville à 19 %.

Sur ces renseignements, l'Administration fixa alors le prix de revient mesuré au bec et sans intérêts de capitaux à 0,2440 pour les trois premières compagnies, à 0,2688 pour la Compagnie Dubochet et à 0,2535 pour la Compagnie Payn. Puis elle passa à l'étude de la question des tarifs et règlements pour la vente du gaz aux particuliers, question dont la solution présentait de graves difficultés.

A cet effet, elle rechercha d'abord le prix de vente aux particuliers. D'après les renseignements communi-

qués à cet égard par les compagnies sur les opérations de 1843 et 1844, le prix du gaz vendu au compteur était de 60 centimes le mètre cube et de 55 centimes pour le gaz vendu au bec rond, qui était le bec le plus habituellement employé.

Le prix moyen des diverses espèces de vente était de 48 c. 60.

Elle se rendit compte ensuite de ce que furent en 1844 les bénéfices des compagnies et les dividendes distribués par elles aux actionnaires.

Une fois ces renseignements obtenus, l'administration préfectorale voulut, avant de prendre une décision, connaître quelles étaient à cet égard les dispositions des compagnies. C'est alors que celles-ci formulèrent une proposition aux termes de laquelle l'Administration aurait assuré aux compagnies, pendant vingt-sept ans, la jouissance de leurs périmètres actuels, en offrant, en compensation de cet avantage, de réduire en vingt et une années divisées en trois périodes : le prix de 19 %. Mais l'Administration ne considéra pas cette proposition comme recevable. Toutefois, tenant compte que l'état actuel de prospérité des compagnies avait été précédé d'épreuves difficiles, qu'elles avaient eu de grands sacrifices à supporter pour introduire en France l'industrie du gaz; que les compagnies formées les premières avaient été privées pendant de longues années de l'intérêt de leurs capitaux, etc., rechercha une combinaison qui, en conservant aux compagnies les bénéfices actuels, mais seulement sur les quantités de gaz fabriqués en 1844, ne feraient porter les réductions que sur les fabrications excédant celle de ladite année 1844, en n'allouant, pour cet exercice, qu'un bénéfice modéré.

Avant de prendre une détermination, le Préfet de Police jugea convenable d'entendre les compagnies, non seulement au sujet du mode d'évaluation des excédents de fabrication et de la tarification des deux modes de ventes (vente au bec et au compteur), mais aussi à l'égard de la concession qui devait nécessairement influencer sur les réductions consenties par les compagnies et de la différence qui aurait pu résulter dans le prix de vente de la position diverse de chacune d'elles.

Les compagnies déclarèrent qu'il était juste de proportionner l'importance des réductions de prix à la durée plus ou moins longue de la concession qui leur serait faite.

Elles reconnurent que l'Administration agirait avec justice et modération en ne faisant porter les réductions que sur l'excédent de la fabrication future.

En ce qui concerne l'appréciation des excédents, elles demandèrent l'application du mode par supputation, de préférence au mode par constatation, parce qu'il serait toujours difficile de constater les chiffres de la fabrication, surtout si l'on considère les grandes différences qui existent entre le rendement des diverses qualités de charbons employés à la distillation du gaz.

Enfin, elles se prononcèrent pour la tarification qui n'atteindrait que la vente au compteur.

A la suite de leurs observations, l'Administration reconnut qu'il y avait lieu :

1° D'accorder aux compagnies une concession de 18 ans afin de leur donner une stabilité qui leur permettrait de consentir, tant pour la ville que pour les particuliers, des conditions aussi favorables que possible :

2° D'adopter le mode de traité à forfait avec décroissance des prix chaque année;

3° De tarifier les deux modes de vente au compteur et au bec;

4° D'avoir un tarif uniforme pour la vente du gaz aux particuliers et pour l'éclairage municipal un prix différent qui permettrait de dédommager les compagnies.

En même temps de nouvelles études furent faites pour fixer le prix de la vente du gaz aux particuliers, à la suite desquelles le prix moyen de 45 c. fut adopté.

En conséquence, le Préfet de Police offrit un traité sur les bases suivantes :

1° Concession d'un bail de 18 ans;

2° Fixation du prix de l'éclairage municipal à 0 fr. 244, qui était le prix du mètre cube mesuré au bec;

3° Réduction de 0 fr. 15 pour la vente au compteur et de 0 fr. 10 pour la vente au bec à opérer en dix ans à partir de 1845 sur le prix de l'éclairage des particuliers;

4° Obligation par les compagnies de fournir le gaz, dans les localités où il existe des conduites, à toute personne qui voudrait contracter un abonnement de trois mois au moins;

5° Faculté aux consommateurs abonnés au bec de convertir immédiatement leurs abonnements en abonnements au compteur.

En réponse à cette communication, les compagnies annoncèrent qu'elles acceptaient le bail de 18 ans; qu'elles acceptaient la réduction demandée sur le prix de la vente au compteur, mais seulement à partir de 1848, et avec le maintien des polices actuelles; qu'elles s'engageaient à fournir le gaz pour les abonnements de trois mois et à convertir, pour les abonnés qui le demande-

raient, les abonnements au bec en abonnements au compteur.

En ce qui concerne les réductions sur l'éclairage municipal les Compagnies Parisienne et de Belleville demandèrent une augmentation sur les prix actuels.

Ainsi, pour la vente du gaz aux particuliers, les compagnies persistaient à refuser la tarification de la vente au bec et demandaient un ajournement sur l'application des réductions qu'elles consentaient sur la vente au compteur.

Ayant demandé à être entendues, elles présentèrent diverses observations, qui furent considérées, sous certains rapports, comme n'étant pas dénuées de fondement et le Préfet de Police apporta aux propositions qu'il leur avait faites en ce qui touchait la vente au compteur et au bec, les modifications suivantes :

1° Maintien de la tarification des deux modes de vente au compteur et au bec;

2° Fixation du prix de la vente au compteur à 0 fr. 55 à partir de 1846 avec réduction de 0 fr. 01 par an jusqu'à son abaissement de 0 fr. 45;

3° Conservation des prix actuels de la vente au bec et à l'heure jusqu'au 31 décembre 1851, à partir du 1^{er} janvier 1852, réduction des tarifs;

Quant aux réclamations des Compagnies Parisienne et de Belleville, relativement au prix de l'éclairage municipal, elles furent également reconnues fondées, et pour ces deux compagnis le Préfet de Police accepta de fixer le prix de cet éclairage à 0 fr. 35 le mètre cube.

Et sur ces bases, le Préfet de Police signa avec les compagnies, le 2 août 1845, un projet de traité qu'il soumit, le 8 du même mois, au Conseil Municipal, que

celui-ci renvoya pour examen à une commission composée de MM. Arago, Boutron et Séguier.

Mais cette commission lui fit subir certaines modifications, notamment en y introduisant un article nouveau stipulant qu'à l'expiration de la concession, la ville deviendrait propriétaire de toute la canalisation souterraine.

Le Conseil Municipal, dans sa séance du 12 juin 1846, et le Préfet de Police ayant adhéré à ces modifications, le traité définitif fut conclu le 12 décembre 1846 et approuvé par Ordonnance royale du 13 décembre.

Aux termes de ce traité, valable pour 17 ans (du 1^{er} janvier 1847 au 31 décembre 1863), la ville de Paris déclarait concéder aux six Compagnies, chacune dans son périmètre, « le droit exclusif de conserver et d'établir sous les voies publiques des tuyaux pour la conduite du gaz destiné à l'éclairage, lesquels tuyaux n'ont été posés qu'en vertu de simples autorisations révocables ».

Il prévoyait deux prix de vente du gaz :

Le prix de vente à la ville était fixé au prix coûtant, sans tenir compte de l'intérêt des capitaux. Il était de 0 fr. 244 pour trois compagnies et de 0 fr. 35 pour les trois autres.

Le prix de vente au public était fixé à 0 fr. 47 pour l'année 1847. Ce tarif était d'ailleurs régressif et devait, chaque année, diminuer de 1 centime pour se fixer, à partir de 1856, au prix de 0 fr. 40;

Il déterminait la qualité du gaz à fournir.

Il imposait aux compagnies l'obligation de poser à leurs frais des tuyaux de conduite sous les voies publiques où il n'en existerait pas et qui leur seraient désignées par le Préfet de Police.

Un des points les plus importants du contrat était les articles 17 et 48, qui prévoyaient qu'à son expiration la ville de Paris deviendrait propriétaire de toute la canalisation sous une réduction moyenne de 55 % du prix de 1846, ce qui correspondrait à une réduction de 80 % du prix de premier établissement et que le prix de cette acquisition serait fixé dès la 14^e année de la concession.

Ainsi, par ce traité, la ville de Paris concède aux compagnies, en remplacement d'une tolérance précaire et incessamment révocable, le droit pour 17 ans d'installer des conduites sous les voies publiques et ce, à titre exclusif, consacrant ainsi le monopole de fait dont elles jouissaient indirectement en conséquence de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 1822, aux termes duquel « les tuyaux de plus d'une entreprise ne pouvaient courir ensemble dans une même rue ».

La situation des compagnies qui, jusqu'ici, n'avaient pas la sécurité indispensable à leur développement, puisqu'elles étaient toujours à la merci d'un retrait de leur permission de voirie, se trouve donc consolidée, renforcée; mais, en échange, elles se voient dépossédées au profit de la ville et privées d'une partie de leur liberté commerciale. En effet, d'une part, la canalisation pour l'achèvement de laquelle elles s'engageaient en outre à faire une dépense d'environ 10 millions, doit devenir la propriété de la ville à l'expiration de ce contrat et, d'autre part, elles doivent se conformer pour les prix de vente aux tarifs imposés par l'Administration et fournir un gaz d'une qualité déterminée.

C'est donc une transformation complète des conditions d'exploitation qu'opère ce traité et il n'est plus possible de dire, de l'industrie du gaz, qu'elle est une industrie

comme les autres, différenciation qui s'accentuera encore par la suite, comme nous le verrons, lorsque cette industrie prendra rang dans les Services publics.

L'acte de dépossession réalisé au profit de la ville était basé sur un développement considérable qu'au dire de la ville l'industrie du gaz atteindrait dans un avenir prochain, développement qu'on estimait devoir être, en 1850, de l'ordre de 50 % par rapport à la situation en 1846.

En ce qui concerne les limitations apportées à la liberté commerciale des compagnies, elles étaient la contre-partie normale du monopole qui leur était conféré. On ne peut, en effet, accorder un monopole à une industrie appelée à devenir puissante sans limiter sa liberté pour éviter les abus.

Ce monopole, cependant, et il est bon de le souligner, car ceci a des conséquences juridiques importantes, avait un objet bien limité. Il ne s'agissait pas, en effet, d'un monopole de production, ni de vente, mais du monopole d'un mode de distribution : « Faire le monopole, c'est vendre seul », disait Condillac; or, ce n'est pas le cas avec l'industrie du gaz; la vente du gaz était libre, et elle l'est toujours, ce qui est monopolisé ici c'est la distribution du gaz par des conduites. Aussi, il s'était créé à cette époque, à Paris, des compagnies exploitant, les unes, l'éclairage au gaz portatif comprimé, les autres l'éclairage au gaz portatif non comprimé. Les premières fournissaient à leurs clients des récipients contenant du gaz comprimé à plusieurs atmosphères; les autres, utilisant des gazomètres montés sur des charrettes, allaient remplir à domicile les réservoirs de leurs abonnés.

Avant d'en finir avec le traité de 1846, il nous reste à préciser sa nature juridique.

Constitue-t-il un contrat de concession de travaux publics ou une simple permission de voirie ?

D'après les termes mêmes du contrat, il semble constituer une permission de voirie ; ce qui est concédé, en effet, par ce traité, c'est « le droit de conserver et d'établir des tuyaux sous les voies publiques » ; or, on ne peut pas voir dans cette formule autre chose qu'une autorisation d'occuper la voirie, avec cette différence toutefois qu'au lieu d'être conférée à titre précaire et incessamment révocable, elle l'est pour 17 ans.

Mais pour déterminer la nature juridique de ce traité, il faut considérer moins ses termes que les raisons qui ont amené la ville à l'imposer aux compagnies et surtout que les caractères de l'industrie du gaz à cette époque.

Ainsi que nous le savons, ce qu'avait surtout en vue la ville en traitant avec les compagnies, c'était de remédier aux inconvénients du monopole de fait dont elles jouissaient depuis l'arrêté préfectoral du 18 septembre 1822 et de s'assurer, pour l'éclairage des rues, le gaz à bon compte, mais elle n'avait nullement pour but d'organiser un service public.

D'ailleurs, à cette époque, l'industrie du gaz, comme nous l'avons déjà indiqué, ne se différenciait des autres que par les conditions exceptionnelles de son exploitation qui l'obligeait à se servir du domaine public, à part cela elle était considérée comme une industrie semblable aux autres ; on ne tirait, en effet, aucune conséquence juridique du fait qu'elle contribuait à la satisfaction d'un besoin collectif des habitants. Et si, plus haut, nous avons dit qu'après le traité de 1846 elle n'était plus une

industrie comme les autres, ceci n'est vrai qu'au point de vue des conditions d'exploitation, car elle restait malgré tout une industrie privée qui continuait à vendre ses produits dans son intérêt propre.

Dans ces conditions, il ne nous est pas possible de considérer le traité de 1846 comme un contrat de concession de travaux publics, car par ce contrat ce qui est en réalité concédé, c'est un service public à exploiter, mais comme une simple permission de voirie.

La situation particulière faite aux compagnies en 1846 ne peut donc s'expliquer que par une situation de fait, à savoir la nécessité pour elles d'emprunter la voie publique; ce n'est que beaucoup plus tard que l'on pourra faire intervenir la notion de service public.

Mais il y a cependant autre chose dans ce traité qu'une simple permission de voirie, sinon un simple arrêté préfectoral eut suffi pour la conférer. La ville, en effet, n'intervenait pas seulement pour octroyer une permission de voirie, mais aussi et surtout pour régler les conditions d'exercice du monopole qu'elle consacrait et s'assurer le gaz nécessaire à l'éclairage des rues.

En ce qui concerne les dispositions relatives à l'éclairage public, elles constituent un marché de fournitures; quant à celles qui ont pour objet de réglementer les conditions d'exercice du monopole au regard du public, elles ne sont que la contre-partie du monopole conféré aux compagnies.

Ce traité se présente donc, au point de vue juridique, comme étant d'une nature mixte.

Nous aurons d'ailleurs l'occasion de développer avec

plus de précision ces divers points lors de l'étude que nous consacrerons au traité de 1855.

VERS L'UNITÉ D'EXPLOITATION

Malheureusement le traité de 1846 ne donna pas les résultats espérés. Il fut même un véritable désastre pour les compagnies qui, à partir de cette époque, végétèrent malgré l'accroissement continu de la consommation.

Vers 1850 les produits, au lieu de s'être augmentés de 50 % selon les prévisions optimistes de l'Administration, s'étaient dépréciés de 25 %.

La durée trop courte du contrat était la cause la plus importante de cet échec; le terme rapproché de la concession faisait, en effet, peser sur les compagnies une menace constante qui paralysait leurs efforts et leur enlevait le crédit indispensable pour se procurer les capitaux dont elles avaient de plus en plus besoin pour entreprendre les travaux nécessités par les besoins croissants de la consommation.

Il faut tenir compte aussi des charges trop lourdes imposées par la ville aux compagnies qui venaient à peine de franchir cette période de difficultés que nous avons décrite.

Ajoutons que la révolution de 1848 vint apporter une perturbation considérable dans l'état du matériel.

C'est alors que les compagnies, pour échapper à la ruine, adressèrent au Préfet de Police, le 9 février 1850, un mémoire en vue d'obtenir une prorogation.

Elles exposaient que les prévisions d'augmentation de leur fabrication et de leurs ventes, prévisions qui

avaient été l'un des éléments principaux de la fixation, tant des tarifs que de la durée de la concession, étaient loin de s'être réalisés et que, par suite, elles se trouvaient dans l'impossibilité d'amortir leur capital dans les années qui devaient encore s'écouler jusqu'à la fin de leur bail (31 décembre 1863).

Mais le Préfet de Police d'alors pensa qu'en réciprocité d'une prorogation qui leur serait accordée, les compagnies devaient offrir à la ville des réductions de prix proportionnées à l'importance de la concession et il les engagea à formuler, dans ce sens, des propositions convenables.

Elles répondirent, le 19 février, en demandant une prorogation de 36 ans (jusqu'au 31 décembre 1899) et en offrant de réduire le prix de l'éclairage municipal jusqu'au 31 décembre 1883, époque à partir de laquelle, aux termes de leur proposition, « les compagnies livreraient le gaz pour l'éclairage municipal sans rétribution ». Quant au prix de l'éclairage des particuliers, il aurait été maintenu à 0 fr. 40 pour les 36 ans.

D'accord avec son collègue le Préfet de la Seine, le préfet de Police soumit l'examen des propositions des compagnies à une commission qui estima tout d'abord que la prolongation sollicitée était trop longue et que la combinaison proposée « se préoccupait trop exclusivement des intérêts municipaux ». Elle invita donc les compagnies à modifier leurs propositions, ce qu'elles acceptèrent, à la suite de quoi la commission formula l'avis qu'il y avait lieu d'accorder la prorogation sollicitée, en proposant d'en fixer la durée à dix-huit ans et d'abaisser immédiatement le prix du gaz à 0 fr. 22 le mètre cube pour l'éclairage municipal. Quant au prix

de l'éclairage particulier, elle concluait à un abaissement progressif jusqu'en 1875, date à partir de laquelle il devait demeurer à 0 fr. 35 jusqu'à la fin de la concession. Enfin, elle déclarait qu'il y avait lieu de fusionner les compagnies en une seule.

Sur ces bases, le Préfet de Police saisit aussitôt le Conseil Municipal d'un « projet de prorogation du marché pour l'éclairage par le gaz », qui fut renvoyé pour examen à une commission de quinze membres élus dans son sein. Cette commission conclut à l'adoption du projet avec, toutefois, quelques modifications, dont l'une consistait notamment dans l'abaissement à 0 fr. 20 au lieu de 0 fr. 22 du prix du gaz pour l'éclairage municipal.

Le 12 août 1852, le Conseil Municipal déclara approuver le nouveau cahier des charges tel qu'il avait été modifié par sa commission, et le 30 août suivant, le Préfet de Police le transmettait au Ministre de l'Intérieur en le priant d'en saisir le Conseil d'Etat. Mais la Haute Assemblée émit l'avis qu'il n'y avait pas lieu d'autoriser la prorogation sollicitée.

Devant cet échec, les compagnies ne se découragèrent pas; unissant leurs efforts, elles s'adressèrent à l'Empereur et le 3 mai 1853 elles remettaient au Préfet de Police, à la demande du Chef de l'Etat, des propositions nouvelles, notamment de relever de 0,20 à 0,25 le prix du gaz pour l'éclairage municipal et de l'abaisser à 0,33 en dix ans pour les particuliers; elles proposaient, en outre, une stipulation à leur profit relativement au prix du rachat de leurs tuyaux en fin de concession. Enfin, elles sollicitaient la haute faveur d'être autorisées à

prendre le titre de Compagnie Impériale de l'Eclairage par le Gaz.

Le Préfet de Police nomma alors une nouvelle commission qui conclut à l'acceptation desdites propositions, sauf une modification en ce qui touche les conditions de la reprise du matériel, et de nouveau, le Conseil Municipal fut saisi.

Mais avant que le Conseil ait pu délibérer, les compagnies retirèrent brutalement leurs propositions et s'adressèrent à l'Empereur lui-même, directement et officiellement, en même temps qu'elles écrivirent au Ministre de l'Intérieur.

Il s'ensuivit des conférences tenues dans le cabinet du Ministre de l'Intérieur et auxquelles participa le Préfet de la Seine et, le 18 mai 1854, le Préfet de Police transmettait un nouveau projet de convention au Conseil Municipal, qui l'approuva le 25 juillet suivant.

Quant au Conseil d'Etat auquel la nouvelle convention avait été soumise, il ne paraissait pas encore disposé à émettre un avis favorable à son approbation. Par ailleurs, l'Empereur restait sceptique; pour lui, une question n'était pas résolue, celle de savoir quel était le véritable prix de revient du gaz à Paris et, par conséquent, celle de savoir quel devait être son prix de vente.

Les compagnies se hâtent alors de rédiger un mémoire et l'envoient au Secrétaire de l'Empereur, en le priant de le remettre à son maître. Mais l'Empereur qui, entre temps, avait fait nommer une commission chargée de rechercher le prix de revient, attendit le résultat du travail de cette commission pour prendre une décision.

Or, les conclusions du rapport qu'elle remit le 15 fé-

vrier 1855 aboutissaient à fixer le prix de revient du gaz au chiffre extraordinairement bas de 0 fr. 032, conclusions qu'elle confirma dans un deuxième rapport en date du 28 juin 1855, établi en réponse aux observations critiques des compagnies.

Tout semblait donc fini désormais lorsque, le 9 juillet 1855, MM. Emile et Isaac Péreire, qui avaient été amenés à s'occuper personnellement de la question du gaz, écrivirent à l'Empereur pour lui demander la concession de l'éclairage et du chauffage au gaz de la ville de Paris, en se déclarant en mesure de réaliser avec les compagnies actuelles des traités qui les substitueraient dans leurs droits et leur permettraient d'abaisser immédiatement le prix du gaz.

Les propositions qu'elles formulèrent à cet effet sont présentées dès le 13 juillet à la commission municipale par un mémoire signé du Préfet de la Seine et du Préfet de Police. Le 20 juillet, le texte de la convention est adopté et le cahier des charges qui la contient est signé le 23 juillet par les deux préfets au nom de la ville de Paris ainsi que MM. Emile et Isaac Péreire et les représentants des six compagnies. Enfin, le surlendemain, un décret rendu en Conseil d'Etat lui donne la sanction définitive.

CHAPITRE III

L'exploitation unique **(La Compagnie Parisienne d'Eclairage et de Chauffage** **par le Gaz)**

Du régime de la permission de voirie au régime de la concession

LE TRAITÉ DU 23 JUILLET 1855

En étudiant le traité de 1846, nous avons indiqué que s'il n'avait pas donné les résultats espérés, c'était à raison de sa trop courte durée et nous ajoutions que l'exploitation limitée à un seul périmètre ne pouvait plus, devant les charges imposées par la ville, permettre aux compagnies, qui continuaient à se faire sur certains points une concurrence ruineuse, d'obtenir des résultats satisfaisants.

Les deux conditions du développement de l'industrie du gaz à Paris semblaient donc être, d'une part, de réaliser l'unité d'exploitation et, d'autre part, de lui assurer un long avenir, cette dernière condition d'autant plus indispensable que cette industrie nécessitait l'emploi de capitaux de plus en plus considérables.

C'est ce que fit le traité du 23 juillet 1855 en obligeant

les six compagnies parisiennes de réunir leurs intérêts et en assurant à cette exploitation unique issue de cette fusion, cinquante années d'existence. Aussi, avec ce traité prend fin ce qu'on peut appeler la période héroïque de l'industrie du gaz. La fabrication du gaz va prendre rang dans la grande industrie parisienne.

Disons tout de suite qu'il ne faudrait pas cependant attribuer tout le mérite de ce changement au traité de 1855. Il faut tenir compte aussi, d'une part, des progrès techniques réalisés chaque jour dans la fabrication, progrès qui, rendant l'emploi du gaz plus commode, permettent des applications nouvelles et, d'autre part, de l'accroissement considérable de la population urbaine au cours de la seconde moitié du *xix*^e siècle, accroissement qui favorise pour une grande partie le développement de la consommation.

Mais revenons au traité de 1855.

Il contenait cependant des conditions onéreuses pour les compagnies, mais elles savaient, en les acceptant, qu'elles sauvegardaient leurs capitaux, qu'elles transformaient en une situation stable une situation compromise et que si elles amoindrissaient leurs revenus, elles gagnaient cinquante années d'existence.

Aux termes de ce traité, qui concédait pour 50 ans à MM. Emile et Isaac Péreire et aux six compagnies gazières de Paris le droit exclusif de conserver et d'établir des tuyaux pour le transport du gaz d'éclairage et de chauffage sous les voies publiques, ceux-ci devaient, en effet :

1° Fournir pendant toute la durée de leur concession le gaz au prix de 0 fr. 30 le mètre cube mesuré au comp-

teur pour l'éclairage particulier et de 0 fr. 15 pour l'éclairage public;

2° Continuer de payer à la ville comme droit de location du sous-sol des voies publiques occupé par des canalisations, une somme fixe et annuelle de 200.000 fr.;

3° Payer également à la ville un droit de 0 fr. 02 par mètre cube de gaz consommé;

4° Partager avec la ville et par moitié, mais seulement à partir du 1^{er} janvier 1872, les bénéfices dépassant 10 % du capital;

5° Faire, à leurs frais, tous les travaux de construction d'usines, d'immeubles, de canalisations nécessaires pour faire face à tous les besoins de la consommation; supprimer, à leurs frais également, dans un délai maximum de cinq ans, les trois usines qui se trouvaient alors intra-muros (avenue Trudaine, rue du Faubourg-Poissonnière et rue de la Tour-du-Temple) et les remplacer toujours à leurs frais — par de nouvelles à édifier en dehors du mur d'enceinte.

Conditions onéreuses, certes, puisque d'un côté elles imposaient une forte réduction immédiatement applicable au lieu d'être graduelle, sur le prix du gaz, et que d'un autre côté elles instituaient un surcroît de charges entraînant la nécessité d'une augmentation de capital.

Mais, par ce traité, un long avenir était assuré aux compagnies et leur puissance allait se trouver décuplée par suite de la fusion.

Le point important de ce traité était, en effet, l'obligation faite aux compagnies de réunir leurs intérêts dans les deux mois qui allaient suivre l'homologation à ceux de MM. Péreire, de manière à constituer une seule

société sous la forme anonyme, au capital de 55 millions de francs.

D'autres points méritent d'ailleurs d'être soulignés comme marquant également une évolution intéressante dans les idées en même temps qu'un progrès.

C'est ainsi que, sur l'importante question de la reprise des usines, alors que le traité de 1846 était muet, celui de 1855 stipule que les usines seront reprises en fin de concession à dire d'experts.

En ce qui concerne la canalisation, une modification importante doit être également signalée :

Le traité de 1846 prévoyait qu'à son expiration la ville de Paris deviendrait propriétaire de toute la canalisation sous une réduction moyenne de 55 % du prix de 1846. Aux termes de celui de 1855, la canalisation doit revenir à la ville sans indemnité. C'est l'application de l'idée que tout ce qui est incorporé au domaine public devient la propriété de la collectivité concédante. Il est admis, en effet, aujourd'hui, que la domaniabilité publique affecte non seulement la surface d'un immeuble, mais s'étend au-dessus et au-dessous. C'est ce qui justifie par exemple la perception de redevances à raison de l'établissement de lignes électriques aériennes ou de canalisations souterraines d'eau ou de gaz.

Enfin, pour en finir avec les dispositions essentielles de ce traité, nous signalerons l'article 11, dont l'interprétation donnera lieu vers 1880, à un litige qui sera tranché par le Conseil d'Etat, article qui était ainsi conçu :

« Si, par suite des progrès de la science, l'Administration, de l'avis du Conseil Municipal, jugeait convenable d'imposer à la société l'emploi de procédés étrangers au

système actuel de fabrication du gaz, celle-ci serait tenue de se conformer aux prescriptions de l'Administration.

« Dans le cas où l'emploi de ces nouveaux procédés aurait pour résultat un abaissement notable dans le prix de revient du gaz, la société serait obligée de faire profiter l'éclairage public et particulier de cet abaissement de prix, dans les proportions déterminées par l'autorité administrative, toujours de l'avis du Conseil Municipal.

« Ces stipulations ne seront applicables que par période de cinq ans.

« Dans les derniers mois de chaque période, tous les procédés étrangers au système actuel de fabrication qui seraient jugés de nature à constituer un progrès, seront examinés par une commission qui sera désignée par le Ministre de l'Intérieur et qui indiquera ceux des perfectionnements ou celles des inventions qui lui paraîtront pouvoir recevoir une application industrielle et manufacturière.

« En cas de découverte d'un mode d'éclairage autre que l'éclairage par le gaz, l'Administration se réserve le droit de concéder toute autorisation nécessaire pour l'établissement du nouveau système d'éclairage, sans être tenue à aucune indemnité envers la société actuelle. »

Cette clause n'était pas sans danger pour les compagnies. En fait, elle resta à l'état de lettre morte pendant de longues années. Aucun Ministre de l'Intérieur ne se soucia de convoquer cette commission qui aurait dû se réunir tous les cinq ans pour rechercher s'il existait de nouveaux procédés de fabrication. De sorte que

si la société appliqua de nouveaux procédés, ce fut sur son initiative seule et elle fut seule à bénéficier des abaissements successifs dans le prix de revient.

Ce ne sera que lorsque l'opinion publique commencera à s'émouvoir que la ville songera à la faire jouer et c'est en 1880 seulement que fut réunie pour la première fois une commission dite quinquennale. Nous verrons plus loin quelles furent ses conclusions à l'occasion des développements que nous consacrerons à cette campagne qui fut entreprise à Paris en 1879 pour l'abaissement du prix du gaz.

En fait, ce traité contient déjà presque toutes les stipulations des conventions qui lient aujourd'hui les communes et les entreprises gazières : autorisation de canaliser les voies publiques, obligation de construire une ou plusieurs usines, conditions et prix de l'éclairage public et particulier, éventualité de la découverte, par suite des progrès de la science, de nouveaux procédés d'éclairage ou simplement de perfectionnements dans le mode de fabrication du gaz, dispositions réglant le sort des usines et canalisations à l'expiration du marché.

En ce qui concerne la question de savoir quelle est la nature juridique du traité de 1855, nous serions tentés de dire qu'il constitue un contrat de concession de travaux publics. Plus encore que le traité de 1846, il présente en effet beaucoup de points de similitude avec ce contrat.

C'est ainsi qu'il semble d'abord répondre à la définition de la concession de travaux publics, contrat par lequel, suivant M. Berthelémy, un industriel, s'engage à effectuer ou à entretenir un travail public et reçoit, en retour, avec la charge d'exploiter le service auquel ce

travail est destiné, le droit d'en percevoir les bénéfices durant une période déterminée.

Mais, d'après cette définition, il faut qu'il s'agisse d'un travail public, c'est-à-dire d'un travail accompli dans un but d'intérêt général. Or, où est ici l'intérêt général qu'on vise à satisfaire ?

Certes il existe, qu'il s'agisse de l'éclairage public ou de l'éclairage privé, nous dirons même, et c'est l'opinion actuelle, que le besoin collectif des habitants est souvent plus important que le besoin d'éclairage de la commune elle-même. Mais il ne faut pas considérer l'industrie du gaz en 1855 avec nos yeux d'aujourd'hui, mais avec ceux de l'époque. Depuis 1846, en effet, les idées n'ont pas évolué ; la doctrine, comme la jurisprudence, voyait toujours dans une entreprise gazière une industrie comme une autre ; on ne discriminait pas qu'en alimentant les particuliers elle contribuait surtout à la satisfaction d'un besoin collectif des habitants auquel il incombe aux municipalités de pourvoir. Et de même qu'en 1846 la ville n'intervenait pas pour organiser un service d'intérêt général, mais à titre de gardienne de la voirie.

Si donc on ne vise pas la satisfaction d'un intérêt général, il faut admettre qu'il n'y a pas travail public. Aussi, sommes-nous encore amenés à dire que le traité de 1855 ne constitue pas une concession de travaux publics, puisqu'il lui manque l'élément essentiel de la définition.

Certes, comme la concession :

a) C'est un contrat synallagmatique. La ville et les compagnies sont liées par des droits et des obligations réciproques ;

b) C'est un contrat commutatif, la contre-partie des obligations contractées par les compagnies consistant, comme dans la concession, dans le droit de percevoir des redevances sur les usagers du service;

c) C'est un contrat fait *intuitu personae*; le droit concédé aux compagnies ne pouvait être transmis sans l'assentiment de la ville;

d) Il a été signé par les préfets au nom de la ville et approuvé par un décret rendu en Conseil d'Etat.

La concession de travaux publics est soumise, en effet, à des conditions de régularité et d'homologation variant suivant la capacité de la personne administrative concédante.

La personne administrative concédante est ici une commune. Or, en matière de travaux communaux, la concession est faite par le Maire en exécution d'une délibération du Conseil Municipal et approuvée, tantôt par arrêté préfectoral, tantôt par décret; règle qui a été consacrée par l'article 115 de la grande loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale. A Paris, soumis à un régime d'exception, elle est faite par le Préfet et en ce cas toujours approuvée par décret.

En outre, comme un concessionnaire, les compagnies doivent :

a) Exécuter les travaux à leurs frais et les entretenir également à leurs frais jusqu'à l'expiration du traité;

b) Remettre, au terme du contrat, les travaux au concédant.

Il y a donc, entre le traité de 1855 et le contrat de concession de travaux publics, de nombreux points de ressemblance.

Mais le traité de 1855 donne-t-il aux compagnies le

pouvoir de recourir à l'expropriation et aux servitudes administratives, comme un concessionnaire? Certainement non, puisqu'elles n'ont pas à effectuer un travail public, c'est-à-dire un travail accompli au nom et pour le compte de l'Administration, ainsi que nous l'avons déjà montré .

D'ailleurs, comme nous l'avons déjà dit, dans un contrat de concession de travaux publics, ce qui est concédé c'est, à proprement parler, un service public à exploiter. Or, nous le savons, l'industrie du gaz est regardée comme une industrie privée.

En fait, dans le traité de 1855, le seul objet de la concession c'est encore purement et simplement « le droit de conserver et d'établir des tuyaux sous les voies publiques ». Quant à organiser un service public par ce traité, il n'en est pas plus question qu'en 1846. Si la ville intervient, c'est principalement pour conférer l'autorisation d'occuper la voirie, et si elle donne cette autorisation à titre exclusif, ce n'est pas parce que cette industrie mérite une protection particulière, c'est uniquement dans l'intérêt de la conservation du domaine public.

Mais si l'industrie du gaz, à raison de son caractère privé ne méritait aucune protection particulière, elle avait droit cependant à une certaine sécurité pour vivre et se développer et l'objet essentiel du traité était précisément de la lui donner; ce but n'aurait pas été atteint si la permission de voirie avait été conférée comme il est de règle, à titre essentiellement précaire et incessamment révocable; c'est pourquoi elle est accordée non seulement pour 17 ans, mais pour 50 ans.

Les Compagnies restent donc sous le régime de la per-

mission de voirie avec le traité de 1855. Mais une permission de voirie n'est jamais un contrat ; c'est un acte unilatéral émanant de l'Administration seulement. Or, nous avons dit plus haut que le traité de 1855 était comme la concession un contrat synallagmatique, la ville et les compagnies étant liées par des droits et des obligations réciproques.

En effet, le traité de 1855, comme celui de 1846, contient des dispositions de nature diverse. Il y a d'abord celles relatives à la permission de voirie, il y a ensuite celles relatives à l'éclairage public, il y a enfin celles relatives à l'éclairage privé. Donc, trois groupes de clauses, comme en 1846, le premier groupe constituant la permission de voirie, le deuxième un marché de fournitures et le troisième une véritable stipulation pour autrui.

Mais loin de former un tout, ces trois groupes de clauses étaient juridiquement indépendants les uns des autres. C'est ainsi que la jurisprudence admettait à cette époque que l'expiration du marché d'éclairage public n'entraînait pas l'expiration de la permission de voirie qui subsistait pour la fourniture du gaz destiné à l'éclairage privé. On ne considérait pas, en effet, qu'il existait un lien entre ces deux parties des entreprises gazières ; cette manière de voir était d'ailleurs conforme à l'idée qu'on se faisait de l'industrie du gaz. Ce lien n'apparaîtra que lorsqu'on admettra qu'une entreprise gazière, qu'elle éclaire les rues ou les particuliers, ne fait que se substituer à la commune.

CONSTITUTION DE LA COMPAGNIE PARISIENNE

Aux termes du traité du 23 juillet 1855, les compagnies devaient fusionner dans les deux mois suivant son homologation. Or, ce n'est que le 19 décembre 1855 seulement que les divers concessionnaires signèrent l'acte définitif de constitution de la Compagnie Parisienne d'Eclairage et de Chauffage par le Gaz. Il fut approuvé par décret impérial le 25 du même mois.

Les six compagnies apportèrent à la nouvelle société tout leur matériel et tous leurs immeubles et MM. Emile et Isaac Péreire la concession du chauffage par le gaz qui leur appartenait.

Le fonds social de la nouvelle compagnie, qui se composait donc de valeurs mobilières et immobilières de toute nature, s'élevait à la somme de 55 millions, constitué par les apports suivants :

Compagnie Anglaise	13.628.000
Compagnie Française	10.824.000
Compagnie Parisienne	5.739.000
Lacarrière et Cie	4.494.000
Cie de Belleville	3.294.000
Cie de l'Ouest	2.021.000
Emile et Isaac Péreire	15.000.000
Total	55.000.000

Il était représenté par 110.000 actions qui, aux termes du traité, furent attribuées dans la proportion de :

80.000 aux anciennes compagnies, pour 40.000.000 de francs, suivant détail ci-après :

	ACTIONS	FRANCS
Compagnie Anglaise	27.256	13.628.000
Compagnie Française	21.648	10.824.000
Compagnie Parisienne	11.478	5.739.000
Lacarrière et Cie	8.988	4.494.000
Cie de Belleville	6.588	3.294.000
Cie de l'Ouest	4.042	2.021.000
	80.000	40.000.000

et 30.000 à MM. Emile et Isaac Péreire pour 15.000.000.

La Société commença son exploitation le 1^{er} janvier 1856 et elle ne tarda pas à devenir une des entreprises des plus florissantes de la France et de l'Europe entière, malgré les difficultés auxquelles donnera lieu l'exécution du traité de 1855 et des traités complémentaires, difficultés que nous relaterons par la suite. Au préalable, nous allons faire l'historique de l'exploitation de cette société en examinant successivement les progrès réalisés au cours de cette période, aux points de vue des moyens de fabrication et de distribution, de l'emploi du gaz et des sous-produits, et des résultats financiers.

DÉVELOPPEMENTS SUCCESSIFS DES MOYENS DE PRODUCTION ET DE LA CANALISATION

Au moment de la fusion, les usines en activité étaient les suivantes :

Usine de Vaugirard (Compagnie Française);

Usine Poissonnière (Compagnie Française);

Usine d'Ivry (Compagnie Parisienne);

Usine de Passy (Compagnie de l'Ouest);

Usine de Belleville (Compagnie de Belleville);

Usine des Ternes (Compagnie Anglaise);

Usine Trudaine (Compagnie Anglaise);

Usine de la Tour (Compagnie Lacarrière).

Le nombre total des cornues s'élevait à 1914 et les gazomètres représentaient une capacité totale de 126.300 mètres cubes.

L'obligation imposée par le cahier des charges de supprimer les trois usines de l'intérieur de Paris réduisit ce matériel de cornues à 1227 et 78.966 mètres cubes la capacité des gazomètres.

Or, la consommation s'accroissait chaque jour sous la double influence de l'abaissement des tarifs et du grand nombre des constructions nouvelles.

Un premier programme de travaux fut dès lors établi qui comportait :

1° La construction d'une nouvelle usine à la Villette.

2° Des travaux dans les cinq autres usines en vue d'accroître leur force de production;

3° Le développement de la canalisation.

Ce premier programme fut rapidement exécuté et, dès 1858, l'usine de la Villette était au complet avec 896 cornues, 8 gazomètres, 4 salles d'épuration, 3 machines à vapeur, une usine expérimentale avec son laboratoire et 28 fours à coke, tandis que les usines de Passy, Vaugirard et Ivry étaient dotées de nouveaux gazomètres et de nouvelles cornues.

A la suite de ces travaux :

— le nombre total des cornues s'élevait à 2.918 (soit une augmentation de 137 %) ;

— et la capacité totale des gazomètres à 192.000 mètres cubes (soit une augmentation de 143 %).

Le développement de la canalisation fut poussé avec la même activité :

Dès l'année 1856, 20.342 mètres de conduites nouvelles furent posées sous les voies publiques et 31.520 mètres en 1857, dont 21.900 en gros diamètre, soit un total de 51.862 mètres pour les deux premières années d'exploitation. En 1858, l'ensemble de la canalisation atteignait un développement de 611.844 mètres. Au 1^{er} janvier 1856 cette canalisation n'avait que 533.158 mètres.

Par la construction de l'usine de la Villette, la plus vaste et la plus puissante de toutes celles qui existaient à cette époque, même en Angleterre, par l'extension donnée aux usines conservées, notamment à celle de Passy, la Compagnie, malgré l'extinction des trois usines supprimées dans Paris, avait, dès 1858, doublé ses moyens de production, qui correspondaient à une puissance de fabrication annuelle de 75.000.000 de mètres cubes.

Par le perfectionnement de sa canalisation, elle était en mesure de distribuer le gaz avec abondance et économie, sur toute l'étendue des 611 kilomètres de voies publiques qui étaient canalisées.

Mais ces premiers travaux se révélèrent vite insuffisants. En effet, les besoins de la consommation tendaient continuellement à s'accroître et la Compagnie étendait successivement son exploitation en banlieue en

passant des traités avec les communes avec l'approbation du Préfet de la Seine.

C'est alors qu'elle profita de l'annexion à la capitale, en 1860, des communes suburbaines qu'elle éclairait déjà d'ailleurs en partie, pour racheter aux Compagnies du Nord et de l'Est qui, à cette époque, étaient encore en possession de la fourniture du gaz dans des communes de banlieue, leurs usines de Saint-Mandé, Saint-Denis et des Batignolles avec les communes qui formaient leurs périmètres.

La Compagnie de l'Est alimentait les communes de Saint-Mandé, Vincennes, Bercy, Charonne, etc., et la gare du Chemin de Fer de Lyon. Celle du Nord éclairait les communes des Batignolles, Monceaux, Montmartre, la Chapelle Saint-Denis, Clichy, Saint-Ouen et la gare du Chemin de fer de l'Ouest.

Puis, en 1861, c'est l'usine à gaz de Boulogne qui se trouve mise en vente, à l'expiration de la société chargée de l'éclairage des communes de Boulogne, Sèvres, Suresnes et Saint-Cloud. La Compagnie Parisienne s'en rend adjudicataire au prix principal de 766.000 francs.

Le nombre des usines en service se trouve, par suite, porté à huit et la puissance de production à 116.000.000 de mètres cubes.

Elle continua ainsi son développement industriel jusqu'à ce qu'elle atteigne, vers 1895, une puissance de fabrication de 350.000.000 de mètres cubes.

A partir de 1861, les principales étapes de ce développement sont marquées par la construction de trois nouvelles usines :

la première, à Maisons-Alfort, en 1862;

la deuxième, à Clichy; commencée en 1877, elle est mise en service en 1880; elle a une superficie de près de 17 hectares et peut produire annuellement 75 millions de mètres cubes de gaz.

la troisième, à la Plaine Saint-Denis, dont elle allume les premiers fours en 1889. En 1894, cette usine, qui a une superficie de 45 hectares, est déjà équipée de manière à pouvoir faire face à toutes les exigences d'une consommation même imprévue; elle dispose de cinq gazomètres du plus fort type de la Compagnie (33.000 mètres cubes).

Entre temps, les usines des Batignolles, de Belleville, des Ternes et de Saint-Denis furent supprimées.

Ses usines se répartissent comme suit :

Dans Paris : La Villette, Passy, Vaugirard, Ivry et Saint-Mandé.

Hors Paris : Boulogne, Maisons-Alfort, Clichy et le Landy.

Les usines de la Villette et de Clichy produisaient environ 70 millions de mètres cubes de gaz par an; Passy, Vaugirard, Ivry, Saint-Mandé et le Landy entre 30 et 40 millions de mètres cubes; enfin, les usines de Boulogne et Maisons-Alfort, bien moins puissantes, n'intervenaient que pour un peu plus de trois millions de mètres cubes.

Le tableau ci-après indique le nombre de fours et de cornues en service dans les différentes usines :

USINES	FOURS ORDINAIRES		FOURS A RÉCUPÉRATION	
	Nombre de fours	Nombre de cornues	Nombre de fours	Nombre de cornues
La Villette	256	1.792	—	—
Passy	64	448	—	—
Vaugirard	78	590	16	128
Ivry	12	108	80	640
Saint-Mandé ...	48	336	48	384
Boulogne	12	84	—	—
Maisons-Alfort .	12	84	—	—
Clichy	—	—	180	1.440
Le Landy	—	—	72	648
	482	3.442	396	3.240

L'ensemble de tous ces travaux, y compris les acquisitions des terrains nécessaire, coûta une somme de 160 millions de francs environ.

En ce qui concerne la canalisation, son développement fut poussé avec une égale activité. Nous avons déjà dit plus haut qu'elle n'avait, au 1^{er} janvier 1856, que 533.158 mètres. Or, au 31 décembre 1905, terme de l'exploitation de la Compagnie Parisienne, la canalisation avait une longueur totale de 2.609.662 m. 65, se décomposant comme suit :

Paris	1.701.921,12
Banlieue	907.741,53

Total égal 2.609.662,65

Elle avait coûté une somme de 48.799.359 fr. 08.

Ainsi que nous l'avons vu, la Compagnie Parisienne devait faire à ses frais tous les travaux de construction

d'usines et de canalisation nécessaires pour faire face à tous les besoins de la consommation.

C'est ainsi qu'elle fut amenée, pour faire face à ces dépenses considérables, de recourir à plusieurs reprises à l'emprunt en émettant des obligations et, en 1861, d'augmenter son capital social en le portant à 84 millions.

Par l'emprunt elle se procura une somme de plus de 260 millions de francs.

DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI DU GAZ ET DES SOUS-PRODUITS

Avant de montrer par quels développements successifs passa la consommation, de 1855 à 1905, nous indiquerons par quels moyens la Compagnie Parisienne développa l'usage du gaz à Paris, comment aussi elle favorisa ses applications à la cuisine et au chauffage.

Il n'est plus question de combattre, comme les premiers ouvriers, les préjugés, les préventions et la routine, mais de rendre accessible à tous la nouvelle source de lumière et de chaleur en réduisant les frais d'installation.

Déjà l'abaissement des tarifs produisait ses effets puisque, dès l'année 1856, la consommation s'élève d'environ 16 % sur celle de l'année précédente, mais sous peine de voir ses recettes rester stationnaires, la Compagnie Parisienne dut chercher rapidement d'autres combinaisons pour atténuer les frais d'installation intérieure laissés par les polices à la charge de l'abonné.

C'est ainsi que, dès le début de son exploitation, elle est amenée à offrir aux abonnés éloignés des conduites

souterraines de leur fournir les branchements en location.

En 1859, elle décide d'installer gratuitement dans les immeubles des conduites montantes destinées à conduire le gaz dans les étages supérieurs.

Aux termes de la police d'abonnement, le gaz était, en effet, conduit devant la demeure du consommateur qui en prenait livraison au moyen d'un branchement sur la conduite principale, mais aucune conduite de la Compagnie ne pénétrait dans l'intérieur des maisons.

Comme conséquence de cet état de choses, l'usage du gaz se propageait principalement dans les rez-de-chaussées.

Dans les premières années, la pose de ces conduites se multiplia rapidement. Toutefois, cette opération ne prit réellement une grande extension qu'à partir de 1866, après que la Compagnie se fût décidée à allouer une prime de 100 francs à toute personne qui lui apporterait l'adhésion d'un propriétaire à l'installation d'une conduite montante.

En 1872, leur nombre s'élevait déjà à 4.556 et celui des abonnés sur conduites montantes à 11.400.

Mais la Compagnie se rend vite compte qu'il ne suffit pas d'augmenter le nombre des conduites montantes, mais qu'il faut encore les rendre aussi productives que possible. A cet effet elle prend, en 1872, la décision d'allouer :

1° Au propriétaire, outre une prime de 100 francs, une surprime de 30 francs par branchement, pour chaque installation de trois becs au minimum excédant les trois installations réglementaires;

2° Une prime de 30 francs à toute personne, proprié-

taire ou locataire d'une maison pourvue d'une conduite montante, qui met pour la première fois en activité un branchement improductif en introduisant, à ses frais, le gaz dans un appartement au moyen d'un appareillage de trois becs;

3° Une prime de 30 francs au locataire qui, à l'occasion de la pose d'une conduite, fait les frais d'une installation de trois becs;

4° Enfin, une prime de 40 francs aux appareilleurs de son choix qui se chargent d'établir à leurs frais, moyens et périls, et à la condition d'en faire l'abandon gratuit aux propriétaires, un appareillage de deux becs sur un branchement jusqu'alors improductif, appartenant à une des conduites posées avant le mois de juillet 1869.

Aussi leur nombre continua-t-il de s'accroître.

En 1875 il s'élevait à 7.898 et celui des abonnés sur conduites montantes à 18.250, soit le 1/5^e environ du nombre total des abonnés à cette époque.

Il s'éleva successivement à :

1880	14.415
1885	21.250
1890	30.230
1895	40.000
1900	49.300
et en 1905	55.676

le nombre des abonnés sur conduites montantes étant, pour la dernière année considérée, de 431.839.

L'installation de ces conduites coûta à la Compagnie une somme de 40.984.991 fr. 25.

En 1892 elle décide — pour favoriser l'emploi du gaz dans les appartements à faible loyers — d'exonérer des frais accessoires de location et d'entretien des branche-

ments et des compteurs, les locataires qui, payant moins de 500 francs de loyer, se trouvent exemptés de toute contribution mobilière.

Du 1^{er} août 1894 au 31 décembre 1896, cette combinaison procure à la Compagnie 77.830 abonnés nouveaux.

Entre temps, l'usage du gaz, primitivement limité à l'éclairage, commençait à s'orienter vers la cuisine et le chauffage, ainsi que vers l'industrie.

La Compagnie Parisienne qui, aux termes du traité du 25 juillet 1855, était également investie du privilège de la fourniture du gaz pour le chauffage, ne manque pas non plus de favoriser le développement de ces nouvelles applications.

Dès la première année de son exploitation, elle organise une exposition pour permettre à chacun de venir étudier cette nouveauté économique. Non sans succès d'ailleurs car, dès 1863, elle a la satisfaction de voir que la consommation de jour figure dans la consommation totale, qui était de 100.833.258 m³, pour 10 millions 530.480 m³.

En 1863 elle porte son attention sur un nouvel appareil moteur de l'invention de M. Lenoir, dont elle cherche à répandre l'usage en y faisant notamment apporter des améliorations par ses ingénieurs, pour en rendre l'usage plus facile et plus économique.

Les machines système Otto et Laugier, apparues seulement en 1878, sont aussi l'objet de sa sollicitude.

La Compagnie Parisienne évaluait à 4.200.000 mètres cubes la consommation faite en 1892 par les machines de divers types appliqués à tous les usages; à 5.800.000 mètres cubes en 1893 et à 10.844.000 mètres cubes en 1900.

Pour développer la cuisine au gaz, elle décide, en 1877, de prêter gratuitement à ses abonnés un fourneau de cuisine comprenant 2 brûleurs circulaires et une rampe pour grillade. Vers 1898, il existait 291.339 fourneaux de ce type en service.

La cuisine au gaz n'est pas d'ailleurs seulement adoptée par les abonnés des appartements, mais aussi par de grands établissements, tels que : les restaurants Fouquets-Tirebois, Drouant, Ritz-Hôtel, le Grand Hôtel, le Grand Hôtel Terminus de la gare Saint-Lazare.

Sous l'influence de ces mesures, la consommation de jour progresse d'année en année. En 1904 elle représentait plus de 40 % de la consommation totale.

Puis pour parfaire toutes ces mesures elle installe, en 1892, des magasins d'expositions, rue Condorcet, rue La Fayette, rue du Quatre-Septembre et boulevard Saint-Germain, où elle réunit les appareils d'éclairage, de chauffage, de ventilation qui lui sont confiés, à titre de spécimens, par les constructeurs et par les appareilleurs.

Les bureaux de section reçoivent également quelques types de ces appareils.

En outre, un service de renseignements est créé à l'Administration Centrale, pour porter à domicile les avis qui sont demandés sur toutes les installations de gaz, de quelque nature qu'elles soient.

Des conférences spéciales sur l'application du gaz à la cuisine en général, et notamment à celle des restaurants, ont lieu plusieurs fois par semaine dans les magasins de la rue du Quatre-Septembre et du boulevard Saint-Germain.

Il y est distribué également des brochures pratiques sur les appareils de toute nature.

Grâce à toute cette publicité, l'emploi des machines à gaz et des becs perfectionnés, l'installation des cheminées et des calorifères à gaz, des chauffe-bains, des fourneaux de cuisine se généralise.

Enfin, en 1898, elle institue le système des abonnements à domicile. Ces abonnements sont recueillis sur place, par les agents de la Compagnie, auprès des consommateurs qui changent de domicile.

Tous ces efforts ne furent pas faits vainement, car le nombre des abonnés, qui était de :

34.815 en 1857,

s'éleva successivement à :

1860	47.628
1865	67.182
1870	86.900
1875	111.221
1880	148.514
1885	189.654
1890	233.010
1895	319.153
1900	454.585
1905	579.388

Le gaz était livré aux particuliers, soit au compteur à raison de 0 fr. 30 le mètre cube, soit au bec-heure, à un tarif convenu.

Mais la règle générale était le compteur. Beaucoup d'abonnés, au lieu d'acheter directement leurs compteurs, les louaient à la Compagnie; cette dernière pratique est aujourd'hui très généralisée.

En matière d'éclairage public, le gaz joue aussi dans

la capitale un rôle de plus en plus étendu. Aux termes du traité de 1855, il comprend l'éclairage des bâtiments communaux ou assimilés et l'éclairage des voies publiques.

Le nombre des becs de gaz, qui s'élève en 1856 à :
15.000 environ,
est passé successivement :

En 1860	17.538
En 1865	20.838
En 1875	33.636
En 1880	41.921
En 1885	53.707
En 1890	62.071
En 1900	50.756
En 1905	54.215

La diminution, à partir de 1900, tient, en partie, à l'établissement de l'éclairage électrique dans certaines voies, mais surtout à la substitution des appareils à incandescence Auer aux anciens becs papillons de 140 litres ou à récupération; l'éclairage très intensif des becs Auer avait, en effet, permis la réduction du nombre des appareils.

Le gaz brûlé pour l'éclairage public était payé de deux façons : à l'heure, pour les appareils d'éclairage de la voie publique, au compteur et à raison de 0 fr. 15 le mètre cube dans les bâtiments municipaux.

Quant à la consommation, voici la progression qu'elle a suivie depuis 1856 par périodes, de cinq ans :

ANNÉES	CONSOM- MATIONS MÈTRES CUBES	DIFFÉRENCE		OBSERVATIONS
		EN PLUS	EN MOINS	
1856	43.693.503			
1860	70.348.161	26.348.161		
1865	116.171.727	45.823.566		
1870	114.476.909		1.694.818	Baisse due aux événements de la guerre de 1870
1875	175.938.244	61.461.335		
1880	244.395.324	68.457.080		
1885	286.463.999	42.068.675		
1890	307.861.880	21.397.881		
1895	311.023.400	4.161.520		
1900	349.913.618	38.980.216		
1905	394.916.259	45.002.641		

Il ne faudrait pas croire cependant que le gaz régnait sans conteste chez les particuliers. Il avait, en effet, à lutter contre le pétrole dans les petits logements et contre l'électricité dans les magasins, hôtels et les appartements luxueux.

En face de la concurrence électrique, la Compagnie Parisienne ne reste pas inactive.

En 1879, elle crée pour les voies publiques le bec dit du « 4 Septembre », mais en raison de sa forte consommation (1.400 litres à l'heure) il ne fut pas très employé.

Un peu plus tard elle adopte les brûleurs intensifs à air chaud qui avaient fait leur apparition en 1881 et sur lesquels elle fonde les plus grands espoirs. Malheureusement, leur entretien coûteux empêche leur généralisation. Sur la voie publique, à Paris, on en compte 4.000 pour un total de 50.000 foyers et pour l'éclairage particulier leur nombre ne dépassa pas 2.500.

En 1886, elle crée un service spécial qui a pour mission de se renseigner sur la nature et l'importance des installations électriques fonctionnant tant en France qu'à l'étranger et de porter à sa connaissance tous les faits de nature à l'intéresser.

En 1892, elle adopte le bec à incandescence dû à l'invention de l'Autrichien Auer. L'éclat de ces becs est comparable à celui de la lumière électrique, la dépense que représente sa consommation est en outre inférieure, non seulement à celle de l'électricité, mais même à celle des becs de gaz des autres systèmes, aussi il se généralise rapidement et grâce à des perfectionnements successifs, il contribua à prolonger le succès de l'éclairage au gaz.

L'éclairage à incandescence consiste à utiliser non plus la clarté d'une flamme, mais sa chaleur ; la chaleur dégagée par la flamme du gaz est employée à porter à l'incandescence des matières réfractaires à grande radiation lumineuse disposées en un manchon constitué par un faible support formé en majeure partie d'oxyde de thorium (99 %) et d'oxyde de cérium (1 %).

Cette invention fut d'une importance capitale pour l'industrie gazière en lui permettant de soutenir durant de longues années encore la lutte contre la lumière électrique, répit sans lequel elle aurait subi une grande crise, les applications du gaz au chauffage n'étant pas encore suffisamment développées à cette époque.

Mais la Compagnie Parisienne n'abandonne pas la lutte en, en 1900, elle réalise le premier essai d'éclairage au gaz comprimé, qui a permis au gaz de conserver pendant longtemps à Paris la prépondérance en matière d'éclairage public.

En ce qui concerne les sous-produits qui, nous le savons, sont au nombre de trois : le coke, le goudron et les eaux ammoniacales, ils prennent aussi une importance de plus en plus grande.

Déjà avant 1855, le coke commençait à être utilisé pour le chauffage domestique. La Compagnie Parisienne, pour généraliser cet emploi, fait fabriquer, à partir de 1858, des appareils spéciaux pour le coke qui se répandent assez rapidement ; en 1868 il y en avait déjà 24.985 en service, en 1879 leur nombre s'élevait à 49.169 et elle améliore successivement les procédés de fabrication.

Mais au fur et à mesure qu'elle en produit davantage, l'écoulement du coke devient naturellement moins facile et malgré les débouchés que commencent à offrir l'industrie, il ne tarde pas, lorsque les hivers sont doux, à envahir les cours de ses usines.

Il n'en reste pas moins que la vente du coke procure à la Compagnie des recettes de plus en plus importantes, ainsi en 1901 ces recettes s'élevaient à 19 millions 425.343 fr. 50, alors qu'en 1856 elles n'étaient que de 2.163.528 fr. 75.

Encombrée également par d'énormes quantités de poussier provenant du cassage et de la manutention du coke, elle a l'heureuse idée d'agglomérer ce poussier à l'aide du brai laissé par la distillation des goudrons, de manière à en obtenir un combustible qu'elle utilise pour le chauffage de ses générateurs à vapeur, de ses chaudières de distillation et de ses fours.

Avant 1855, une seule des anciennes usines convertissait les eaux ammoniacales en sulfate d'ammoniaque, ce qui n'était pas sans présenter des avantages réels. Aussi, dès 1856, la Compagnie Parisienne, d'accord avec les

acheteurs des eaux et fournisseurs des matières épurantes, s'approprie cette industrie et passe une convention avec MM. Mallet et Laming pour leur traitement en régie : des ateliers spéciaux sont construits aussitôt dans les usines de la Villette, de Passy et des Ternes.

La vente du sulfate d'ammoniaque, grâce aux perfectionnements successifs introduits dans la fabrication, ainsi qu'aux nouveaux débouchés qu'offre l'agriculture, se développe rapidement.

En 1905, le produit de la vente s'élève à 2 millions 662.691 fr. 44. En 1865 il n'était que de 89.152 fr. 46.

Enfin, en ce qui concerne le goudron, la Compagnie commence aussi par s'approprier cette industrie qui était, à cette époque, exploitée par MM Knab et Cie, et en 1860 elle achète une usine, sise rue de Cambrai, à la Villette, pour y établir une fabrication d'agglomérés par le goudron.

Elle en extrait des huiles légères, des huiles lourdes et des brais ; puis, à partir de 1873, de l'anthracène. Tous ces produits sont de plus en plus recherchés et les recettes s'accroissent d'année en année. En 1905, elles s'élèvent à 2.454.470 fr. 05 ; en 1865, elles n'étaient que de 618.516 fr. 04.

Toutefois, il y a lieu de noter que la progression des recettes provenant de la vente des sous-produits n'est pas constante. Il faut tenir compte, en effet, qu'ici les prix obéissent à la loi de l'offre et de la demande et sont, par conséquent soumis à variations. Le prix du coke notamment variait de 1 fr. 30 à 1 fr. 60 l'hectolitre. C'est ainsi qu'il résulte de l'examen des bilans de la Compagnie que, de 1876 à 1879, malgré l'accroissement

de la consommation de gaz, le produit net de l'exploitation du coke a diminué de 2.400.000 francs.

RÉSULTATS FINANCIERS

Ayant montré les progrès réalisés au cours de l'exploitation par la Compagnie Parisienne par le gaz et les sous-produits, nous examinerons, pour finir, les bénéfices qu'elle retira de son monopole. Nous pourrons ainsi mieux nous rendre compte à quel degré de prospérité elle était parvenue.

Nous nous attacherons surtout à indiquer les dividendes qu'elle distribua : rien mieux que le dividende ne permet, en effet, de constater la prospérité d'une entreprise.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, le capital de la Société était de 55.000.000 de francs, représenté par 110.000 actions de 500 francs. Il sera porté à 84.000.000 de francs à partir de 1861, par l'émission de 29.000 actions nouvelles.

Or, jusqu'en 1869, époque à partir de laquelle elle devra verser à la ville une partie de ses bénéfices, — le point de départ du partage avec la ville fixé par le traité de 1855 au 1^{er} janvier 1872 sera avancé comme nous le verrons par la suite au 1^{er} janvier 1869 — elle distribua les dividendes suivants par actions :

En 1856 :	40 fr. pour un bénéfice de	4.435.804
1857 :	45 fr. —	5.350.299
1858 :	50 fr. —	5.991.569
1859 :	60 fr. —	6.838.725
1860 :	70 fr. —	8.160.732
1861 :	70 fr. —	10.232.642

1862 : 85 fr.	—	12.796.723
1863 : 93 fr.	—	16.525.522
1864 : 105 fr.	—	17.336.676
1865 : 105 fr.	—	18.490.745
1866 : 110 fr.	—	19.773.906
1867 : 115 fr.	—	21.170.076
et en 1868 : 120 fr.	—	21.245.787

Ainsi, de 1855 à 1869, l'action de 500 francs a reçu 1.068 francs, soit, pour 250 francs : 534 francs, correspondant à un intérêt de 16,4 %.

Pour la période de 1869 à 1905 inclus, compte tenu de ce que la ville préleva une partie des bénéfices et que les actions furent dédoublées à partir de 1870, l'actionnaire toucha par action de 250 francs une somme totale de : 2.493 fr. 50, soit un dividende moyen annuel de 67 fr. 40, correspondant à un intérêt de 27 %.

Si l'on ajoute aux sommes distribuées celles qui ne le furent pas, on trouve que la Compagnie réalisa, au cours de cette période, un bénéfice total de frs. 814.452.749 qui, cumulé avec celui de la première période, s'élevant à frs. 168.349.206

font un total de frs. 982.801.955
soit un bénéfice moyen annuel de : 19.656.030 francs.

De son côté, la ville de Paris encaissa une somme totale de frs 367.550.000
soit en moyenne, par an frs 9.933.783

Résultats d'autant plus remarquables que la Compagnie eut à faire face, ainsi que nous l'avons démontré, en plus des frais courants d'exploitation, à des dépenses considérables, soit pour développer la puissance de fabrication, soit pour perfectionner ou modifier l'outillage.

En vertu du traité de 1855, la ville, outre sa participation dans les bénéfices de la Compagnie, percevait un droit d'octroi de 0 fr. 02 par mètre cube de gaz consommé et une somme annuelle de 200.000 francs pour location du sous-sol, elle était de plus dégrevée de tous les frais d'entretien des appareils publics, qui étaient à la charge de la Compagnie.

A ces divers titres, elle retira de l'industrie du gaz, de 1856 à 1905, une somme totale de 233.371.226 francs, soit en moyenne par an 4.667.424 francs.

Compte tenu des sommes qu'elle prélevait sur les bénéfices, c'est donc environ 15.000.000 de francs qu'elle percevait annuellement; la dernière année d'exploitation de la Compagnie Parisienne, l'année 1905, rapporta à la ville de Paris une somme totale de 11 millions $448.108 + 8.210.104 = 19.658.206$ francs, soit un peu plus de 0 fr. 04 par mètre cube de gaz consommé cette année-là.

Si toutes ces statistiques permettent de se bien rendre compte du chemin parcouru, sous l'impulsion de la Compagnie Parisienne depuis 1856 à 1905, cela ressortira encore mieux du tableau ci-après, comparant la situation de l'industrie en 1856 et en 1905 :

ANNÉES	NOMBRE D'ABONNÉS	NOMBRE DE BECS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC	CONSOMMATION ANNUELLE	BÉNÉFICES
1856	30.000 environ	15.000 environ	43.693.503 m3	4.485.804
1905	579.388	54.215	394.916.259 m3	45.299.440

Mais ces résultats, si magnifiques soient-ils, ne sont encore qu'une étape. En effet, en dépit de la concurrence électrique, qui va se faire de plus en plus âpre, l'industrie gazière jouera, par la suite, un rôle encore plus considérable dans la vie économique de la capitale.

TRAITÉS ADDITIONNELS DES 21 JANVIER 1861
ET 7 FÉVRIER 1870

Le traité de 1855 ne comprenait l'éclairage de Paris que dans les limites du mur d'enceinte. Dans la banlieue, la fourniture du gaz divisée entre plusieurs compagnies, y compris la Compagnie Parisienne, avait lieu en vertu de traités conclus avec les communes sous l'approbation du Préfet de la Seine.

Or, en 1859, eut lieu l'annexion à la capitale des communes suburbaines que la Compagnie Parisienne éclairait déjà en partie, avec les Compagnies du Nord et de l'Est, lesquelles, à cette occasion, cédèrent leurs droits et intérêts à la Compagnie Parisienne. Il devenait donc nécessaire que le service du gaz restreint par le traité de 1855 à l'ancienne zone, fut étendu à tout le réseau. La Compagnie offrit, dans ce but, son concours à la ville dès les premiers mois de 1859, en lui faisant connaître à quelles conditions il lui serait possible d'entreprendre le service du gaz dans la zone annexée ; la zone nouvelle étant inférieure en ressources à l'ancienne, elle précisait notamment qu'il ne lui était possible de se charger de cette zone qu'à des conditions qui ne compromissent, en aucun cas, le revenu assuré à ses actions dans l'ancien réseau.

La ville admit ces conditions et, le 21 janvier 1861, un premier traité additionnel fut conclu.

Aux termes de ce traité :

La concession faite à la Compagnie Parisienne par le traité de 1855 était étendu à toute la zone annexée ; la ville garantissait, jusqu'au 31 décembre 1872, 10 % du capital de premier établissement, qui allait être affecté à la construction de nouvelles usines et au développement de la canalisation.

En cas de perte, les déficits annuels se cumuleraient avec intérêts à 6 % jusqu'en 1872, époque à laquelle la ville de Paris affecterait au remboursement de sa dette la part qui lui reviendrait dans les bénéfices de la Compagnie. La Compagnie, en vue des travaux d'extension nécessaires, était autorisée à porter son capital à 84 millions de francs et à prélever, avant tout partage des bénéfices, les sommes nécessaires pour amortir les actions et obligations émises ou à émettre et pour maintenir la réserve statutaire au chiffre de 2 millions.

Comme conséquence, l'article qui règle ces dispositions précisait que « en fin de concession et par l'effet même de l'action complète de l'amortissement des actions et obligations, le produit de l'actif mobilier et immobilier de la Compagnie et le montant de la réserve feraient partie des bénéfices à partager. »

Une autre disposition donnait à la Compagnie l'option, ou de continuer à payer la redevance de 2 centimes par mètre cube de gaz consommé dans Paris (art. 8 du traité de 1855) ou de payer le droit d'octroi sur la houille à l'entrée.

Il fut entendu également que la redevance pour occupation du sous-sol par les conduites, précédemment fixée

à 200.000 fr., serait portée à 250.000 fr. le jour où la consommation par mètre cube courant de conduite de la zone annexée atteindrait celle de Paris.

Pour mettre fin aux difficultés qui s'étaient déjà élevées entre l'Administration municipale et la Compagnie au sujet du pouvoir éclairant du gaz, il fut, en outre, convenu que la vérification du pouvoir éclairant et de la bonne épuration du gaz serait dorénavant faite conformément aux instructions de Dumas et Regnault, savants chimistes. En 1857, à partir du 23 mars, il avait été, en effet, dressé contre la Compagnie une série de procès-verbaux sous le prétexte qu'elle ne fournissait pas le pouvoir éclairant déterminé par son traité avec la ville.

A la suite de ce traité, la Compagnie Parisienne procéda à une modification de ses statuts.

C'est ainsi que, notamment, l'article 6 des statuts fut complété comme suit :

« Le fonds social de 55.000.000 de francs est augmenté de 29.000.000 de francs et porté conséquemment à 84 millions de francs.

« Il est représenté par 168.000 actions de 500 francs, savoir 110.000 actions libérées, dont attribution a été faite comme il vient d'être dit :

« 3.000 actions libérées, attribuées, avec jouissance du 1^{er} janvier 1861, aux actionnaires de la Compagnie du Nord, sous la raison sociale Brisou et Cie;

« 55.000 actions attribuées aux porteurs des 110.000 actions de la première émission de la Compagnie Parisienne. »

Mais loin de clore l'ère des difficultés, ce traité en suscita de nouvelles et la Compagnie fut bientôt en pro-

dès avec l'Administration municipale qui, sur certains points essentiels, interprétait le traité de 1861 dans un sens contraire à son esprit. Certaines dispositions du traité étaient, en effet, devenues gênantes pour la ville qui avait, en outre, hâte de profiter de la participation que lui assurait, dans l'avenir, la convention de 1855, aux gains de plus en plus considérables que procurait à la Compagnie la fructueuse exploitation de son monopole. Elle avait en effet, à cette époque, à faire face à des dépenses considérables pour la transformation de Paris. Aussi, en 1868, elle décida « qu'il y avait opportunité et convenance à avancer l'époque du partage des bénéfices avec la ville, fixée à l'année 1872 par les traités de 1855 et 1861 et, par suite, à liquider, dans la nouvelle détermination de ce partage, les sommes qui pourraient être dues par la ville, ou que la Compagnie pourrait lui devoir avant toute attribution de bénéfices au profit de la ville ». Tels étaient les deux principaux objets des remaniements qu'on allait encore opérer dans les conventions.

La Compagnie estimant plus sage de terminer les procès en cours par une transaction amiable que par des jugements, accepta que fût élaboré un nouveau traité qui fondrait l'ensemble des conventions antérieures et des stipulations nouvelles dans une rédaction unique, dans laquelle les dispositions des traités de 1855 et 1861 qui ne seraient pas à modifier, se retrouveraient transcrites purement et simplement.

C'est ainsi que le 7 février 1870 fut signé un nouveau traité reprenant, avec quelques modifications de détail, et résumant définitivement toutes les conventions antérieures.

Ce traité soulève trois questions que nous allons examiner successivement :

a) Quelles modifications apporte-t-il aux textes antérieurs?

b) Constitue-t-il un nouveau traité annulant et remplaçant les traités de 1855 et 1861, ou doit-il être considéré comme un texte additionnel, les dispositions antérieures, dans la mesure où elles n'ont pas été modifiées, conservant toute leur valeur? Cette deuxième question est particulièrement importante à raison de certaines omissions fâcheuses commises dans le nouveau texte.

c) Quelle est sa nature juridique? Concession de travaux publics ou permission de voirie?

Par rapport aux anciens traités, celui de 1870 en diffère sur certains points qui, sans être très importants, méritent cependant d'être mentionnés parce qu'il est intéressant de connaître par quelles modifications successives sont passés les traités qui ont lié depuis l'origine la ville de Paris et les entreprises gazières, car elles correspondent en même temps à une évolution dans les idées.

C'est d'abord l'importante question du partage des bénéfices qui fait l'objet d'une disposition nouvelle. Alors qu'aux termes du traité de 1855 le partage ne devait avoir lieu qu'à partir du 1^{er} janvier 1872 et seulement pour ceux qui excèderaient 10 % du capital, la nouvelle convention permettait à la ville de Paris de toucher sa part de bénéfice dès le 1^{er} janvier 1869, après toutefois qu'il aura été prélevé :

1° Les sommes nécessaires pour annuités d'amortissement des actions et obligations émises ou à émettre;

2° La retenue destinée à maintenir au chiffre de 2 millions de francs la réserve prévue par les statuts;

3° Une somme, pour intérêts et dividendes des actions, fixée à 12.400.000 francs jusqu'en 1887 inclusivement et à 11.200.000 francs du 1^{er} janvier 1888 à la fin de la concession.

Le nouveau mode de partage était donc institué de manière à ne pas léser les intérêts légitimes des actionnaires et obligataires.

Déjà, en 1861, la ville de Paris avait abandonné le système du traité de 1855, mais le partage devait être opéré après prélèvement des sommes nécessaires pour amortir les actions et obligations émises ou à émettre et pour maintenir la réserve statutaire au chiffre de 2 millions.

En ce qui concerne la différence qui avait été établie par le traité de 1861 entre l'ancienne et la zone annexée, elle était supprimée; la redevance pour location du sous-sol restait fixée cependant à 200.000 francs, étant entendu qu'elle serait portée à 250.000 francs quand la consommation du gaz par mètre courant, dans la zone annexée, atteindrait 148 mètres cubes.

Pour la perception des droits d'octroi, on revenait à la solution du traité de 1855. Il était spécifié, en effet, que les droits d'octroi seraient perçus, comme en 1855, sur la quantité de gaz consommé à raison de 0,02 par mètre cube de gaz consommé et en outre que les usines de la Compagnie seraient considérées comme entrepôt réel pendant toute la durée de la concession.

Aux termes du traité de 1861, la Compagnie avait, au contraire, l'option de payer pour tenir lieu de droit d'octroi, 0 fr. 02 par mètre cube de gaz consommé dans

Paris ou le droit sur la houille, et elle estimait qu'elle pouvait user de ce droit d'option toutes les fois qu'elle le jugerait utile à ses intérêts.

Mais, au 1^{er} janvier 1867, l'Administration de l'Octroi prétendit que cette faculté avait cessé pour la Compagnie avec l'expiration des sept années accordées aux industriels dont les usines étaient entrées dans Paris par suite de l'annexion réalisée en 1859 et la Compagnie dut opérer la consignation des droits sur la houille.

On lui contesta, par suite, la continuation du droit d'entrepôt.

La Compagnie résista à de telles prétentions et elle obtint gain de cause, mais elle craignait que le maintien de cette situation exceptionnelle ne donnât lieu à de nouvelles difficultés dans l'avenir et c'est pourquoi elle renonça au droit d'option.

Du reste, l'abandon de ce droit d'option ne fut pas fait gratuitement; il fut pris, en effet, en considération dans la fixation nouvelle du prélèvement à faire avant tout partage.

L'article 11 du traité de 1855, que nous avons reproduit intégralement au début de ce chapitre, subit aussi quelques modifications. D'abord une modification de pure forme, qui consiste dans le changement de son numéro et de sa place. Alors que dans le texte de 1855 cet article était placé au chapitre II, parmi les dispositions communes à l'éclairage public et particulier, dans le nouveau traité il fait l'objet d'un chapitre spécial intitulé « procédés étrangers au système actuel de fabrication ». Sans doute jugea-t-on, en 1870, que l'importance des stipulations qu'il contenait lui méritait un

chapitre spécial. C'est ainsi que l'ancien article 11 devient l'article 48.

Quant aux modifications qu'il subit dans son texte, elles consistent dans deux adjonctions faites à la demande de la Compagnie Parisienne.

La première adjonction qui intéresse le paragraphe 4 a pour objet de garantir la Compagnie Parisienne contre l'abus possible du droit que confère cet article aux représentants de la ville. En vertu du texte de 1855, la ville pouvait, en effet, de sa propre initiative, imposer à la Compagnie l'emploi de procédés nouveaux, elle n'était pas tenue d'attendre la réunion de la commission quinquennale. Or, la Compagnie Parisienne estima, non sans raison, que l'intervention de cette commission devait être obligatoire pour la ville. C'est pourquoi elle fit compléter le paragraphe 4, qui portait « ces stipulations ne seront applicables que pour une période de cinq ans » par la disposition suivante : « et après le rapport de la commission dont il sera parlé au paragraphe suivant ».

Quant à l'objet de la seconde disposition additionnelle ajoutée au 5^e paragraphe de l'article, elle avait pour but d'assurer à la Compagnie le droit de présenter des observations à la Commission par l'organe de ses délégués, avant que celle-ci émit son avis. Prétention normale qui n'appelle aucune observation de notre part.

Enfin le traité de 1870 ne prévoyait pas, comme celui de 1855, la remise gratuite de la canalisation, ni la transmission des usines moyennant un prix fixé à dire d'experts.

L'ancien article 51, qui réglait ces questions, était amputé dans le nouveau texte des deux mots « sans indem-

nité en ce qui concerne la canalisation et de la disposition relative aux usines.

Cet article, qui était en effet dans le traité de 1855 libellé comme suit :

« A l'expiration de la concession, la ville de Paris deviendra propriétaire de plein droit et entrera en possession sans indemnité des tuyaux, robinets, siphons, regards, valves et autres accessoires qui existeront alors sous les voies publiques.

« Elle deviendra également propriétaire des usines moyennant un prix fixé à dire d'experts. »

reçoit la nouvelle rédaction suivante :

« A l'expiration de ladite concession, la ville de Paris deviendra propriétaire de plein droit et entrera en possession des tuyaux, robinets, siphons, regards, valves et généralement de tout le matériel qui existera sous les voies publiques ».

Il ne prévoyait donc plus la reprise de la canalisation « sans indemnité » et était muet relativement aux usines. Toutefois, en ce qui concerne les usines, on peut admettre que la question était implicitement réglée par le paragraphe 7 de l'article 6, ainsi conçu :

« A la fin de la concession et par l'effet même de l'action complète de l'amortissement des actions et obligations, le produit de l'actif mobilier et immobilier de la Compagnie et le montant de la réserve statutaire de 2 millions de francs feront partie des bénéfices à partager. »

Mais, pour la canalisation, faut-il déduire de la suppression des deux mots « sans indemnité » que sa reprise par la ville devra se faire à titre onéreux comme

cherchera à le prétendre la Compagnie Parisienne. Nous ne le pensons pas et cela pour deux raisons.

D'abord, parce que nous estimons que cet article, tel qu'il est rédigé en 1870, se suffit à lui-même; les deux mots « sans indemnité » n'y ajoute rien. La formule « La ville de Paris deviendra propriétaire de plein droit et entrera en possession » est, en effet, suffisamment explicite. Si, en 1855, la ville de Paris crut devoir la compléter par les deux mots « sans indemnité », c'est parce qu'à cette époque on pouvait avoir des doutes sur ses droits à cet égard.

Ensuite et cette raison est primordiale, parce que le traité de 1870 ne constitue qu'un traité additionnel au traité de 1855, auquel il ne s'est pas substitué.

Nous arrivons ainsi à la deuxième question, celle de savoir si le traité de 1870 constitue un nouveau traité annulant et remplaçant ceux de 1855 et 1861, ou s'il doit être considéré comme un texte additionnel.

Si, en effet, le traité de 1870 avait été considéré comme annulant les conventions antérieures, l'Administration de l'Enregistrement l'aurait certainement enregistré au droit proportionnel; or, elle ne perçut seulement que le droit fixe de 2 francs.

En outre, en marge du traité, il est mentionné qu'un exemplaire des autres traités était joint au dossier et que « toutes les conventions qui déjà lient les parties continueront à les lier ».

Pour interpréter les dispositions du traité de 1870, il faut donc avoir recours aux traités antérieurs de 1855 et de 1861 dont les clauses conservent toute leur valeur. En d'autres termes, ces actes se pénètrent et s'expliquent l'un l'autre.

Il n'empêche que ces omissions dans des dispositions aussi importantes, n'en furent pas moins fâcheuses pour la ville de Paris. Elles seront, en effet, pour elle une source de difficultés dans ses rapports avec la Compagnie Parisienne, qui cherchera à interpréter le nouvel article 51 dans un sens favorable à ses intérêts, difficultés qui obligeront la ville, en 1895, de s'adresser au Conseil de Préfecture. Mais, contrairement à toute attente, le Tribunal administratif jugea, conformément à l'avis de son ministère public, que le litige n'était pas né, qu'il n'y avait pas intérêt actuel et immédiat à fixer judiciairement les droits de la ville à l'expiration du contrat.

Il nous reste maintenant à répondre à la troisième question : quelle est la nature juridique du traité de 1870?

D'abord, un point est certain, le traité de 1870 n'étant, comme nous venons de le démontrer, qu'un simple traité complémentaire, il emprunte la nature du traité de 1855.

Or, nous avons montré que le traité de 1855 ne devait pas être considéré, quoique participant beaucoup de sa nature, comme un contrat de concession de travaux publics, mais comme ne conférant qu'une simple permission de voirie et ce parce que, à cette époque, on ne faisait pas de différence entre l'industrie gazière et les autres industries.

Mais rien n'est à l'abri des nécessités de l'évolution.

Il nous faut donc nous demander si, en 1870, les idées n'ont pas changé à cet égard. Nous avons, en effet, indiqué, lors des développements que nous avons consacrés au traité de 1855, que sa nature juridique dépendait moins de ses propres termes que des caractères de l'in-

dustrie du gaz, ce qui implique qu'une évolution dans les idées réagirait sur la nature du contrat.

Or, en 1870, le milieu et les idées n'ont pas changé; l'on persiste à considérer l'industrie du gaz comme une industrie semblable aux autres, et à ne voir aucun lien entre l'éclairage public et l'éclairage privé.

La Compagnie Parisienne doit donc toujours être regardée comme un simple permissionnaire de voirie et non comme un concessionnaire de travaux publics.

Le nouveau traité, qui avait été adopté par le Conseil Municipal dans ses séances des 3 août et 29 octobre 1869 et sanctionné par l'autorité impériale le 14 janvier 1870, régira les relations entre la ville de Paris et la Compagnie Parisienne jusqu'à la fin de la concession.

Nous en aurions donc fini avec les conventions successivement intervenues entre la Ville de Paris et la Compagnie Parisienne si nous ne devons mentionner un dernier traité, en date du 27 avril 1872, conclu dans le but uniquement de fournir des ressources immédiates à la ville de Paris, pour subvenir aux charges écrasantes dont les événements de la guerre de 1870 et de la Commune avaient grevé ses finances.

LA CONVENTION FINANCIÈRE DU 27 AVRIL 1872

Comme nous venons de le dire, cette convention avait pour unique objet de procurer des ressources à la ville.

En effet, les événements de 1870 et 1871 vinrent malheureusement détruire, en partie, les espérances que l'Administration avait fondées sur sa participation anticipée dans les bénéfices de la Compagnie et la priver d'une partie de la somme qu'elle avait en vue de s'assu-

rer immédiatement par l'abandon d'une portion des bénéfices, auxquels elle pouvait prétendre de 1872 à 1905.

Le Préfet de la Seine eut alors un moment la pensée de chercher dans l'établissement d'une taxe sur le gaz le moyen de combler le déficit de 7.500.000 francs que l'insuffisance des produits de l'exploitation avait créé dans son budget.

Déjà, antérieurement, dans le courant du mois de juin 1871, plusieurs députés avaient présenté à l'Assemblée Nationale une proposition de loi tendant à frapper le gaz d'un impôt de 0 fr. 05 par mètre cube au profit de l'Etat, mais cette proposition avait été repoussée par la Commission du Budget, qui réserva cet impôt comme ressource municipale aux villes qui en auraient éventuellement besoin.

Le Préfet de la Seine n'aurait donc fait qu'user de son droit le plus strict, mais il ne s'arrêta pas à cette idée et se borna à demander à la Compagnie de lui faire l'avance de cette somme de 7.500.000 francs sur les bénéfices futurs que la ville était en droit d'attendre de l'exécution des traités.

Tel fut l'objet de la convention financière qui fut conclue entre la ville de Paris et la Compagnie Parisienne le 27 avril 1872 et approuvée par une loi du 21 décembre de la même année.

La Compagnie y consentit d'autant mieux qu'elle avait elle-même intérêt à ne pas voir créer un impôt sur le gaz consommé dans Paris.

Aux termes de cette convention, la ville s'engageait à rembourser la somme avancée par annuités échelonnées jusqu'au 31 décembre 1905 et payables au moyen

de la part de bénéfices devant lui revenir au cours de cette période.

Il était d'ailleurs expressément stipulé que la convention serait considérée comme non avenue et que la somme prêtée deviendrait immédiatement exigible, soit au cas où un impôt viendrait à être établi sur la consommation du gaz dans Paris, soit dans le cas où la ville, usant de la faculté qu'elle s'était assurée par le dernier paragraphe de l'article 48 du traité de 1870, « viendrait à établir un système d'éclairage autre que l'éclairage par le gaz ».

Mais la Compagnie dut elle-même recourir à un emprunt pour se procurer la somme nécessaire. A cet effet, elle procéda à une émission de 16.668 obligations de 500 francs, qui furent toutes souscrites par ses actionnaires.

CAMPAGNE POUR L'ABAISSEMENT DU PRIX DU GAZ.

L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 23 MARS 1883.

L'ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU 5 AVRIL 1884.

Le traité de 1855 avait très nettement stipulé que si les progrès de la science, avec leur application à l'industrie du gaz permettaient l'abaissement du prix de revient du gaz, les consommateurs devaient en profiter. Il stipulait même que le prix de vente du gaz, pour ce motif, serait révisé par une commission spéciale tous les cinq ans.

La clause de 1855 était maintenue dans le traité de 1870, mais c'est seulement quand l'opinion publique réclama l'abaissement du prix du gaz que l'on songea à l'appliquer.

Or, en 1879, plusieurs Chambres syndicales de Paris, au nombre desquelles figuraient notamment celle des restaurateurs, des tissus et des débitants de vins, prirent l'initiative d'une pétition tendant à obtenir la réduction du prix de vente du gaz. Elles faisaient valoir que, depuis 1855, la Compagnie était parvenue à donner une plus-value considérable aux sous-produits de la distillation de la houille, que la valeur retirée de ces sous-produits couvrait désormais les frais de fabrication du gaz et, qu'en conséquence, celle-ci pouvait consentir une réduction sur le prix du gaz.

Saisi de cette pétition, le Conseil Municipal décida « qu'il y avait lieu de provoquer la désignation par le Ministre de l'Intérieur de la commission prévue par l'article 48 du traité passé le 7 février 1870 entre la ville de Paris et la Compagnie du Gaz ».

Or, cette commission, constituée le 31 janvier 1880, admit que les procédés de fabrication du gaz étaient exactement les mêmes qu'autrefois et, qu'en conséquence, il ne devait pas y avoir application de l'article 48 du traité.

La commission n'avait pas fait remonter ses investigations au delà de 1870 et n'avait pas voulu admettre, comme tombant sous le coup de l'article 48, les améliorations dues au traitement des sous-produits.

Mais les adversaires de la Compagnie ne désarmèrent pas devant cette décision. Ils soutinrent notamment que la commission, au lieu de faire porter ses investigations sur une période de 10 ans, aurait dû remonter jusqu'en 1855 et ils saisirent, de nouveau, l'Administration municipale.

Il était plus qu'évident, en effet, que le prix de re-

vient du gaz n'était plus dans le même rapport avec le prix de vente qu'au début du monopole.

Il en résulta des conférences qui durèrent près de six semaines entre la Compagnie et l'Administration municipale, pour trouver une combinaison qui permit de réduire le prix du gaz sans porter atteinte aux intérêts de la Compagnie. Elles aboutirent au projet de convention connu sous le nom de projet Martial Bernard, et qui admettait un prolongement de concession de 40 années avec abaissements successifs du prix du gaz de 0 fr. 30 à 0 fr. 25 de 1881 à 1883. De nouvelles réductions devaient intervenir à partir du 1^{er} janvier 1885 sous forme de partage de bénéfices entre la Compagnie et les consommateurs.

Mais le Conseil Municipal, qui était à la veille d'un renouvellement, vota l'ajournement pur et simple du projet.

La question fut reprise par le nouveau Conseil; mais, écartant le projet Martial Bernard, il invita le Préfet à entrer en négociations avec la Compagnie pour obtenir une diminution immédiate du prix du gaz et, au besoin, imposer une réduction par arrêté.

M. Floquet, Préfet de la Seine, se mit alors d'accord avec la Compagnie sur les bases suivantes :

Le prix du gaz serait immédiatement abaissé de 0 fr. 30 à 0 fr. 25 pour l'éclairage et à 0 fr. 20 pour la force motrice. A partir du 1^{er} janvier 1886, la partie des bénéfices qui dépasserait 39.750.000 francs serait, en outre, affectée à de nouveaux abaissements de prix. La durée de la concession était prolongée de 40 années, mais la ville se réservait, à des conditions déterminées, le droit de rachat.

Le Conseil Municipal non seulement repoussa le projet, mais prit une grave résolution. Il invita, en effet, le Préfet :

1° A réduire immédiatement, par un arrêté, le prix du gaz de 0 fr. 30 à 0 fr. 25 pour les particuliers, et de 0 fr. 15 à 0 fr. 125 pour les Services publics ;

2° A prendre, au besoin, les mesures de rigueur prévues par le cahier des charges.

Le Conseil Municipal estimait, en effet, qu'à défaut de nouveaux procédés de fabrication, la Compagnie extrayait, par tonne de charbon, plus de gaz qu'en 1856, qu'elle avait diminué ses pertes de gaz et qu'enfin elle tirait un meilleur parti de ses goudrons et de ses eaux ammoniacales.

Un arrêté conforme fut signé le 23 mars 1883.

Dans cette situation, il ne restait plus à la Compagnie qu'un parti à prendre : demander aux tribunaux compétents l'interprétation de son traité.

C'est ce qu'elle fit en saisissant le Conseil de Préfecture par une requête en date du 7 avril 1883, mais le Tribunal administratif, malgré les conclusions favorables du Commissaire du Gouvernement, se borna à prescrire une expertise à l'effet de rechercher s'il avait été introduit dans la fabrication du gaz des améliorations permettant une diminution des tarifs de vente.

C'était remettre toute la question en état, aussi la Compagnie Parisienne déféra l'arrêté du Conseil de Préfecture au Conseil d'Etat et introduisit en même temps un recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté préfectoral du 23 mars 1883. Or, la Haute Assemblée, par un arrêt en date du 5 avril 1884, tout en rejetant le recours pour excès de pouvoir, admit, pour partie, celui

formé contre l'arrêté du Conseil de Préfecture. Elle décida, en effet :

1° Qu'il n'y avait pas lieu de remonter au delà du 7 février 1870 pour la recherche des progrès accomplis dans la fabrication du gaz ;

2° Qu'il y avait lieu d'entendre, par les diverses expressions contenues dans l'article 48, tous procédés nouveaux, perfectionnements ou inventions introduites dans la fabrication du gaz et susceptibles d'amener un abaissement notable dans le prix de revient ;

3° Qu'il n'y avait pas lieu de comprendre dans la fabrication du gaz la transformation industrielle en produits dérivés des produits accessoires et immédiats que fournit la distillation de la houille, sauf ceux de ces produits dérivés qui seraient utilisés dans la fabrication du gaz.

Voici comment était formulé cet arrêt :

« Attendu que si en droit une renonciation ne se présume pas et que si en fait aucune preuve de la renonciation de la ville au bénéfice de la clause invoquée ne peut être relevée, il est cependant à considérer que la ville, de 1855 à 1880, n'ayant jamais demandé l'exécution de ladite clause a, ainsi, du fait de son omission, renoncé à s'en prévaloir pour la période antérieure à 1870, date à laquelle le traité a été remanié. »

Ainsi la Haute Assemblée, après avoir rappelé la règle qu'en droit une renonciation ne se présume pas, fondait en réalité son arrêt sur une présomption de renonciation de la ville au bénéfice de la clause invoquée, de sorte que le moins qu'on en puisse dire c'est qu'il contient une contradiction flagrante.

Certes il peut paraître étrange que la ville, lors de la

rédaction du traité de 1870, n'ait pas eu l'idée, à cette occasion, de demander s'il ne s'était pas produit depuis 1855 un abaissement notable dans le prix de revient susceptible de déterminer un abaissement corrélatif du prix de vente du gaz.

Mais, rappelons-nous qu'à cette époque la ville avait besoin d'argent et que l'objet essentiel du traité était précisément de lui permettre de toucher plus tôt sa part dans les bénéfices. Elle ne pouvait donc songer à faire diminuer le prix du gaz.

Quant à l'argument tiré par le Conseil d'Etat du fait que le traité de 1855 a été remanié en 1870, il est à notre sens sans valeur.

En effet, comme nous l'avons déjà démontré, le traité de 1870 ne s'est pas substitué au texte de 1855. Il ne constitue qu'un avenant pour l'interprétation duquel il faut avoir recours à l'acte principal.

Du reste, interpréter ainsi l'article 48 du traité de 1870 c'est lui enlever une partie de son intérêt. Or, aux termes de l'article 1157 du Code civil, « lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun. »

Quoiqu'il en soit, le Conseil de Préfecture dut réformer son arrêté et décider (4 juillet 1884) qu'il n'y avait pas lieu à abaissement du prix du gaz.

Mais la ville de Paris ne se tint pas pour battue. Elle forma contre l'arrêté du Conseil de Préfecture du 4 juillet 1884 un recours que le Conseil d'Etat rejeta par un arrêt du 19 juin 1885.

Les consommateurs durent donc se résigner à conti-

nuer de payer le gaz 0 fr. 30 le mètre cube et renoncer à espérer le voir diminuer par le jeu de cette clause. De fait, les commissions quinquennales de 1885 et 1890, qui furent convoquées régulièrement, ne purent avoir aucun résultat pratique.

Il apparaissait donc que l'abaissement du prix du gaz ne pourrait être obtenu sans conventions nouvelles. Malheureusement, tous les efforts qui seront faits par le Conseil Municipal à partir de 1890 pour arriver à obtenir de la Compagnie cet abaissement du prix du gaz n'aboutirent à aucun résultat et il faudra finalement que la ville prenne à sa charge les frais de cette réforme en décidant, en 1903, de payer directement à la Compagnie les 0 fr. 10 dont les consommateurs seront dégrevés.

Si l'Assemblée municipale avait cherché à résoudre cette question séparément, peut-être aurait-elle vu aboutir ses efforts, mais elle eut le tort de la lier à la constitution du régime futur et au règlement des conditions de transmission à la ville de l'actif en 1905.

Tous les projets qui seront successivement élaborés tendront, en effet, à régler en même temps les trois questions.

N'ayant abouti à aucun résultat, nous pourrions les passer sous silence comme ne présentant qu'un intérêt purement historique. Mais, et c'est en ce sens qu'ils nous intéressent, ils marquent une évolution dans les idées. C'est ainsi qu'après le rejet du premier de ces projets, connu sous le nom de « projet Sauton », nous verrons le Conseil Municipal demander à l'Administration d'étudier un projet de reprise de l'exploitation du monopole municipal du gaz. Or, qu'est-ce que cela veut dire ? sinon que l'on a cessé de considérer l'entreprise gazière.

comme exerçant une industrie semblable aux autres, mais comme une entreprise agissant au nom et pour le compte de la commune ou autrement dit comme un service public.

Comment s'est faite cette évolution? Quelles furent ses conséquences juridiques? C'est ce que nous allons essayer de montrer avant d'entreprendre l'historique des négociations qui eurent lieu entre la Compagnie du Gaz et la ville pour régler la question de l'abaissement du prix du gaz et les conditions du transfert de l'actif de la Compagnie à la ville en 1905.

LA NOTION DU SERVICE PUBLIC. ..

SES CONSÉQUENCES JURIDIQUES, SON FONDEMENT.

La notion de Service public dans l'industrie gazière fut le résultat d'une évolution qui commença vers 1880, époque à laquelle eut lieu l'incident connu dans l'histoire gazière sous le nom d'« affaire des routes nationales ».

Le droit d'accorder des permissions de voirie appartient, nous le savons, au Préfet pour la grande voirie (routes nationales, routes départementales, rues et places de Paris) et pour les chemins de grande et moyenne vicinalité, et au Maire pour la petite vicinalité (chemins vicinaux ordinaires, voirie urbaine, chemins ruraux).

Or, à cette époque, le Préfet pouvait accorder, en ce qui le concerne, des permissions de voirie pour les routes nationales traversant les villes sans tenir compte de celles que le Maire avait pu de son côté accorder pour la petite voirie à des entreprises concurrentes.

C'est ainsi qu'en 1880 des Sociétés gazières ayant de-

mandé à des Préfets l'autorisation de placer des canalisations sous les routes nationales dans la traversée des grandes villes, ceux-ci y consentirent, malgré des concessions antérieures faites par les Maires à d'autres entreprises gazières, pour la petite voirie. Il en résulta, de la part de ces dernières, des protestations. Le Ministre des Travaux publics fut saisi. Et l'affaire se termina par une instruction ministérielle, consacrant le privilège de l'entreprise la première en place, mettant ce privilège sous la sauvegarde des pouvoirs publics et créant une véritable solidarité entre l'éclairage public et l'éclairage privé.

Ainsi un premier pas était fait.

Mais ce n'est que vers 1890, lorsque l'électricité chercha à emprunter les voies publiques, que s'est dégagée la notion de service public.

Il fallut, en effet, que l'électricité cherchât à emprunter les voies publiques dans le but d'offrir son nouveau procédé d'éclairage aux particuliers pour que l'on s'aperçut que l'entreprise gazière, en alimentant les particuliers, n'exerçait pas seulement une industrie, mais contribuait à la satisfaction d'un besoin collectif des habitants auquel il incombait aux municipalités de pourvoir.

Autrement dit, l'entreprise gazière, qu'elle éclaire les rues ou les particuliers, ne fait qu'agir en vertu d'une délégation de la commune; c'est un service public organisé par la commune agissant comme représentant de la puissance publique.

Ainsi se trouve constitué solidement le lien entre l'éclairage public et l'éclairage privé, alors qu'en vertu de la circulaire ministérielle qui mit fin à l'incident dit

des « routes nationales », il n'avait qu'un caractère fictif.

En effet, désormais, la concession d'éclairage public et la concession d'éclairage privé apparaissent comme corrélatives; il n'est plus possible de scinder dans les traités, les dispositions les concernant, elles forment un tout.

Quant au traité de 1855, dont nous avons dit que la nature juridique dépendait moins de ses termes que des caractères de l'industrie du gaz, il n'est plus, par suite, à considérer comme une permission de voirie à titre principal, mais bien maintenant comme un contrat de concession de travaux publics ou, à plus proprement parler, comme une concession de service public.

De même, les rapports entre la ville et la Compagnie Parisienne ne peuvent plus être envisagés sous le même angle.

Mais pourquoi considère-t-on que c'est à la commune qu'il appartient de pourvoir au besoin d'éclairage des habitants? Est-ce parce que ce besoin est plus utile? Non pas. Il est, en effet, d'autres besoins plus nécessaires dont la commune se désintéresse.

La véritable raison c'est que l'industrie du gaz ne peut se produire que sous forme d'entreprise collective utilisant le domaine public. Le fondement du monopole résidant ici dans le droit que possède la commune de se servir seule de la voie publique, ce droit pouvant être exercé, sous certaines conditions, par un tiers lié à la commune par un traité.

Et cela est si vrai que seule la distribution du gaz est service public, la fabrication ne l'est pas; de même qu'à l'origine, le monopole de fait dont jouissaient les pre-

mières compagnies n'était qu'un monopole d'un mode de distribution.

Il s'ensuit que, comme à l'origine, rien ne s'oppose à ce que les particuliers fabriquent le gaz dont ils ont besoin et même le vendent sous la réserve formelle qu'ils n'utilisent pas le domaine public.

Telle doit être considérée l'industrie gazière depuis 1890 et ainsi s'expliquent les tendances nouvelles du Conseil Municipal à partir de cette date.

LES POURPARLERS ENTRE LA VILLE ET LA COMPAGNIE
PARISIENNE DE 1890 A 1903 POUR RÉGLER LA QUESTION
DE L'ABAISSSEMENT DU PRIX DU GAZ ET LES CONDITIONS
DE TRANSFERT DE L'ACTIF EN 1905

Les commissions quinquennales de 1885 et 1890 n'ayant donné aucun résultat, une trentaine de conseillers municipaux, au cours de la séance du 2 juin 1890, demandèrent l'étude par la 3^e Commission de combinaisons permettant de donner satisfaction aux consommateurs.

Nous allons nous arrêter un peu sur le premier de ces projets dû à M. Sauton, car il est à l'origine du procès que la ville dut engager pour faire interpréter par le Conseil de Préfecture, l'article 51 du traité de 1870, dont nous avons déjà signalé les fâcheuses omissions lors des développements que nous lui avons consacrés.

Dans sa forme primitive, il consistait en ceci :

Le prix du gaz serait abaissé de 30 à 25 centimes et, en compensation la Compagnie Parisienne pourrait convertir ses obligations 5 % en 4 %, remboursables seulement à partir de 1906, mais par la ville.

Il n'était pas question notamment de proroger le traité.

Mais, au cours de la discussion devant le Conseil Municipal, il fut proposé un article additionnel donnant à la ville la faculté d'imposer à la Compagnie la continuation de son exploitation jusqu'au 31 décembre 1930.

L'on se préoccupa également de mettre au point les conditions dans lesquelles se ferait la prise de possession des usines et de la canalisation en 1906.

Par suite d'omissions fâcheuses, les rédacteurs du traité de 1870, ainsi que nous le savons, s'étaient montrés peu explicites sur cette importante question et il importait que la ville fût fixée à ce sujet.

La question, il est bon toutefois de le rappeler, était de savoir si, à l'expiration de la concession, la ville pourrait reprendre la canalisation sans indemnité et les usines moyennant un prix fixé à dire d'experts.

Or, la Compagnie invitée par le Préfet à préciser son point de vue à cet égard répondit qu'elle n'admettait ni le retour gratuit de la canalisation, ni l'abandon des usines et de tout l'actif.

A la suite de cette réponse, le projet Sauton fut abandonné et le Conseil Municipal, pour la première fois, invita l'Administration à étudier un projet de reprise par la ville de l'exploitation du monopole municipal du gaz. Mais l'Administration se borna à introduire un mémoire demandant l'autorisation de saisir le Conseil de Préfecture du désaccord existant avec la Compagnie du Gaz au sujet de la reprise en fin de concession de la canalisation et des usines. L'autorisation de plaider fut votée le 11 juin 1894 et l'instance engagée le 25 juillet 1895.

Tel fut le sort de cette première tentative.

Une deuxième tentative faite en 1898, sur la proposition de M. Paris, n'eut pas plus de succès. M. Sauton, qui fut encore chargé du rapport, concluait en même temps à inviter le Préfet :

1° A préparer un cahier des charges en vue de l'exploitation du gaz à partir de 1906 par une société fermière;

2° A obtenir de la Compagnie le règlement des conditions de transmission à la ville de l'actif de 1905.

Or, ses conclusions ne furent pas plus adoptées et de nouveau le Conseil invita le Préfet à régler la liquidation et la transmission de la Compagnie du Gaz et, dans le cas de désaccord, à proposer « les mesures définitives pour que le service de l'éclairage soit régi par l'Administration ».

Mais le Préfet proposa un nouvel arrangement à la Compagnie Parisienne sur les bases suivantes :

1° Retour gratuit de la canalisation à la ville;

2° Transfert du surplus de l'actif à la ville le 1^{er} janvier 1906, que le prix de la cession soit ou ne soit pas encore définitivement arrêté;

3° Nomination immédiate d'arbitres pour évaluer le montant de l'indemnité à verser par la ville à la compagnie pour prix de la cession de son actif, cette indemnité devant être calculée d'après la moitié de la valeur de l'actif au 1^{er} janvier 1906;

La Compagnie répondit que rien ne l'obligeait à remettre son actif à la ville au 1^{er} janvier 1906, que la base pour l'évaluation de l'actif indiquée au projet de traité était trop vague, enfin que, en droit, la ville devait payer la valeur de la moitié de la canalisation. Cepen-

dant, à titre de transaction, elle proposa d'accepter les conditions de la ville sous la réserve que l'indemnité de cession représentant la moitié de l'actif serait calculée d'après le bilan de la Compagnie en retranchant de ce bilan tout ce qui n'aurait pas sa représentation réelle au 1^{er} janvier 1906. En un mot, la ville devrait payer la moitié du prix d'achat ou de construction de toutes les installations existant au 1^{er} janvier 1906.

Mais le Conseil Municipal n'accepta pas de transiger sur ces bases, et d'accord avec le Préfet il décida qu'il y avait lieu de déterminer l'indemnité de cession d'après l'évaluation de l'actif à dire d'experts, et en cas de refus de la Compagnie qu'il convenait de reprendre l'instance engagée le 25 juillet 1895 relativement aux usines et à la canalisation, instance dont entre temps l'Administration s'était désistée.

Les choses en étaient là lorsque la Compagnie prit elle-même l'initiative de la reprise des pourparlers au cours de l'année 1900, en soumettant un projet de traité tendant à sa résurrection en 1906. Mais jugé trop onéreux pour la ville, le Préfet conclua à son rejet. Il ne fut même pas soumis au Conseil Municipal.

Un autre projet, discuté à la session extraordinaire de janvier 1901, n'eut pas plus de succès.

Le Préfet suspendit alors les négociations, voulant attendre le résultat de l'instance engagée entre la ville et la Compagnie.

Malheureusement, le Tribunal administratif se refusa à statuer. Malgré les conclusions du Commissaire du Gouvernement et en dépit de l'acquiescement de la Compagnie à un jugement immédiat, il déclara, en effet, que le litige n'était pas né et qu'il n'y avait pas intérêt ac-

tuel et immédiat à fixer les droits et obligations réciproques de la Compagnie et de la ville au 31 décembre 1905.

Le Préfet essaya alors de négocier de nouveau avec la Compagnie, mais comme toujours sans résultats appréciables, pendant que diverses propositions étaient, d'autre part, déposées sur le bureau du Conseil.

Toutes ces propositions furent renvoyées à la Commission qui, finalement, retint celles de MM. Chamon et consorts.

Aux termes de ce projet :

La Compagnie Parisienne cédait à la ville la totalité de son actif au 1^{er} janvier 1906, moyennant une somme de 100 millions et à la condition qu'elle prit à sa charge les dépenses de premier établissement faites ou à faire du 1^{er} janvier 1901 au 31 décembre 1905, jusqu'à concurrence de 5.500.000 francs. Quant au prix du gaz, la Compagnie consentait à l'abaisser à 0 fr. 20 à partir du 1^{er} janvier 1902 jusqu'au 31 décembre 1905, sous condition que la ville lui servirait, pendant ces quatre années, une indemnité compensatrice. A partir du 1^{er} janvier 1906, la ville concédait à une société nouvelle au capital de 100 millions, à créer par M. Chamon, pour 15 ans, avec faculté pour la ville de prolonger la concession par périodes de 5 ans jusqu'au 31 décembre 1915, l'usage de la totalité de l'actif qu'elle aurait repris à la Compagnie Parisienne, moyennant le paiement immédiat d'une somme de 90 millions.

Ce projet fut très vivement critiqué à l'Hôtel de Ville, néanmoins il fut approuvé après huit jours de discussions, le 17 janvier 1902.

La délibération du Conseil Municipal fut immédiatement soumise par le Gouvernement à l'examen du Par-

lement. Mais la Chambre, dans ses séances des 2 et 3 décembre 1902, refusa son approbation et le Gouvernement retourna le projet à M. le Préfet de la Seine, en l'invitant à appeler l'attention du Conseil Municipal sur l'inopportunité de mêler dans une seule discussion deux questions absolument distinctes : l'abaissement immédiat du prix du gaz et le nouveau régime à établir à partir du 1^{er} janvier 1905.

Dans ces conditions, le Conseil Municipal fut prié de prendre d'autres mesures pour qu'à partir du 1^{er} janvier 1903 les consommateurs du gaz dans Paris n'aient plus à supporter qu'une dépense de 0 fr. 20 au lieu de 0 fr. 30 par mètre cube de gaz consommé; il décida alors de leur rembourser 0 fr. 10 par mètre de gaz, si la Compagnie, s'en tenant rigoureusement à la lettre de son traité, continuait à exiger d'eux le paiement de 0 fr. 30 par mètre, ou bien de faire payer directement par la ville à la Compagnie, si celle-ci y consentait, les 0 fr. 10 dont le consommateur serait dégrevé.

C'est cette dernière combinaison qui fut admise par la Compagnie Parisienne.

Autrement dit, on prit l'argent dans la poche des contribuables, même de ceux qui n'utilisaient pas le gaz.

Pour faire face à la dépense qui en résultait pour elle, la ville de Paris sollicita un emprunt de 100 millions.

VERS LA RÉGIE INTÉRESSÉE

LES CONVENTIONS DES 12 JANVIER ET 31 DÉCEMBRE 1906.

En même temps qu'était réalisée la diminution du prix du gaz, le Conseil Municipal était convoqué pour

une séance extraordinaire à l'effet de reprendre l'étude de la question du régime futur du gaz.

A ce sujet, le Conseil avait déjà manifesté clairement son hostilité au renouvellement de la concession actuelle. Il entendait que la ville devienne, le 1^{er} janvier 1906, propriétaire du matériel de fabrication et de distribution du gaz et en confie l'exploitation à une Société fermière à bénéfices strictement définis et limités.

Néanmoins, la Compagnie Parisienne, qui persistait à penser qu'un projet comportant le renouvellement du traité était réalisable, crut devoir faire de nouvelles propositions en ce sens.

C'est ainsi que le 30 janvier 1903 elle remit à l'Administration un nouveau projet pouvant se résumer ainsi :

Prorogation de la concession actuelle pour 20 ans à partir du 1^{er} janvier 1906 ;

Remise gratuite à la ville des usines et du matériel à la fin de cette période ;

Partage égal des bénéfices après prélèvement par la ville de 0 fr. 02 par mètre cube représentant le droit d'octroi ;

Prix de 0 fr. 20 pour le gaz livré aux particuliers à partir du 1^{er} janvier 1903, avec possibilité pour la ville d'opérer une réduction quand les bénéfices à partager dépasseraient 25 millions.

Mais à la suite des pourparlers qui s'ensuivirent avec la ville, elle fut amenée à modifier ses propositions comme suit :

Fixation du prix du gaz livré aux particuliers à 0 fr. 20 pendant les sept premières années, à 0 fr. 15 pendant les sept années suivantes et à 0 fr. 16 pendant les six dernières années ;

Imputation, sur le compte d'exploitation, des annuités nécessaires pour payer l'intérêt et l'amortissement :

1° des 100.000.000 de francs représentant, à forfait, la part de la Compagnie dans le produit de l'actif à partager;

2° des obligations à émettre pour rembourser l'abaissement anticipé du prix du gaz et payer les travaux de premier établissement;

Attribution des bénéfices en totalité à la ville de Paris jusqu'à concurrence de 17 millions, attribution à la Compagnie du surplus jusqu'à concurrence d'un million;

Partage, par moitié, des bénéfices au delà de 18 millions;

Si la somme à partager par moitié venait à dépasser 10 millions, attribution à la ville de Paris des deux tiers de l'excédent au delà de ce chiffre, au lieu de la moitié;

Remise gratuite à la ville de Paris, en fin de concession, des usines et du matériel;

Or, le Conseil Municipal, dans sa séance du 3 juillet 1903, écarta ces propositions et vota le principe de l'exploitation en régie municipale, à partir du 1^{er} janvier 1906, du service de l'éclairage, du chauffage et de la force motrice par le gaz.

Dans la même séance il vota l'emprunt de 100.000.000 destinés à pourvoir aux charges de l'abaissement anticipé du prix du gaz, emprunt qui fut autorisé par la Chambre des Députés, dans sa séance du 21 janvier 1904, et par le Sénat, dans sa séance du 30 mars suivant. Sur cet emprunt de 100.000.000, une somme de 8 millions 400.000 était affectée au relèvement des salaires du personnel de la Compagnie, du 1^{er} janvier 1903 au 31 décembre 1905.

Puis, le 5 février 1904, le Conseil Municipal, convoqué en séance extraordinaire, prit une délibération portant que :

« Il serait pourvu à la constitution de l'actif de la Régie municipale du gaz : usines, matériel d'exploitation, approvisionnements, fonds de roulement et réserve, ainsi qu'aux frais d'émission au moyen d'un emprunt de 120.000.000 de francs. »

Une seconde délibération, du même jour, invitait le Préfet de la Seine à entrer en négociation avec la Compagnie Parisienne, « en vue de l'acquisition de sa part d'actif dans l'industrie du gaz, tel qu'il se comportera au 31 décembre 1905. »

La parole était maintenant au Parlement.

Or, le 25 octobre 1904, modifiant sur certains points le texte adopté à l'Hôtel-de-Ville, la Chambre des Députés vota le projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à emprunter cette somme de 120 millions et à organiser le service du gaz.

Quant au Sénat, laissant de côté la partie du projet concernant l'organisation de la régie, il se borna, dans sa séance du 23 février 1905, à autoriser l'emprunt, mais seulement pour 100.000.000 de francs.

Le projet de loi ainsi modifié fut renvoyé à la Chambre des Députés qui, dans sa séance du 13 novembre 1905, ne voulut pas renoncer à son premier vote. Mais le Sénat, consulté à nouveau, maintint, dans sa séance du 14 décembre 1905, le texte qu'il avait adopté une première fois le 23 février précédent.

Le gouvernement renonça alors à présenter de nouveau le texte remanié par le Sénat.



Devant l'impossibilité d'arriver, avant l'expiration de la concession de 1870, qui devait survenir quinze jours plus tard, à une organisation définitive du régime futur, l'Administration préfectorale entra en pourparlers avec la Compagnie à l'effet de savoir dans quelles conditions la liquidation de la Compagnie Parisienne accepterait de se charger de l'exploitation, à titre provisoire, pendant l'année 1906.

Au cours de ces négociations, les intéressés furent également amenés à régler les conditions de transfert à la ville de l'actif d'établissement.

Ces négociations aboutirent à une entente qui fit l'objet d'une convention le 12 janvier 1906.

Aux termes de cette convention :

L'exploitation du service du gaz pendant l'année 1906 était confiée provisoirement à la liquidation de la Compagnie Parisienne du Gaz.

La gestion provisoire était soumise, pendant cette période, à toutes les règles, obligations et charges qui résultaient, pour la Compagnie, du traité de 1870 et qui n'étaient pas en contradiction avec la nouvelle convention.

Le prix du gaz était abaissé à 0 fr. 20 pour les particuliers ; il restait fixé à 0 fr. 15 pour l'éclairage public.

Les sommes nécessaires pour le service de l'emprunt municipal de 100 millions autorisé par la loi de 1904 devaient être imputées sur les dépenses d'exploitation, ainsi que les redevances dues pour l'octroi et pour l'occupation du sous-sol.

La ville était autorisée à prélever sur le solde dispo-

nible du compte d'exploitation, un centime et demi par mètre cube de gaz vendu dans Paris, la moitié de l'excédent devait être attribuée, à titre de rémunération, à la liquidation de la Compagnie Parisienne, jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 millions.

En outre, d'après l'article 1^{er}, la ville de Paris et la liquidation de la Compagnie Parisienne reconnaissaient, à titre transactionnel, qu'elles étaient, au 1^{er} janvier 1906, copropriétaires indivises de l'actif d'établissement existant à cette date. Dans le but de mettre fin à cette indivision, les liquidateurs convenaient d'attribuer à la ville de Paris, à titre de licitation amiable, toute la part appartenant à la liquidation dans ledit actif et ce moyennant un prix de licitation fixé à forfait à 90 millions de francs, étant entendu que les sommes qui seraient versées par la ville à la liquidation ne seraient pas soumises au partage avec la ville. La ville se réservait, toutefois, dans l'article 3, la faculté de reculer éventuellement d'une année au maximum le versement de la moitié de cette somme.

Cette convention, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1906, devait être de plein droit nulle et non avenue, si elle n'était pas approuvée par les pouvoirs compétents avant le 1^{er} juillet 1906. Or, grâce à la diligence du Préfet de la Seine, elle le fut le 17 avril. La loi autorisait en même temps le Préfet à emprunter une somme de 105 millions pour lui permettre de payer les 90 millions dus à la liquidation et les frais.

Conclue pour un an, cette convention devait expirer le 31 décembre 1906. Mais l'année 1906 s'écoula encore sans qu'aucune décision n'intervienne sur le régime futur et le Préfet de la Seine se vit, de nouveau, contraint de de-

mander, le 20 décembre 1906, à la liquidation, de continuer d'assurer l'exploitation du gaz à partir du 1^{er} janvier 1907. Et c'est ainsi qu'une nouvelle convention fut signée le 31 décembre 1906, mais celle-ci sans durée fixe et résiliable à tout moment par la ville avec un préavis d'un mois. Elle se distinguait, en outre, de celle du 12 janvier, en ce que la ville recevait la totalité du solde disponible du compte d'exploitation à l'expiration de l'exploitation transitoire, après déduction de toutes les charges et dépenses comprenant notamment les charges des emprunts de 100 millions (loi du 10 août 1904) et de 105 millions (loi du 17 avril 1906), le remboursement des sommes avancées par la liquidation pour assurer l'exploitation transitoire du service du gaz, et la mise en réserve des sommes nécessaires pour faire face aux dépenses et charges de l'exploitation provisoire non encore liquidées.

Cependant le Conseil Municipal poursuivait, sans relâche, ses travaux.

Son projet de régie directe n'ayant pas été accueilli par le Sénat, il recherchait une solution intermédiaire entre la régie directe et la concession. Il la trouva dans le système de la régie intéressée et le 3 décembre 1906 il retenait les projets de convention et de régie intéressée présentés par M. Desplas. Une commission fut dès lors constituée immédiatement pour procéder à l'examen des propositions émanant de concessionnaires éventuels, parmi lesquelles cinq seulement furent retenues.

Peu après, le Conseil Municipal, dans sa séance du 9 février 1907, adoptait les textes définitifs de la Convention et du cahier des charges qui devaient régir la nouvelle exploitation et, le 8 mars suivant, sur le rap-

port de M. Desplas, désignait M. Francis Rouland comme successeur de la Compagnie Parisienne.

Aux termes du projet de convention et du cahier des charges adopté par le Conseil Municipal, dans sa séance du 9 février 1907, une Société anonyme, au capital de 30 millions de francs, devait être formée en vue d'assurer l'exécution de ces conventions et cahier des charges et sa constitution devait être réalisée avant la signature de ladite convention par le Préfet de la Seine.

Le nouveau concessionnaire se mit donc aussitôt à l'œuvre et, le 8 mai 1907, les actionnaires de la Société anonyme en formation sous la dénomination de « Société du Gaz de Paris » tenaient leur première assemblée générale constitutive au n° 9 de la rue Boudreau, siège de la Banque Française pour le Commerce et l'Industrie. Le 17 mai suivant, cette Société était déclarée constituée définitivement et le 29 juillet 1907 M. Rouland, tant en son nom personnel qu'au nom de la nouvelle Société, signait la Convention de Régie intéressée qui le chargeait du service exclusif de la production et de la fourniture du gaz dans Paris pour une durée de vingt années, à partir du 1^{er} septembre 1907. Le 20 du même mois, la convention avait reçu l'approbation des pouvoirs compétents, malgré l'opposition faite par le Conseil d'Etat qui, par deux fois, avait émis un avis défavorable.

Avant d'entreprendre l'historique de cette nouvelle exploitation, il nous reste à montrer ce que furent les résultats de l'exploitation transitoire qui dura un an et huit mois. En ce qui concerne l'année 1906, voici comment ils s'établissent :

Consommation : 373.082.462 mètres cubes.

Recettes du gaz : 68.093.203 fr. 23.

Nombre d'abonnés : 555.720.

Rappelons qu'en 1905 la Compagnie Parisienne avait livré à la consommation un volume de gaz de 394 millions 916.259 m³, soit 21.833.797 m³ de plus qu'en 1906 et que le nombre des abonnés au 31 décembre 1905 était de 579.388, soit 13.668 de plus qu'au 31 décembre 1906. Ces différences s'expliquent par le fait que, depuis le 1^{er} janvier 1906, le service du gaz dans la banlieue était assuré par une nouvelle Société, la Société d'Eclairage, Chauffage et Force Motrice, constituée en 1903.

Cette Société s'était substituée, pour la fourniture du gaz en banlieue, à partir du 1^{er} janvier 1906, aux deux Sociétés suivantes, dont les concessions expiraient à la fin de 1905 :

a) la Compagnie Parisienne du Gaz, qui desservait 60 communes, dont 49 dans la Seine et 11 en Seine-et-Oise;

b) la Société du Gaz Général, qui desservait 7 communes, dont 3 dans la Seine et 4 en Seine-et-Oise.

Par suite, tandis que la Compagnie Parisienne avait à desservir une population de 3.500.000 habitants, la gestion provisoire n'avait plus qu'à assurer le service de 2.700.000 habitants environ.

CHAPITRE IV

La Régie intéressée

La Société du Gaz de Paris et la Compagnie du Gaz de Paris

EXAMEN COMPARATIF DE LA CONCESSION, LA RÉGIE INTÉRESSÉE ET LA RÉGIE DIRECTE

Au début de ce chapitre, nous croyons devoir déterminer les traits essentiels de la Régie intéressée par la comparaison des trois formes d'exploitation (Concession, Régie intéressée et Régie directe) par lesquelles une commune peut assurer le fonctionnement d'un service public, celui du gaz par exemple, au triple point de vue :

- de la responsabilité de l'autorité concédante ;
- de la participation de l'autorité concédante aux bénéfices ;
- et enfin de la place laissée à l'initiative privée dans la gestion du service.

La concession consiste à confier l'exploitation du service à une entreprise privée, à charge par elle de construire à ses frais l'usine et le réseau de canalisation nécessaire, d'assumer les risques de l'exploitation et de se soumettre à un certain contrôle de la commune,

moyennant le droit pour cette entreprise de percevoir des redevances sur les usagers du service suivant un tarif homologué.

Avec la Régie intéressée, la gestion est également confiée à une entreprise privée, qui apporte son capital comme fonds de roulement, la commune devant fournir les sommes nécessaires pour la construction de l'usine et du réseau de canalisation et assumer en principe les risques.

L'entrepreneur est rétribué, le plus souvent, par une part des bénéfices ou des recettes ou des économies réalisées. Il exploite sous le contrôle direct de l'autorité concédante.

Quant à la régie directe, elle consiste, comme son nom l'indique, dans la gestion de la commune elle-même par l'entremise de ses fonctionnaires.

De ce qui précède, il résulte que la régie intéressée allie certains traits essentiels de la concession à d'autres de la régie directe.

C'est ainsi qu'elle participe des caractères de la régie directe aux points de vue de la responsabilité de l'autorité concédante et de sa participation dans les bénéfices.

Mais au point de vue de la place laissée à l'initiative privée, il n'en est plus de même. A cet égard, la Régie intéressée se rapproche de la concession. Assurément le Régisseur est soumis à un contrôle beaucoup plus rigoureux que le concessionnaire, ce qui va de soi, puisque la commune prend à sa charge les risques de l'exploitation, mais il dispose tout de même d'une certaine autonomie de gestion. Au point de vue des conditions de l'exploitation, l'on peut dire qu'entre la Régie intéressée et la concession il y a une certaine affinité.

Tels sont les caractères essentiels de cette nouvelle forme d'exploitation que Paris inaugura avec le Service public du gaz en 1907 et qui, plus tard, sera adopté successivement pour la plupart des autres Services publics départementaux ou communaux.

Nous allons maintenant analyser les principales dispositions de la Convention de Régie intéressée du 29 juillet 1907, puis, suivant le plan que nous avons adopté précédemment, nous montrerons successivement les progrès des moyens de production, de la canalisation et de la consommation au cours de cette nouvelle période.

LA CONVENTION DE RÉGIE INTÉRESSÉE DU 29 JUILLET 1907 ET SES PRINCIPAUX AVENANTS

Par ce nouveau contrat, la ville de Paris qui, depuis la convention du 12 janvier 1906, était propriétaire de tout l'actif mobilier et immobilier de la Compagnie Parisienne, chargeait « M. Rouland, qui acceptait, tant en son nom personnel qu'au nom de la Société qu'il s'était engagé à former à titre de Régisseur intéressé, du service exclusif de la production et de la fourniture du gaz dans Paris au moyen de canalisations sous les voies publiques pour l'éclairage, le chauffage, la force motrice et, en général, toutes les applications du Gaz dans Paris. »

Ce qui caractérise cette Convention, c'est donc qu'elle place l'industrie du gaz sous le régime de la régie intéressée, marquant ainsi dans son histoire administrative une nouvelle étape.

Le but de cette nouvelle transformation était de permettre que cette industrie, devenue d'intérêt général,

soit exploitée non au profit d'un seul, mais au profit de tous, en attribuant à la ville la majeure partie des bénéfices.

D'ailleurs, dans le préambule de la Convention, il est déclaré que « dans l'intention commune des parties contractantes, les présentes ont pour objet d'assurer au mieux des intérêts généraux parisiens, le service de la distribution du gaz dans Paris ».

Cette nouvelle Convention ne rappelle en rien les traités de 1846-1855 et 1870; nombre de ses dispositions sont toutes nouvelles.

L'Administration, en effet, n'intervient plus pour conférer simplement une permission de voirie à titre exclusif et imposer en contrepartie certaines obligations, mais elle intervient en qualité de propriétaire de l'industrie et pour en confier la gestion à un tiers sous son contrôle et sa surveillance moyennent une rémunération.

Parmi ces nouvelles dispositions, nous allons surtout examiner celles qui sont propres au nouveau régime : rémunération du Régisseur, détermination et attribution des bénéfices à la ville, opérations de premier établissement, modalités du contrôle municipal.

Ainsi que nous le savons, le système de la Régie intéressée est basé sur l'attribution au tiers chargé d'assurer le service, de primes destinées à l'inciter à bien gérer. Ce sont les primes de bonne gestion. Elles en constituent pour ainsi dire l'élément essentiel. Que pour une cause quelconque ces primes soient attribuées indépendamment des efforts faits par le Régisseur et le système cesse de fonctionner normalement.

Mais outre les primes de bonne gestion destinées à rémunérer ses efforts, le Régisseur qui apporte son ca-

pital comme fonds de roulement a droit aux intérêts de ce capital.

C'est ainsi qu'avant tout prélèvement soit au profit de la ville, soit au profit du Régisseur, l'article 27 de la Convention prévoit, dans son paragraphe 1^{er}, un premier prélèvement, destiné, sous le nom de rémunération ordinaire, à rémunérer, jusqu'à concurrence de 5 %, le capital actions du Régisseur.

La rémunération complémentaire, pour employer les termes mêmes de la Convention, c'est-à-dire les primes de bonne gestion, n'apparaît qu'après. Ses conditions d'attribution sont réglées par le paragraphe 2 du même article ainsi conçu :

« Chaque fois qu'auront été remplies les conditions indiquées à l'article 23, devant permettre de procéder à un abaissement d'un demi-centime du prix du gaz et ce alors même que la ville, bien que pouvant le réaliser, n'aurait pas effectivement réalisé cet abaissement, il sera alloué à la Société, en sus de sa rémunération ordinaire, une rémunération complémentaire de 150.000 fr. qui lui sera acquise annuellement jusqu'à l'expiration du traité à partir du 1^{er} juillet de l'année dans laquelle aura été abaissé ou aurait pu être abaissé le prix du gaz. »

Pour inciter la Société à obtenir un minimum de résultats, le même article ajoute, dans son dernier paragraphe : « Toutefois, les allocations supplémentaires seraient supprimées si, pour quelque cause que ce soit, les produits nets revenant à la ville étaient réduits au-dessous de 16 millions de francs ».

« Si ces produits étaient réduits, pour quelque cause que ce soit, au-dessous de 14 millions de francs, la rémunération ordinaire de la Société, au lieu d'être cal-

culée à raison d'un intérêt de 5 % sur 25 millions de francs, serait calculée à raison d'un intérêt de 4 % du dit capital ».

Ainsi, même la rémunération ordinaire pourra se trouver affectée par les résultats de la gestion de la Société.

Outre les rémunérations prévues par l'article 27, il est prévu que le Régisseur aura droit au produit effectif de la partie de son capital (5 millions) affectée à la garantie de sa gestion, soit approximativement 150.000 francs, puis à une indemnité de 100.000 francs, au taux de 5 %, qui était admis pour la portion du capital laissée dans l'entreprise.

Mais, il était stipulé que, dans le cas où le taux du revenu serait abaissé à 4 % par le jeu du dernier paragraphe de l'article 27, le complément forfaitaire du revenu du cautionnement serait abaissé lui-même à 50.000 francs.

De ce qui précède, il résulte que le Régisseur pouvait espérer toucher au maximum une somme de 1 million 650.000 francs, se décomposant comme suit :

Intérêt à 5 % du capital laissé dans l'entreprise (25.000.000)	1.250.000
Rémunération complémentaire	150.000
Intérêt du cautionnement de 5 millions.	150.000
Complément forfaitaire dudit cautionnement.	100.000
	1.650.000

et, en mettant les choses au pire, 1.200.000 se décomposant comme suit :

Intérêt à 4 % du capital de 25.000.000....	1.000.000
Intérêt du cautionnement de 5.000.000	150.000
Complément forfaitaire dudit revenu de 150.000 francs à 4 %	50.000
	1.200.000

Une autre caractéristique de la Régie intéressée est d'attribuer à la collectivité publique le produit net de la gestion, c'est-à-dire le solde qui apparaît, après prélèvement des sommes destinées à rémunérer le capital du Régisseur, et, le cas échéant, sa gestion, et déduction faite des dépenses d'exploitation.

Les conditions de cette attribution des bénéfices sont réglées par l'article 28, ainsi conçu :

« Après déduction des charges financières et des rémunérations de la Société, le reliquat net du compte général d'exploitation constituera le produit net de la gestion annuelle à remettre à la ville de Paris. Le montant sera payé de la façon suivante : le 20 décembre au plus tard il sera versé à la Caisse Municipale un acompte de 9 millions de francs. Le solde sera acquitté le 20 mars suivant au plus tard. Il sera infligé à la Société une amende de 1.000 francs par jour de retard dans les paiements dont il s'agit. »

Par le jeu de cette disposition, la ville encaissa annuellement, jusqu'en 1914, un peu plus de 20 millions de francs par an, tandis que la part du Régisseur ne pouvait pas dépasser, comme nous venons de le montrer, 1.650.000 francs.

Cette disproportion peut s'expliquer par le fait que le Régisseur fut mis en possession de l'actif mobilier et immobilier que la ville avait acquis de la Compagnie

Parisienne sans avoir à verser aucune redevance. Il n'eut, en effet, à racheter aux liquidateurs de cette Compagnie que les approvisionnements.

Cependant, il semble que l'on soit allé à l'encontre du but cherché, qui était de donner à la Société exploitante le stimulant indispensable à une bonne gestion, en ne faisant pas varier sa rémunération proportionnellement aux résultats.

En ce qui concerne les opérations de premier établissement (création, agrandissement ou transformation d'usines, développement du réseau de canalisation, etc.) elles font l'objet d'une réglementation très minutieuse aux points de vue des conditions de financement, des autorisations à obtenir par le Régisseur pour engager les dépenses correspondantes et de la tenue de la comptabilité.

Cinq articles sont en effet consacrés à cette question.

Sans respecter l'ordre de ces articles, nous mentionnerons d'abord l'article 16, qui divise les opérations de premier établissement en deux catégories : la première, comprenant les opérations courantes et normales dont la nécessité s'impose périodiquement et particulièrement chaque année, la seconde comprenant les opérations extraordinaires ayant pour cause des besoins ne se reproduisant pas périodiquement et particulièrement chaque année.

Il était à signaler, en premier lieu, car toute la réglementation en cette matière diffère selon qu'il s'agit d'opérations de la première ou de la deuxième catégorie.

C'est ainsi que, relativement aux opérations de la deuxième catégorie, l'article 10 dispose que la ville, pour faire face aux dépenses correspondantes, fera tout d'a-

bord emploi des capitaux disponibles provenant ou à provenir de l'actif de premier établissement et pourra subsidiairement recourir à des emprunts ou jusqu'à due concurrence à un prélèvement imputable sur le compte d'exploitation, prélèvement qui ne pourra dépasser deux millions de francs par exercice.

Il en est de même en ce qui concerne les autorisations à obtenir par le régisseur pour l'engagement des dépenses. Pour la première catégorie, seules les opérations de dépenses dépassant 2 millions de francs doivent être autorisées par arrêté préfectoral pris sur délibération conforme du Conseil Municipal. Chacune des opérations de la deuxième catégorie entraînant soit des recettes, soit des dépenses, est assujettie à une autorisation résultant d'un arrêté préfectoral pris également sur délibération conforme du Conseil Municipal.

En outre, il est stipulé que la Société adressera à la Préfecture, le 1^{er} octobre de chaque année, un état prévisionnel avec évaluation en recettes et en dépenses des opérations de premier établissement, état qui devra être détaillé par opérations en ce qui touche la deuxième catégorie.

Quant aux règles suivant lesquelles devra être tenue la comptabilité des recettes et des dépenses en cette matière, elles sont formulées par les articles 18 et 19.

Le premier de ces articles porte que seront inscrites :

1° Au compte général d'exploitation :

Les dépenses de premier établissement de la première catégorie jusqu'à concurrence de 2 millions de francs par an ;

2° Et au compte de premier établissement :

a) les dépenses de la première catégorie excédant 2 millions de francs pour une année;

b) les dépenses de la deuxième catégorie quel qu'en soit le montant;

c) toutes les recettes de premier établissement.

Il est prévu, en outre, qu'il pourra être inscrit chaque année en recette au même compte la somme maxima de 2 millions de francs par la ville de Paris, à prélever sur le compte d'exploitation et destinée à faire face, jusqu'à due concurrence, aux dépenses de premier établissement de deuxième catégorie, ainsi qu'il est stipulé à l'article 10 précité.

Le 2^e article, l'article 19, porte que dans le cas où une année les dépenses de premier établissement de la première catégorie à inscrire au compte général d'exploitation seraient inférieurs à 2 millions de francs, il n'en serait pas moins inscrit audit compte une dépense de 2 millions de francs et que le montant de la différence entre le chiffre de 2 millions de francs et le montant de la dépense effectuée serait portée en recette au compte spécial du fonds de réserve de premier établissement.

Une telle réglementation et le peu de liberté dont dispose le régisseur en cette matière ne doivent pas nous surprendre si l'on se rappelle que, sous cette forme d'exploitation, les travaux de premier établissement sont effectués aux frais de la collectivité publique.

La dernière question que nous nous sommes proposés d'étudier est celle des modalités du contrôle municipal. Nous venons de voir déjà une manifestation de ce contrôle à l'égard des opérations de premier établissement. Mais, à côté de ce contrôle, portant sur des actes dépassant les actes d'administration courants, la Convention

prévoit qu'il sera exercé sur l'ensemble de la gestion du régisseur un contrôle rigoureux et constant au double point de vue technique et financier.

L'organisation du contrôle fait l'objet d'un chapitre spécial, le chapitre VIII, ce qui montre l'importance de cette question.

Dans un premier article, il est d'abord prévu que la ville aura le droit de faire faire par ses agents toutes les vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la Convention et du cahier des charges particulières sont rigoureusement observées et que ses intérêts, ceux des consommateurs et du personnel sont sauvegardés; que tous les agents techniques ou administratifs délégués par le Préfet auront libre accès dans les usines et établissements de la société; et enfin que le Préfet pourra se faire représenter à toutes les assemblées générales d'actionnaires et à toutes les réunions du Conseil d'Administration.

Mais c'est surtout par l'organe d'une commission spéciale que va s'exercer le contrôle de la ville. En effet, à l'article 33, il est stipulé « qu'une Commission composée en nombre égal de membres du Conseil Municipal et d'agents administratifs, sera constituée par le Préfet avec mission de contrôler, d'une manière générale, l'exploitation du gaz. »

Enfin, pour compléter toutes ces mesures, la Convention comporte l'obligation pour le régisseur d'adresser au Préfet, le 1^{er} août de chaque année, la situation de ses comptes à la fin du semestre échu le 30 juin précédent, de lui soumettre, le 1^{er} mars de chaque année, le compte de l'année précédente et le 1^{er} octobre de chaque année

l'état général de ses prévisions budgétaires pour l'année suivante.

Comme l'on peut s'en rendre compte, le régisseur est soumis à un contrôle beaucoup plus rigoureux que le concessionnaire. Si cette différence se justifie par le fait que la collectivité publique assume tous les risques, on peut se demander toutefois si un tel contrôle ne finit pas par paralyser l'activité du régisseur.

Telles furent, dans sa rédaction primitive, les clauses essentielles de cette convention, car, comme nous le verrons par la suite, de nombreux avenants viendront successivement la modifier.

Ajoutons que la Convention du 29 juillet 1907, qui était conclue pour une durée de vingt années à partir du 1^{er} septembre 1907, imposait un capital de 30 millions de francs, dont 5 millions devaient être affectés à la garantie de sa gestion et 25 millions au fonds de roulement de l'exploitation, assimilait le personnel de la Société au personnel municipal et fixait le prix du gaz à 0 fr. 15 le mètre cube pour les fournitures faites à la ville et 0 fr. 20 pour les usages privés.

L'AVENANT DU 20 AOÛT 1921

Adaptée aux circonstances économiques du moment, la Convention de 1907, tant que ces circonstances ne se modifièrent pas, fonctionna normalement et jusqu'en 1914 la ville retira de l'exploitation du monopole du gaz, comme nous le verrons plus loin, en examinant les résultats financiers, des bénéfices intéressants.

Les clauses d'un contrat, qu'il s'agisse d'un contrat administratif ou d'un acte conclu entre particuliers,

sont en effet en principe déterminées par les circonstances économiques du moment où il est signé. On peut même dire qu'elles en sont comme le reflet.

Aussi, que le milieu économique vienne à se modifier, et le contrat cesse de produire normalement ses effets, son exécution peut même devenir ruineuse pour l'une des parties. Par exemple, une personne avait promis de faire des fournitures de marchandises pendant plusieurs années à tel prix ; survient un bouleversement économique tel que le commerçant, s'il continue d'exécuter le contrat, va tomber en faillite ; c'est ce que l'on appelle le problème de l'imprévision.

Or, c'est ce qui arriva avec la guerre de 1914-1918, qui atteignit si durement l'industrie gazière et provoqua un bouleversement dans l'économie des contrats, par suite notamment de la hausse considérable du prix des charbons ; aussi, nombreux furent les concessionnaires qui, pour échapper à la ruine, s'adressèrent aux autorités concédantes, voire aux tribunaux, pour obtenir un rajustement de leurs conditions financières.

Si l'on s'en était tenu à la lettre de l'article 1134 du Code civil, qui stipule que « les conventions sont la loi des parties », ce rajustement n'eut pas été admis par les tribunaux. Mais le Conseil d'Etat devait tirer de la notion de service public une conséquence importante en décidant dans l'affaire du Gaz de Bordeaux, par son arrêt célèbre du 30 mars 1916 (D. P. 1916, 3, 27) d'admettre pour la première fois la théorie de l'imprévision que la Cour de Cassation s'est toujours refusée à appliquer en matière civile. Il considéra avec juste raison que lorsqu'une Société est concessionnaire d'un service public,

ce qui importe au plus haut degré, c'est d'assurer la continuité du service public.

A Paris, toutefois, la situation ne se présentait pas de la même façon. La Convention de 1907 attribuait la totalité des bénéfices à la ville, aussi était-elle la première intéressée à sa révision et à mettre fin à la série des exercices déficitaires qui marquèrent toute la guerre et l'après-guerre malgré deux augmentations successives du prix du gaz, qui fut porté une première fois à 0 fr. 30 (avenant du 31 mars 1918) et, une deuxième fois, à 0 fr. 55 (avenant du 12 avril 1920).

Cette révision fit l'objet de l'avenant du 20 août 1921 qui transforma singulièrement le caractère primitif de la Convention de 1907.

Etant donné l'importance du bouleversement économique issu de la guerre, il ne s'agissait plus seulement, en effet, de majorer de nouveau le prix du gaz, mais d'assurer à l'exploitation une marche normale par l'apport de capitaux nouveaux et de la mettre à même de poursuivre, sans aucun retard, l'exécution des travaux nécessités par les besoins toujours croissants de la consommation. Les circonstances commandaient, en outre, d'établir la rémunération de la Société sur de nouvelles bases.

Cet avenant a donc une particulière importance.

Vu la hausse considérable des prix, il était évident que la trésorerie de la Société n'était plus en rapport avec l'importance du fonds de roulement qui lui était nécessaire et la valeur des approvisionnements qu'elle devait constituer. Il est donc d'abord prévu que le capital de la Société sera porté de 30 à 100 millions (article 1^{er}).

Il était aussi apporté quelques modifications aux dispositions relatives aux opérations de premier établissement.

C'est ainsi que le premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 10, qui stipulait que la ville, pour faire face aux dépenses de premier établissement de la deuxième catégorie pourra, subsidiairement, recourir à des emprunts, était complété par la disposition « réalisés soit directement par elle, soit sous sa garantie par les soins du régisseur » et prévoyait que l'annuité d'intérêt et d'amortissement correspondante sera constituée au moyen d'une surtaxe sur le prix du gaz.

Cet article comportait, en outre, un nouvel alinéa stipulant que les emprunts pourraient être contractés pour une durée supérieure à celle de la régie intéressée.

Relativement aux autorisations à obtenir par le régisseur pour l'engagement des dépenses concernant les opérations de la deuxième catégorie, il est à signaler également une légère modification. A ce sujet, la Convention de 1907 stipulait que l'autorisation devait résulter d'un arrêté préfectoral pris sur délibération conforme du Conseil Municipal. Or, l'avenant de 1921 décidait que, lorsque le montant de l'opération n'excédera pas 100.000 francs, l'autorisation résultera d'un arrêté préfectoral pris seulement sur avis conforme de la Commission de Contrôle.

Enfin, aux termes d'un nouvel article (l'article 19 *bis*) il était prévu que la ville pourra consentir à la Société des avances sur les fonds des emprunts municipaux affectés à l'exécution des travaux de premier établissement.

Le nouveau texte apportait également une modification notable au mode de rémunération de la Société.

En ce qui concerne la rémunération ordinaire, il en portait le taux à 6 % nets d'impôts et sans réduction aucune.

Quant à la rémunération complémentaire, qui avait été fixée à l'origine à la somme forfaitaire de 150.000 fr., il était prévu qu'elle serait calculée sur le résultat net d'exploitation suivant des taux dégressifs avec l'importance du bénéfice, sans toutefois qu'elle puisse excéder une somme globale représentant 4 % du capital de 100 millions. Cette rémunération complémentaire, bien que devant être variable, se stabilisa durant les dernières années de l'exploitation de la Société, par suite des circonstances économiques, à 4.000.000 de francs.

Enfin, avec cet avenant, nous voyons apparaître un nouveau mode de détermination du prix du gaz.

La Convention de 1907 fixait le prix du gaz à 0 fr. 15 le mètre cube pour les fournitures faites aux Services municipaux et à 0 fr. 20 le mètre cube pour les usages privés, sans qu'aucune possibilité d'augmentation ne soit envisagée.

Mais l'instabilité des circonstances économiques d'après-guerre ne permettait plus de conserver une formule aussi rigide, même pour une courte période d'années.

Aussi l'avenant de 1921 prévoit-il la fixation du tarif de vente de gaz par une formule d'index économique à trois termes, tenant compte des variations du prix du charbon, des sous-produits et de la main-d'œuvre, la première détermination du prix d'après cette formule devant avoir lieu le 1^{er} décembre 1921, pour être appli-

quée pendant l'année 1922 et ainsi de suite tous les ans.

Mais, pour éviter que l'application de cette formule d'augmentation automatique du prix du gaz ne conduise à procurer à la ville des bénéfices trop importants, il était spécifié que, lorsque le produit net revenant à la ville pour un exercice sera supérieur à 20 millions, le prix de vente du gaz sera abaissé d'autant de centimes qu'il eut été possible de la faire l'avant-dernière année précédant la mise en vigueur du nouveau tarif tout en laissant un produit net supérieur à 20 millions, sans pouvoir toutefois être abaissé au-dessous de 0,40, sauf si le produit net serait néanmoins resté supérieur à 30 millions.

Telles étaient les dispositions essentielles de cet important avenant, qui prorogeait en outre de 25 années la durée de la Convention de 1907, fixée primitivement à 20 années, la ville se réservant toutefois la faculté de résilier le contrat à la fin de la première période de dix années à dater du 1^{er} septembre 1927 et ensuite à l'expiration de chaque période quinquennale, moyennant un préavis donné deux ans à l'avance et le versement d'une annuité.

Signé le 20 août, il fut approuvé par le Président de la République par décret du même jour.

LES AVENANTS POSTÉRIEURS A CELUI DU 20 AOUT 1921

A l'avenant du 20 août 1921, qui était le cinquième, sont venus par la suite s'en ajouter cinq autres, dont trois méritent d'être mentionnés. Sous l'action de divers facteurs d'ordre économique et surtout monétaire, les prix continuèrent en effet à monter et, dès 1925, la ville,

afin de permettre à la Société de poursuivre son développement industriel, décida, par un nouvel avenant, en date du 10 juillet, d'autoriser la Société à percevoir, au profit du fonds de réserve de premier établissement, le produit d'une majoration temporaire sur le montant des quittances ou mémoires pour fournitures de gaz. Le taux de cette majoration était fixé pour quatre années à dater de sa mise en vigueur à dix centimes au maximum par mètre cube.

Mais, en contre-partie, les dispositions du dernier alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 22 de l'avenant du 20 août 1921, relatif à la fixation du tarif de vente du gaz par une formule d'index économique, cessaient d'être applicables pendant la durée de perception de cette majoration temporaire.

Cet alinéa portait que le prix calculé au moyen de la formule d'index pouvait être majoré des surtaxes nécessaires pour constituer tout ou partie de l'annuité d'intérêt et d'amortissement des emprunts.

En outre, il était spécifié que les sommes ainsi perçues seraient portées en recettes au compte spécial du fonds de réserve de premier établissement et qu'elles ne seraient pas prises en compte dans la détermination du résultat net d'exploitation servant de base à la fixation de la rémunération complémentaire.

L'évolution des prix nécessita, en outre, une modification de la formule d'index introduite dans la convention de 1907 par l'avenant de 1921, pour la fixation du prix du gaz. Cette modification fit l'objet de l'avenant n° 8 du 11 août 1926. Elle consistait dans l'adoption de nouveaux coefficients et l'adjonction d'un nouveau terme. En outre, alors que l'avenant de 1921 prévoyait que

la révision du prix du gaz se ferait annuellement, le nouvel avenant décidait qu'elle aurait lieu semestriellement en juin et en décembre de chaque année, pour le semestre suivant, sauf si des variations exceptionnelles dans les valeurs des termes de la formule entraînaient une variation du prix du gaz excédant 10 %, auquel cas il serait procédé à une révision immédiate.

Une autre innovation consistait dans la création d'un « compte d'équilibre » auquel serait inscrit le produit du nombre de mètres cubes de gaz vendu pendant un semestre par la différence existant entre le prix de vente effectif et la valeur réelle du mètre cube de gaz. Ce produit serait inscrit au crédit ou au débit du compte d'équilibre selon que cette différence serait positive ou négative.

Cet avenant du 11 août 1926 fut approuvé par le Président de la République par décret du même jour.

Le troisième avenant qui nous reste à signaler fut signé le 22 juillet 1929 et approuvé également par décret du même jour. Il avait pour objet de proroger de deux ans la perception au profit du fonds de réserve de premier établissement du produit de la majoration temporaire établie par l'avenant du 10 juillet 1925 sur le montant des quittances ou mémoires pour fournitures de gaz.

NATURE JURIDIQUE DE LA CONVENTION DE 1907 AU POINT DE VUE DU DROIT PRIVÉ

Pour les traités antérieurs de 1846, 1855 et 1870, il s'agissait pour nous de déterminer leur nature juridique du point de vue du droit administratif, c'est-à-dire de

savoir s'ils constituaient une permission de voirie ou un contrat de concession de travaux publics. On pouvait en effet avoir quelque hésitation à ce sujet. Mais, avec le traité de 1907, il n'en est plus de même, nous savons qu'il constitue, ainsi que les parties le définissent elles-mêmes (art. 1^{er} du traité) un contrat de régie intéressée, nouveau mode d'exploitation d'un service public. Ce que nous nous proposons ici, c'est de rechercher à quel contrat de droit civil il correspond.

Un contrat administratif présente, en effet, toujours quelque analogie avec un contrat de droit privé.

C'est ainsi que les auteurs assimilent souvent le contrat de concession de service public au contrat de louage d'ouvrage des articles 1710, 1779 et 1787 du Code civil.

Mais encore faut-il établir une distinction.

La concession peut être faite à charge par le concessionnaire de construire de nouvelles usines ou de nouvelles canalisations, qui resteront la propriété de la collectivité publique à l'expiration de la concession. En ce cas, il y a bien louage d'ouvrage ou marché.

L'acte de concession peut aussi porter sur un service déjà établi, de sorte que le concessionnaire n'a qu'à l'assurer. En ce cas, il y aurait simplement un bail d'immeubles.

Mais, dans le cas particulier qui nous intéresse, la ville de Paris reste seule maîtresse du service du gaz, dont elle se réserve non seulement la propriété, mais encore la jouissance, puisqu'elle recueille l'intégralité des produits. Elle se borne à charger la Société de gérer le service sous son contrôle et sa surveillance et à la rémunérer pour cette gestion.

Or, ceci est incompatible avec le bail dont l'élément essentiel consiste dans la transmission de la jouissance, au profit du preneur. Bien que, dans certaines de ses clauses, l'acte qualifie le traité de « bail », il ne présente en aucune de ses parties le caractère d'un acte translatif de jouissance au profit de la Société, celle-ci n'étant détentrice de l'actif gazier que pour le compte de la ville et à charge de lui en reverser tous les produits nets.

Il faut donc ici trouver autre chose, et nous le trouvons à l'article 1984 du Code civil, relatif au mandat, acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le régisseur intéressé n'est pas, en effet, autre chose qu'un mandataire salarié, le mandant étant alors une collectivité publique. Bien que, sur certains points essentiels il en diffère, le contrat de régie intéressée ne constitue donc, en quelque sorte, qu'un louage de services.

Mais ce serait une erreur de croire que les règles du droit civil doivent s'appliquer automatiquement. En effet, pour déterminer la situation juridique du concessionnaire du service public ou du régisseur intéressé, il n'y a rien à chercher dans le droit privé. Tout est de droit public.

C'est ainsi que les obligations qui résultent pour un entrepreneur d'un contrat administratif sont régies par des règles plus strictes que celles qui régissent les obligations résultant d'un contrat de droit privé et cela parce que l'intérêt général est en jeu. Il est indispensable en effet qu'il exécute ses obligations de manière à ne pas compromettre le fonctionnement du service pu-

blic dont il a la charge. L'Administration est elle-même obligée d'une manière plus stricte.

Certes, les règles spéciales applicables en matière de contrats administratifs sont inspirées du droit civil, mais l'on a fait plus appel aux idées qu'aux textes pour en tirer des conséquences différentes de celles que le droit privé a tirées pour les rapports de particulier à particulier.

Après cet examen de la convention et cet exposé juridique, nous allons reprendre l'histoire du développement de l'industrie gazière à Paris avec la Société du Gaz de Paris, qui commença son exploitation le 1^{er} septembre 1907, M. de Selves, alors Préfet de la Seine, ayant, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 12 juillet 1907, dénoncé à la liquidation de la Compagnie Parisienne, la convention réglant le régime transitoire pour le 31 août 1907.

MODERNISATION ET CONCENTRATION DES MOYENS DE PRODUCTION.

DÉVELOPPEMENT DE LA CANALISATION.

Au 1^{er} septembre 1907, il y avait neuf usines en service qui se répartissaient comme suit :

Dans Paris : La Villette, Passy, Vaugirard, Ivry et Saint-Mandé.

Hors Paris : Boulogne, Alfortville, Clichy et Le Landy.

Vers 1890, ces usines étaient équipées de manière à pouvoir faire face à une consommation annuelle pouvant aller jusqu'à 400.000.000 de mètres cubes.

Mais, en 1907, leur état et celui du matériel laissaient beaucoup à désirer.

Du jour où elle fut convaincue que la concession ne lui serait pas renouvelée, c'est-à-dire à partir de 1890, la Compagnie Parisienne avait, en effet, renoncé à tout effort. Non seulement rien de nouveau ne fut plus créé, mais l'entretien même des Etablissements fut négligé.

Aussi s'ouvrit, dans le développement de l'exploitation du gaz à Paris une solution de continuité fort regrettable, lacune d'une quinzaine d'années, dont la fâcheuse répercussion fut d'autant plus sensible qu'elle se produisit à une époque où les besoins de confort commençaient à se faire plus impérieusement sentir et où prenait naissance le concurrent que devait être quelques années plus tard l'électricité.

C'est là, précisément, ainsi que nous l'avons déjà dit, un des plus grands défauts du système de la concession. En effet, le concessionnaire prenant à sa charge les travaux de premier établissement, il ne fera les dépenses nécessaires que dans la mesure où il sera assuré de profiter du rendement pécuniaire qui doit en résulter. Or, si celui-ci ne doit se réaliser qu'après l'expiration de la concession, il renoncera à faire la dépense qui s'impose.

Mais il serait injuste de rendre uniquement responsable de cette situation la Compagnie Parisienne, qui n'a fait, d'ailleurs, qu'agir conformément à ses intérêts, ce qui est humain. Le grand responsable fut le Conseil Municipal, à qui il fallut, pour n'avoir pas voulu séparer la question du prix du gaz de celle du régime futur, plus de dix années de discussions stériles pour mettre au point ce nouveau régime, dix années pendant lesquelles le développement industriel du gaz subit à Paris

un temps d'arrêt, alors que les progrès de la fabrication allaient cependant à une allure rapide et que les besoins de la consommation croissaient sans cesse.

Au point de vue de la fabrication du gaz, la nouvelle Société se trouvait donc en présence d'une situation très grave, à laquelle il fallait qu'elle remédiât sans tarder pour pouvoir faire face aux besoins de la consommation.

C'est ainsi qu'aussitôt après sa prise de possession et après avoir paré au plus pressé, elle se préoccupa de rénover son matériel et de reconstituer sa puissance de fabrication, devenue insuffisante, en mettant sur pied un programme de travaux dont elle entreprit immédiatement la réalisation.

Ce programme mérite une mention spéciale, car il marque une nouvelle tendance au point de vue technique.

Abandonnant le principe de l'alimentation en gaz par quartier qu'avait toujours conservé la Compagnie Parisienne, la Société adopta le principe de la distribution par feeders à haute pression, rendant ainsi le réseau indépendant de la situation des usines.

Aussi, tandis que la Compagnie Parisienne avait dispersé ses moyens de production, le Régisseur de 1907 visa à les concentrer en supprimant les usines intra-muros dont la situation n'était pas favorable à une bonne exploitation aux points de vue de la réception des matières premières et de l'expédition des sous-produits et en modernisant les mieux situées.

Outre que cette nouvelle politique devait permettre de libérer une superficie totale d'environ 30 hectares de terrains, qui seront remis à la ville de Paris pour la cons-

truction d'immeubles modernes et la création de vastes espaces libres, elle devait avoir pour conséquence d'entraîner une importante réduction des dépenses d'exploitation.

Le programme des travaux comportait ainsi :

La désaffectation de six usines anciennes : Boulogne, Alfortville, Passy, Vaugirard, Saint-Mandé et Ivry.

La modernisation des usines de la Villette et de Clichy.

La modernisation de l'usine du Landy.

La construction d'une nouvelle usine au Cornillon.

La refonte du réseau de distribution par l'installation de feeders à haute pression et de stations de compression.

Malheureusement, ce programme ne pourra pas être exécuté aussi rapidement que la situation l'exigeait. La Société devra même renoncer, faute de moyens financiers, à la construction de la plus grande partie de l'usine du Cornillon dont elle ne réalisera que la première phase des travaux.

C'est qu'en effet sept ans après l'entrée en fonctions de la Société la guerre devait ouvrir une ère de difficultés sans précédent, difficultés qui ne cesseront d'ailleurs pas après la cessation des hostilités.

Ainsi la modernisation de l'usine de la Villette, commencée en 1910, ne put être achevée qu'après 1922 et celle de Clichy qu'en 1932. Quant à la construction de l'usine du Cornillon, commencée en 1909, elle ne sera terminée qu'en 1929 et seulement pour la première phase des travaux.

Les puissances nominales de ces usines sont les suivantes :

La Villette	445.000 m ³
Clichy	585.000 m ³
Landy	775.000 m ³
Cornillon	145.000 m ³
soit une puissance nominale totale	_____
de	1.950.000 m ³

La capacité gazométrique dut, par suite, être considérablement augmentée. Nous signalerons notamment l'installation, aux usines du Cornillon et de la Villette, de gazomètres télescopiques et hydrauliques de 225 milles mètres cubes.

En ce qui concerne les extinctions des usines extra-muros, elles eurent lieu effectivement :

- Celle d'Alfortville en 1910,
- Celle de Boulogne en 1914,
- Celle de Passy en 1927,
- Celle de Vaugirard en 1929,
- Celle de Saint-Mandé en 1931.

et celle d'Ivry en 1933.

La distribution du gaz à l'eau, longtemps interdite à Paris, ayant été autorisée à la suite de l'avis favorable émis le 31 octobre 1919 par le Conseil Supérieur d'Hygiène, toutes les usines furent, en outre, dotées d'ateliers spéciaux pour la fabrication d'un tel gaz.

A cet égard, voici quelles étaient les puissances nominales des usines en 1934 :

Villette	180.000 m ³
Clichy	90.000 m ³
Landy	395.000 m ³

Comme conséquence de la concentration des moyens de production, la Société dut créer un réseau important de canalisations à haute pression destiné à amener jus-

qu'aux centres de distribution des quatre usines à désaffecter le gaz produit dans les usines du Landy et du Cornillon.

Ce réseau ne put également être achevé qu'après les hostilités.

L'extension prise par l'éclairage à haute pression obligea, d'autre part, la Société à créer tout un réseau de canalisations spéciales et deux grands postes de compression au niveau du sol, dans les anciens marchés du Temple et de Saint-Didier.

La longueur des canalisations de gaz comprimé est passé :
de 4 km. en 1910
à 100 km. en 1914.

Restée stationnaire pendant la guerre, elle a atteint :
140 km. en 1921
177 km. en 1922
229 km. en 1923

Signalons enfin que la Société renforça le réseau par la pose de nombreuses canalisations maîtresses de 1 mètre de diamètre.

La longueur totale de la canalisation était, au 1^{er} septembre 1907, de 1.740.208 mètres.

Elle a atteint successivement :

1.876.757 mètres en	1910
2.116.032	— 1915
2.169.661	— 1920
2.363.217	— 1925
2.479.459	— 1930
2.643.940	— 1935
2.636.085	— au 31 août 1937

terme de l'exploitation de la Société du Gaz de Paris,

soit une augmentation totale de 895.877 mètres, dont un peu plus de 50 kilomètres de conduites maîtresses.

Pour faire face aux dépenses nécessitées par tous ces travaux, il dut aussi être contracté toute une déerie d'emprunts par la ville de Paris ou par la Société avec la garantie de la ville, savoir :

1° Un emprunt de 205.000.000 de francs émis par la ville de Paris en 1912;

2° Un emprunt de 58.500.000 francs à 5 %, émis le 17 décembre 1923 par la Société;

3° Un emprunt de 114.250.000 francs à 7 %, émis le 7 octobre 1925 par la Société;

4° Un emprunt de 160.762.000 francs à 6 %, émis en 1927 par la Société;

5° Un emprunt de 166.551.833 francs, réalisé en 1930 et dont 81.250.000 francs furent souscrits à la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse.

Cet emprunt était en partie destiné au remboursement anticipé de l'emprunt de 6 % émis en 1927;

6° Un emprunt de 48.500.000 francs souscrit par la ville de Paris :

a) Au près de la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse les 7 et 26 septembre 1931, pour un montant nominal de 41.993.965 francs;

b) Partie d'un emprunt public de 176.000.000 de francs émis en 1930 représentant, pour la part de la Société du Gaz, un nominal de 6.006.034 fr. 80;

7° Un emprunt de 48.500.000 francs réalisé à concurrence de 26.000.000 de fr. au moyen d'un traité passé par la Ville le 12 juin 1935 avec le Crédit Foncier de France.

Comme l'on peut s'en rendre compte, l'exploitation du

gaz de Paris a entraîné, au cours de cette période, de nouvelles immobilisations considérables qui l'ont grevée lourdement. Heureusement, une grande partie a pu être amortie, mais la charge annuelle était encore de l'ordre de 40 millions en 1937, terme de l'exploitation de la Société.

EVOLUTION DES UTILISATIONS ET DE LA CONSOMMATION
DU GAZ ET DES SOUS-PRODUITS.

LA BAISSÉ DE LA CONSOMMATION DU GAZ
A PARTIR DE 1929; SES CAUSES.

Nous avons vu qu'au cours de l'exploitation de la Compagnie Parisienne, le gaz s'orientait de plus en plus vers le chauffage domestique et industriel, ce qui se traduisait par une augmentation progressive de la consommation de jour; vers 1900, celle-ci représentait déjà presque 40 % de la consommation totale. Mais, concurremment avec le développement de ces emplois nouveaux, l'éclairage au gaz continuait à gagner du terrain.

Après 1907 il n'en est plus de même; progressivement l'éclairage au gaz perd du terrain au profit de l'électricité pour disparaître presque complètement au lendemain de la guerre 1914-1918. Mais, heureusement, l'extension considérable tant des emplois domestiques du gaz pour la cuisine et le chauffage que des emplois industriels, compense largement la perte causée par la concurrence électrique.

En 1913, la consommation annuelle du gaz pour l'éclairage atteignait environ 200.000.000 de m³

En 1931 elle tombe à 45.000.000 de m³

soit, de ce chef, une réduction de
consommation annuelle de 155.000.000 de m³

En 1931, à Paris, l'émission totale
a atteint 537.000.000 de m³
contre, en 1913..... 457.000.000 de m³
soit une augmentation de 80.000.000 de m³

Il résulte de ces chiffres que non
seulement la perte sur l'éclairage de. 155.000.000 de m³
a été récupérée entièrement par l'aug-
mentation sur le chauffage, mais que
la consommation totale s'est encore
trouvée augmentée de 80.000.000 de m³

Ainsi, l'accroissement total de la consommation de
gaz pour le chauffage domestique et industriel a été
de 1913 à 1931 de :

225.000.000 de mètres cubes.

Si les progrès réalisés par le gaz au cours de cette
période furent favorisés par le développement des be-
soins de confort et, jusqu'en 1925, la presque absence
de concurrence, du moins en ce qui concerne les nou-
velles applications ils furent aussi dus aux efforts de la
Société, efforts qui, comme ceux de la Compagnie Pari-
sienne, méritent un développement spécial.

Au début de la nouvelle exploitation, le gaz pouvait
encore lutter efficacement contre l'électricité dans le do-
maine de l'éclairage, la concurrence de l'électricité
s'exerçant surtout, à cette époque, auprès des abonnés
aisés. En outre, le gaz surpressé pouvait rendre les
mêmes services que sa rivale pour l'éclairage des grands
espaces.

C'est ainsi que la Société s'employa, aussitôt après sa
prise de possession, à généraliser l'emploi du gaz dans

les habitations à bon marché en prêtant gratuitement des plafonniers et à faire adopter le gaz surpressé pour l'éclairage des rues et des grands établissements : halls, cafés, restaurants, magasins, etc.

Mais c'est surtout à développer les applications du gaz à la cuisine, puis plus tard au chauffage central qu'elle consacre tous ses efforts.

L'application du gaz à la cuisine constituait, en effet, pour la Société, un vaste champ d'action. Elle continua d'abord d'appliquer le système du prêt des réchauds pratiqué par la Compagnie Parisienne, puis elle adopta le système de la location simple et enfin celui de la location-vente. Vers la fin de son exploitation, elle cherchera surtout à favoriser l'achat direct par les abonnés d'appareils modernes.

Parallèlement, elle ouvrit successivement des cours de cuisine gratuits, 45, rue La-Fayette, 92, boulevard Raspail, 71, rue de la Pompe et 129, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

Après la guerre de 1914-1918 elle porta, en outre, son activité sur le développement du chauffage central au gaz, longtemps considéré comme un luxe, d'abord en faisant des démarches auprès des architectes et en incitant les constructeurs à créer de nouveaux types d'appareils, puis, lorsque l'électricité commença à devenir un concurrent dangereux dans ce domaine, en instituant des tarifs spéciaux.

Enfin, la Société s'attacha, avec non moins d'activité, à développer les usages industriels en faisant une active propagande auprès des maisons susceptibles d'adopter le gaz et à partir de 1930, devant la concurrence de plus en plus grande des autres modes de chauffage (électri-

cité, mazout), en instituant également des tarifs spéciaux.

Comme l'on peut s'en rendre compte, la nouvelle Société ne ménagea pas non plus ses efforts, mais ainsi que nous l'avons dit plus haut, le développement des besoins de confort contribua beaucoup aussi à développer l'usage du gaz dans ses nouvelles applications, surtout après la cessation des hostilités en 1918, où une véritable passion de bien-être, favorisée par l'augmentation des salaires, s'empara de tous les milieux.

C'est ainsi que le nombre des abonnés, qui était de 572.136 en 1907, ne cessa de s'accroître au cours de cette période. Il s'éleva successivement à :

653.540 en 1910

710.065 en 1915

781.300 en 1920

863.291 en 1925

938.169 en 1930

1.018.022 en 1935

et 1.028.998 au 1^{er} août 1937

soit une augmentation totale de 456.862.

Cette augmentation considérable du nombre des abonnés est surtout due aux progrès réalisés par les applications domestiques du gaz. En effet, sur 1.028.998 abonnés que comptait la Société au terme de son exploitation en 1937, plus de 900.000 n'utilisaient le gaz que pour des usages domestiques, c'est-à-dire pour la cuisine, le chauffage de l'eau, le chauffage des appartements, le repassage ou la production du froid pour la conservation des aliments.

L'application du gaz à la cuisine est de beaucoup la plus importante. On peut dire que, pratiquement, les ar-

chitectes ne prévoient plus de cuisinières à charbon dans les appartements des immeubles qu'ils construisent actuellement et qu'ils équiperont les cuisines pour l'usage du gaz. Voici quelques chiffres :

Cuisines équipées au gaz, mises en service de 1931 à 1933 inclusivement : 64.465.

Soit en moyenne par an : 16.116.

Cuisines au gaz mises en service en 1935 seulement : 16.903.

En 1924 il y avait en service à Paris 528.940 réchauds à deux foyers prêtés gratuitement par la Société du Gaz de Paris, mais un grand nombre de ces appareils a été depuis remplacé par des appareils plus perfectionnés.

En ce qui concerne le chauffage de l'eau, notons qu'il y a un peu plus de 100.000 chauffe-bains à Paris; le nombre des chauffe-bains mis en service de 1932 à 1934 dans les immeubles neufs s'est élevé à 5.334.

Soit en moyenne par an : 1.778.

Et en 1935 à 3.582, soit près du double de la moyenne des trois années précédentes.

En plus des chauffe-bains, 7.550 chauffe-eau de 8 litres à accumulations ont été placés de 1932 à 1935, soit à une cadence régulière de 2.000 appareils environ par an.

Dans le domaine du chauffage des appartements, les progrès réalisés sont également appréciables.

De 1932 à 1934, 10.169 radiateurs du type : Société du Gaz de Paris ont été mis en service, à une cadence moyenne de 2.500 appareils par an; en 1935, il en a été posé 2.230; au 1^{er} janvier 1936 il y avait en service à

Paris 46.000 radiateurs type Société du Gaz de Paris et environ 50.000 appareils d'autres modèles.

En ce qui concerne le chauffage central par chaudière à gaz, les progrès sont plus lents, cette application ne s'adressant qu'à une catégorie assez restreinte d'abonnés.

A la fin de 1935, le nombre des installations en service était de 2.210.

L'application du gaz en repassage est toute récente et son développement, contrarié par la faveur évidente dont jouissent les fers électriques auprès du public, n'a pas encore pu faire des progrès appréciables. Néanmoins, il a été placé en 1934 et 1935 : 1.780 fers à repasser au gaz.

Il en est de même des appareils à gaz pour la production du froid (frigidaire), dont 221 ont été placés en 1932, 361 en 1933, 352 en 1934 et 422 en 1935.

Par contre, les abonnés parisiens qui utilisent le gaz pour des usages industriels sont relativement peu nombreux (95.000 environ) par rapport au total des abonnés. Les applications pour lesquelles ils emploient le gaz sont extrêmement variées. Nous allons citer les principales :

Industries et commerces alimentaires : restaurants, hôtels, cafés.

Cuisines collectives : écoles, hôpitaux, casernes, charcuteries, rôtisseries.

Boulangeries, pâtisseries, glaciers, confiseries.

Torréfaction du café, des arachides, du cacao.

Industrie du vêtement : tailleurs, chapeliers, teinturiers, blanchisseurs.

Imprimeurs : photogravure.

Industrie des métaux : fonderie, laminage, étirage.

Petite mécanique, décolletage, emboutissage.

Étamage, nickelage chromage, bronzage, dorure.

Orfèvrerie.

Industrie céramique : verrerie, émaillage, vernissage.

Produits chimiques et pharmaceutiques :

Art médical et hygiène : stérilisation, prothèse dentaire, coiffeurs, etc.

Il nous reste maintenant à voir comment, pendant cette même période évolua la consommation. Or, à ce point de vue, il y a deux périodes à distinguer :

La première, qui va de 1907 à 1929, pendant laquelle la consommation ne cessa de croître à l'exception des années de guerre où elle baissa sous l'effet des mesures de rationnement imposés par les autorités et de l'année 1926 qui accuse une régression due aux restrictions des abonnements consécutives à l'augmentation générale du coût de la vie et au ralentissement des affaires qui s'était manifestée au cours de cette année.

A part cela, la consommation augmente sans cesse d'année en année; alors qu'elle s'élevait à 371.156.556 mètres cubes en 1907, elle atteignait le chiffre de 551 millions 87.232 m³ en 1929, soit une augmentation de 179.930.676 m³.

La deuxième période, qui va de 1929 à 1937, dernière année de l'exploitation de la Société du Gaz de Paris, est marquée au contraire par la régression constante de la consommation, régression qui était de l'ordre de 100.000.000 de mètres cubes en 1937.

Si cette situation est imputable pour une grande part à la crise économique qui s'est abattue sur le monde

depuis 1929, elle tient aussi à des causes propres à cette industrie.

Il faut d'abord y voir les effets de la concurrence de plus en plus active des autres modes de chauffage : l'électricité, qui tend à prendre la place du gaz à la cuisine et pour le chauffage de l'eau ; le chauffage urbain qui, au fur et à mesure qu'il se développe, lui enlève non seulement le chauffage de l'eau à la cuisine, mais aussi celui des appartements, le mazout enfin, combustible de provenance étrangère, qui lui a enlevé la presque totalité des fours de boulangerie et de très nombreux fours industriels.

Spécialement, en ce qui concerne Paris, elle tient aussi au fait que l'activité de la Société était limitée à l'enceinte même de la capitale, ce qui lui interdisait toute extension de sa zone d'action, autrement dit son activité était subordonnée aux mouvements de la population parisienne.

Or, depuis 1930, non seulement cette population a décro (le recensement de 1936 a accusé une diminution de 62.300 unités par rapport à celui de 1931), mais, en outre, nombreux sont les Parisiens qui, ces dernières années, ont pris l'habitude de quitter l'été la capitale sinon tous les soirs, du moins tous les samedis soirs pour rejoindre une villa en banlieue ou un modeste pied-à-terre, habitude qui n'est que la conséquence du développement des moyens de transport, de l'automobile notamment, et de l'élévation du **taux des salaires**.

Il faut tenir compte aussi de la tendance de plus en plus marquée de la petite industrie à se déplacer de Paris vers la banlieue.

C'est ainsi que non seulement les pointes d'été se sont

creusées, mais que les maxima d'hiver sont restés stationnaires.

En matière d'éclairage public, les progrès réalisés sont non moins intéressants. En effet, si le bec Auer n'a pu empêcher la concurrence électrique dans le domaine de l'éclairage privé, il a toutefois permis au gaz de conserver la prépondérance à Paris pour l'éclairage des rues.

Depuis 1910 il y a deux modes d'éclairage : l'éclairage au gaz à pression normale et l'éclairage au gaz comprimé. C'est en 1910 que la Société du Gaz de Paris réalisa, avec le concours de la ville de Paris, les premières installations d'éclairage au gaz comprimé, Place de la Concorde, Place de l'Opéra et Boulevard Raspail. Elles comportaient 104 foyers de puissance lumineuse variant de 1.200 à 4.000 bougies par appareil.

Ce mode d'éclairage intensif fut accueilli avec faveur par le Conseil Municipal et il décida, en 1911, la mise en service de nouveaux appareils : Place de l'Hôtel-de-Ville, Place de la République, Boulevard Saint-Germain, Boulevard Montparnasse, Place de la Concorde, Place de la Bastille, Place Victor-Hugo, etc.

Au 31 décembre 1911, la ville de Paris disposait de 368 foyers d'une puissance de 100.000 bougies décimales; leur nombre s'éleva successivement à :

2.403 en 1915

6.190 en 1925

6.850 en 1930

Au 31 août 1937 il n'était plus que 5.531.

En ce qui concerne les becs à pression normale, leur nombre qui était, au 1^{er} septembre 1907, de 52.383, dont 51.066 becs à incandescence, s'élevait à 112.540 au 31 août 1937.

Quelques mots enfin au sujet des sous-produits dont la Société du Gaz s'attacha aussi, et avec non moins de soins, à développer la vente. En ce qui concerne le coke, signalons sa généralisation dans la clientèle industrielle : pendant la guerre de 1914-1918, notamment, il est utilisé par la plupart des usines travaillant pour la Défense nationale. Cependant, après 1929, les débouchés industriels se limitent du fait de la crise économique et pour compenser, en partie, par la vente aux particuliers la sous-consommation industrielle, la Société organisa, en 1931, en collaboration avec la Société d'Eclairage, Chauffage et Force Motrice, et la Société Lyonnaise des Eaux, une publicité intensive par T. S. F., affiches, cinéma, projections lumineuses, etc. Pour ce qui est des eaux ammoniacales, elles sont toujours limitées pour la production de sulfate d'ammoniaque et d'un peu d'alcali. Notons cependant la tendance à orienter la fabrication non plus vers le sulfate d'ammoniaque, mais vers le nitrate, beaucoup plus riche en azote.

Enfin, dans son usine sise à La Villette, rue de Cambrai, et qu'elle s'est attachée également à moderniser, la Société traite les goudrons dont elle tire comme autrefois des huiles légères, des huiles lourdes, des brais et de l'anthracène, et, en outre, depuis la guerre 1914-1918, du phénol, des huiles claires pour le chauffage industriel et du crésol.

Mais le fait nouveau qui domine toute l'industrie du goudron, c'est l'emploi de ce produit pour l'entretien des routes.

Les premiers essais poursuivis à cet effet remontent à 1900, mais ce n'est qu'après la guerre 1914-1918 que l'industrie du gaz est parvenue, grâce aux efforts du

Syndicat Général de la Route, à vaincre de nombreux préjugés et à faire décider par l'Administration des Ponts et Chaussées l'emploi régulier du goudron pour l'entretien des routes.

En 1929, sur 40.000 km. de routes nationales, 25.000, soit 62,5 %, étaient goudronnées et en 1931, 25.000 tonnes de goudron, sur 65.000 tonnes produites par la Société du Gaz de Paris, étaient livrées aux Ponts et Chaussées, le reste étant distillé.

Un autre fait important de ces dernières années c'est le développement de l'emploi du benzol comme carburant dans les moteurs de véhicules automobiles.

L'emploi du benzol, comme carburant, remonte déjà en 1907, mais c'est seulement depuis 1920 qu'il a connu un essor important, grâce notamment aux travaux poursuivis dans les laboratoires de la Société du Gaz de Paris par le professeur Mailhe, qui a mis au point un procédé permettant de livrer un benzol exempt de tout composé susceptible de se polymériser et de provoquer des encrassements dans les moteurs, seul reproche qu'il était possible, autrefois, de faire à ce carburant.

Tel est le bilan économique de cette nouvelle étape de l'industrie du gaz de Paris de 1907 à 1937. Nous passerons maintenant à l'examen des résultats financiers.

RÉSULTATS FINANCIERS

Nous savons qu'aux termes de la Convention de 1907 les produits nets de l'exploitation doivent revenir à la ville, la Société recevant une rémunération fixe et, éventuellement, une rémunération complémentaire dont nous avons déjà expliqué le mécanisme.

En ce qui concerne les résultats financiers, il y a trois périodes bien distinctes :

La première, qui va jusqu'en 1913, au cours de laquelle le nouveau régime fonctionne à la satisfaction de la ville et du régisseur.

Voici, en effet, les sommes nettes touchées par la ville de 1907 à 1913 :

1907 (4 derniers mois) . . .	9.924.609
1909	22.571.067
1910	23.913.145
1911	22.007.396
1912	23.460.816
1913	21.454.266

Quant au Régisseur, il reçut le maximum de ce qu'il pouvait attendre. Voici les dividendes distribués par action de 250 francs :

1908	12,50
1909	13,125
1910	13,75
1911	13,75
1912	13,75

Résultats certes intéressants, mais pour les apprécier à leur juste valeur il importe de connaître quelles étaient les charges de l'exploitation. Or, ces charges étaient importantes. En dehors des frais de fabrication et de distribution du gaz, qui étaient de l'ordre de 68.000.000 de francs, l'exploitation avait, en effet, à assurer le service des intérêts et amortissements des deux emprunts municipaux de 1904 et 1905 (100 et 105 millions) et de l'emprunt de 205.000.000 de francs contracté en 1912, le Service des retraites des agents de la Compagnie et supporter la charge des dépenses de personnel, dépenses

accrues du fait de l'assimilation des agents de la Société au personnel municipal (art. 29 *ter* de la Convention de Régie).

Mais survient la guerre, dont les répercussions se feront sentir durement sur toute l'exploitation, atteinte à la fois par le départ de son personnel mobilisable, par la diminution de la consommation de gaz, due notamment aux mesures restrictives prises par les autorités et par l'augmentation du prix des matières premières. Et avec la guerre va commencer l'ère des exercices déficitaires.

C'est la deuxième période qui va de 1914 à 1921. Dès la première année de guerre, le bénéfice net revenant à la ville s'abaisse à 4.177.131 fr. puis les exercices suivants se soldent par des pertes, savoir :

1915	20.363.543 fr.
1916	17.262.786 fr.
1917	37.727.622 fr.
1918	17.248.986 fr.
1919	26.648.798 fr.
1920	54.106.745 fr.
1921	64.334.024 fr.

Il s'ensuivit pour la Société la suppression de la rémunération complémentaire tandis que sa rémunération ordinaire n'était plus calculée qu'à 4 %, ce qui eut pour effet de ramener le montant du dividende à 10 francs.

Si cet état de choses résultait de la diminution de la consommation, elle résultait aussi, pour une grande part, de l'augmentation considérable du prix des charbons provenant notamment de la diminution des quantités pouvant être expédiées par les mines françaises et de

l'obligation où se trouvait la Société de compléter les insuffisances par des charbons anglais, ainsi que de l'augmentation du prix des frets maritimes.

Voici les dépenses supplémentaires que la Société eut à supporter du fait de la hausse du charbon et des frets :

En 1915	22.927.000
1916	46.739.000
1917	83.362.000
1918	83.696.000
1919	98.548.000

Pour l'année 1920, la dépense supplémentaire n'a pas été chiffrée, mais dans le rapport à l'Assemblée générale du 24 mai 1921 nous trouvons que le prix de revient de la tonne de houille rendue à pied d'œuvre dans les usines de la Société a été, en 1920, de 228 % plus élevé qu'en 1919.

Il faut tenir compte aussi des charges exceptionnelles assumées par l'exploitation à raison de l'assimilation du personnel à celui de la ville (article 29 *ter* de la Convention de Régie).

Sur 12.927 employés et ouvriers qu'occupait la Société au 31 décembre 1913, plus de 6.000 furent mobilisés. Or, tous ces agents continuèrent à recevoir la totalité de leurs traitements et salaires pendant toute la durée de la guerre, dans les mêmes conditions que les fonctionnaires municipaux, tandis qu'un personnel auxiliaire fut recruté pour combler les vides causés par la mobilisation, d'où une double charge.

Une autre conséquence de l'article 29 *ter* fut de faire bénéficier, à partir de 1918, les agents de la Société des indemnités de cherté de vie et des allocations pour char-

ges de famille allouées aux fonctionnaires municipaux.

La Société évaluait à 97.720.000 fr. l'ensemble des charges exceptionnelles du personnel pour les cinq exercices de guerre (1914-1915-1916-1917 et 1918).

Ajoutons que pendant les trois années qui suivirent la cessation des hostilités, elle eut à verser des indemnités aux anciens combattants et à leurs familles.

Aux emprunts de 100 millions de 1904, de 105 millions de 1905 et de 250 millions de 1912 vint s'ajouter en outre, en 1916, un emprunt de 45 millions qu'elle avait été amenée à émettre pour réapprovisionner sa trésorerie, ce qui greva encore l'exploitation d'une charge supplémentaire.

Alors que l'ensemble des frais d'exploitation ne s'élevait qu'à 92.287.631 fr. en 1913, il atteignit la somme de 267.031.816 fr. en 1919.

La Société du Gaz de Paris essaya bien de remédier à cet état de choses en demandant, à deux reprises, à la ville de Paris d'augmenter le prix de vente du gaz.

Une première fois en 1918, ce qui donna lieu à l'avenant du 31 mars 1918, aux termes duquel le prix de vente du gaz était porté, à partir du 1^{er} avril 1918 à 0 fr. 40 le mètre cube, ce chiffre étant abaissé à 0 fr. 30 pour les abonnés ne consommant pas plus d'un mètre cube et demi par jour.

Une deuxième fois en 1919. A la suite de cette demande fut établi l'avenant du 12 avril 1920, qui portait que le prix de vente du gaz pour tous usages était fixé à 0 fr. 55 le mètre cube.

Mais la hausse continuelle du cours des charbons rendit inopérante ces augmentations du prix de vente du gaz. En 1920, notamment, le cours des charbons s'éleva à

des taux que les prévisions les plus pessimistes n'eussent pas permis de concevoir à la fin de 1919.

Une révision du contrat de régie de 1907 s'imposait donc. Ce fut l'objet de l'avenant du 20 août 1921, qui eut pour but d'adapter le régime créé en 1907 aux nouvelles circonstances économiques, notamment en prévoyant la fixation du prix de vente du gaz par une formule d'index économique.

Et avec cet avenant prend fin la période déficitaire résultant de la guerre et de ses suites.

Nous arrivons ainsi à la troisième période, qui va de 1922 à 1937 et dont les résultats furent les suivants :

ANNÉES	BÉNÉFICES	DÉFICIT
1922.....	32.197.151	
1923.....	38.041.597	
1924.....	18.537.663	
1925.....		10.786.213
1926.....	29.967.450	
1927.....	31.320.690	
1928.....	27.705.161	
1929.....	14.732.725	
1930.....	53.766.662	
1931.....	39.085.164	
1932.....	39.481.729	
1933.....	33.310.002	
1934.....	23.263.949	
1935.....	5.893.264	
1936.....		12.706.141
1937.....		35.007.572

Le déficit de l'année 1925 tient à un accroissement des charges du personnel consécutif à une augmentation des traitements. Ces nouvelles charges appliquées au cours

de l'exercice avec effet rétroactif du 1^{er} janvier n'avaient pu jouer en effet dans la détermination du prix de vente du gaz pour cet exercice.

En ce qui concerne les déficits des années 1936 et 1937, ils tiennent pour une grande part à la persistance de la crise économique aggravée par les lois sociales votées par la Chambre issue des élections de 1936.

Dans l'ensemble, ces résultats peuvent donc être tenus pour satisfaisants, mais si l'on établit une comparaison avec ceux d'avant guerre on constate qu'ils sont en régression.

Comparons, par exemple, les années 1913 et 1926.

En 1913 la ville avait encaissé une somme de 21 millions 454.266 francs pour un prix de vente fixé à 0 fr. 20 le mètre cube, le nombre de mètres cubes vendus s'élevant à 457.685.580 francs.

Or, en 1926, alors que le prix de vente du gaz était de 0 fr. 67 le mètre cube, soit une majoration de 235 %, et qu'il avait été vendu 74.353.749 mètres cubes de plus qu'en 1913, nous voyons le bénéfice de la ville ne s'élever qu'à 29.967.450 francs, soit, de ce chef, une augmentation de 38 % seulement.

Si nous prenons une autre année comme terme de comparaison, l'année 1930 par exemple, qui fut l'année la plus fructueuse de cette période pour la ville, nous trouvons une situation à peu près semblable puisque, par rapport à 1913, les bénéfices ne se sont augmentés que de 150 %, alors que le prix avait été majoré de 385 % (0 fr. 97 le mètre cube) et qu'il avait été vendu 79.903.236 m³ de gaz en plus.

L'instabilité des circonstances économiques, puis à partir de 1930 la dépression industrielle et la concu-

rence des autres modes de chauffage qui se traduisait par la baisse constante de la consommation, peuvent certes expliquer cette situation.

Mais il faut dire que l'action fâcheuse de ces facteurs fut aggravée du fait des nombreuses sujétions auxquelles est soumise cette industrie à Paris en matière de fixation des salaires du personnel, d'établissement des tarifications, etc.

C'est ainsi que, jusqu'en 1926, ce déséquilibre avait en grande partie pour cause le fait que les modifications de tarifs n'avaient lieu qu'annuellement et que, par suite, elles ne suivaient que de très loin celles pouvant résulter de l'application de l'indice. D'ailleurs, la formule adoptée en 1921 faisait intervenir trop peu d'éléments pour qu'elle conduise à des résultats correspondant à la réalité. En effet, sous l'influence de l'instabilité des prix, les charges de toute nature de la Société augmentaient très rapidement; alors qu'en 1913 les dépenses du compte d'exploitation ressortaient à 98.000.000 de francs, en 1926 elles dépassaient le chiffre de 476 millions de francs, soit une augmentation des dépenses de 384 %.

C'est pour remédier à ces inconvénients que l'avenant signé le 11 août 1926 décida que la révision des tarifs serait opérée semestriellement et de compléter la formule de 1921 par l'adjonction d'un quatrième terme tenant compte des variations de l'ensemble des charges. Cette nouvelle formule de tarification établie en pleine période d'inflation, devait d'ailleurs voir son jeu faussé par la première stabilisation du franc intervenue en 1928, puis par la crise industrielle et ne fut pas en fait

appliquée. Elle eut, en effet, conduit à un prix du gaz trop élevé eu égard aux circonstances économiques.

L'obligation imposée au régisseur de faire bénéficier son personnel des avantages des fonctionnaires municipaux ne fut pas non plus une des moindres sujétions et non des moins onéreuses. Nous noterons notamment qu'elle empêcha les suppressions immédiates d'emplois que les progrès de la technique permettaient de plus en plus et que rendait indispensables depuis 1929 la baisse de la consommation.

Dans son mémoire en date du 16 octobre 1935, M. le Préfet de la Seine déclarait qu'une réduction de personnel n'aurait d'ailleurs eu pour conséquence pendant 25 ou 30 ans que d'augmenter les charges de retraites que supporte l'exploitation, en diminuant le produit du prélèvement de 6 % pour la retraite opéré sur les salaires et qui vient en déduction des charges de pension.

L'assimilation au personnel municipal constituait d'ailleurs une erreur en soi, en ce qu'elle faisait appliquer des règlements incompatibles avec le caractère industriel et commercial de ce Service public.

Aussi lorsqu'à partir de 1930 la Société se trouva aux prises avec la concurrence des autres modes de chauffage, qui lui fera perdre en quelques années la vente de plus de 100.000.000 de mètres cubes de gaz, elle sera dans l'impossibilité de lutter, car il lui eut fallu pour le faire, abaisser son prix de vente et par conséquent son prix de revient. Or, ce dernier non seulement ne pouvait être diminué mais augmentait au fur et à mesure de la baisse de la consommation.

Quant à la rémunération du régisseur, elle se stabilisa dans les dernières années à 10.000.000 de francs,

quels que soient les résultats financiers, de sorte qu'il n'avait plus intérêt à en rechercher l'amélioration, ce qui fit dire à un Conseiller municipal qu'il n'était plus un régisseur intéressé, mais désintéressé.

Cette situation provenait de ce que, bien que le Préfet fut amené à renoncer pour la fixation du prix de vente de gaz, à appliquer la formule établie en 1926 et le fixa constamment en fait à un prix inférieur de celui qui eut résulté de son application — la rémunération complémentaire du régisseur continua d'être calculée — conformément d'ailleurs aux termes de la convention — en faisant intervenir fictivement dans le compte d'exploitation le résultat qu'aurait procuré l'application de la formule contractuelle.

L'adoption de taux dégressifs pour le calcul de cette rémunération constituait déjà une erreur. On eut dû, en effet, au contraire, intéresser la Société de plus en plus au fur et à mesure que s'augmentaient les bénéfices.

Ainsi, à bien des égards, la Convention de 1907 ne se trouvait plus répondre aux exigences de la situation faite à l'industrie du gaz par la crise industrielle et surtout la concurrence. Une refonte complète s'imposait; elle fera l'objet de la Convention du 5 juillet 1937, qui régit actuellement l'industrie du gaz à Paris. C'est à l'étude de cette Convention et des études et pourparlers qui l'ont précédé que nous allons consacrer nos derniers développements.

VERS UNE NOUVELLE CONVENTION DE RÉGIE INTÉRESSÉE

Non seulement pour des considérations d'ordre financier, mais aussi d'ordre économique, la ville ne pouvait

abandonner l'industrie du gaz dans cette phase difficile de son développement. Depuis 1920, cette industrie prend en effet une place de plus en plus grande dans l'économie nationale, notamment par ses sous-produits.

Mais si tout le monde fut d'accord quant à l'opportunité de la révision du contrat de 1907, il n'en fut pas de même au point de vue de ses modalités et deux années s'écoulèrent en discussions. Commencées en 1935, les études et les négociations auxquelles donna lieu cette révision n'aboutirent en effet qu'en juillet 1937.

C'est au début de l'année 1935 que le Préfet de la Seine, qui avait déjà, à plusieurs reprises, souligné la gravité de la situation, fut invité par le Conseil Municipal à lui soumettre une nouvelle Convention. L'élaboration de ce contrat, qui représentait un travail considérable, ne put être terminée pour la session de juin et le Conseil, pour réserver l'avenir et donner à la ville une plus grande liberté d'action dans les discussions engagées avec son Régisseur, décida alors de dénoncer la Convention de 1907 pour le 1^{er} septembre 1937 (séance du 9 juillet 1935).

Aux termes de l'avenant du 20 août 1921, qui avait prorogé la Convention de 1907 jusqu'en 1952, la ville s'était, en effet, réservée la faculté de la dénoncer à la fin de la première période de dix années à partir du 1^{er} septembre 1927, sous réserve d'un préavis de deux ans.

Le Préfet notifia cette décision à la Société le 3 août et, à la session suivante, il saisissait le Conseil Municipal d'un projet d'avenant à la Convention de 1907, accepté en principe par le Régisseur et susceptible d'être mis en vigueur dès le 1^{er} janvier 1936.

Outre que cette solution eut permis de faire bénéficier immédiatement du nouveau régime la ville de Paris et les consommateurs, elle eut facilité la période de transition entre l'ancien et le nouveau régime.

Néanmoins et malgré qu'il apportât au régime de 1907 des améliorations sensibles, le Conseil ne put se mettre d'accord sur la question des redevances accessoires et il renvoya l'affaire à une session ultérieure, non sans s'être prononcé cependant d'une façon très nette en faveur du maintien de la régie intéressée.

Il n'y avait pas lieu en effet d'incriminer le mode d'exploitation, mais seulement le contrat, d'autant que, en ce qui concerne les sujétions imposées à la Société et dont nous avons montré l'action fâcheuse, elles existent dans toute exploitation d'un Service public quel que soit le régime adopté.

Tel était l'état de la question à la fin de l'année 1935.

Or, les événements politiques et sociaux de l'année 1936 amenèrent le Préfet à modifier ses premières propositions concernant la fixation du prix du gaz au moyen d'une formule à coefficients forfaitaires analogue à celle qui avait été prévue en 1921 (avenant du 20 août).

C'est ainsi qu'à la session d'octobre 1936 il préconisa l'établissement d'une formule fixant le prix du gaz en fonction de son prix de revient réel, semblable à celle qui avait été adoptée par la Régie intercommunale de la banlieue; il préconisa, en outre, la conclusion d'une entente avec cette régie pour l'exécution du Service public du gaz à Paris.

Mais le Conseil, tout en estimant cette entente désirable et en adoptant dans sa séance du 28 octobre 1936 une résolution par laquelle il chargeait l'Administration de

poursuivre toutes négociations à cet effet, approuva, après l'avoir amendé, le projet de contrat qui lui avait été soumis en 1935 et qui devint le contrat type qui devait servir de base à l'établissement de la convention à intervenir, après appel à la concurrence.

Une large publicité fut aussitôt réalisée pour susciter des candidatures à la succession de la Société, mais malgré cela deux demandes seulement parvinrent à l'Administration, dont l'une fut écartée immédiatement pour insuffisance de références, l'autre, qui fut retenue, émanait de la Société d'Etudes et de Participations gazières (S.E.P.A.G.), Société anonyme au capital de 100.000 fr., qui s'engageait à se substituer dans un délai de trois mois une Société à capital de 150 millions de francs, qui deviendrait le régisseur intéressé de la ville de Paris pour l'exploitation du Service du gaz.

Si les causes de ce peu d'empressement tiennent à la situation critique dans laquelle se trouvait l'industrie du gaz depuis 1930 et aux nombreuses sujétions que comporte l'exploitation d'un Service public de la ville de Paris, elles peuvent tenir aussi à la politique sociale inaugurée en juin 1936 dont les répercussions pouvaient être fâcheuses pour l'industrie gazière. L'adoption de la semaine de 40 heures notamment pouvait, à juste raison, faire craindre une nouvelle réduction de la consommation : des consommations industrielles du fait de la diminution des heures d'utilisation des machines et des consommations domestiques, en conséquence des absences plus prolongées de Paris que permettra l'application de cette mesure. Un exode en province d'industries désireuses de trouver des conditions de main-d'œuvre moins onéreuses qu'à Paris pouvait aussi être redouté.

Enfin une chose était certaine, c'est que cette réforme allait affecter l'industrie du gaz plus lourdement que les industries concurrentes où la part de main-d'œuvre est moindre.

En résumé, la situation de l'industrie gazière de Paris pouvait, à bon droit, paraître aux candidats éventuels comme difficile à redresser, d'autant plus que ce redressement dépendait, pour une large part, de l'attitude des Pouvoirs publics.

La S.E.P.A.G. qui malgré cette situation, faisait acte de candidature aux fonctions de Régisseur du Gaz, s'était constituée, en mai 1936, avec le concours de quatre Sociétés qui s'étaient rapprochées pour cela : la Société d'Eclairage, Chauffage et Force Motrice (E.C.F.M.), la Société du Gaz de Paris, la Société Lyonnaise des Eaux et de l'Eclairage et la Société des Cokeries de la Seine, auxquelles s'adjoignit par la suite la Compagnie Parisienne de Distribution d'Electricité.

Cette Société, par sa composition, ne pouvait donc mieux combler les vœux de l'Administration. La présence de l'E.C.F.M., régisseur intéressé du gaz de banlieue et de la C.P.D.E., semblait en effet répondre d'une façon particulièrement heureuse à son désir plusieurs fois exprimé de voir se réaliser un rapprochement, d'une part, entre les deux exploitations gazières de Paris et de la banlieue et, d'autre part, entre les Services publics du Gaz et de l'Electricité

Mais tout en acceptant de traiter sur les bases du contrat type tel qu'il avait été approuvé par le Conseil Municipal, la S.E.P.A.G., en même temps qu'elle présentait sa candidature, se réservait de faire sur un certain nombre de points des propositions modificatives.

Celles-ci firent l'objet de sa lettre du 25 novembre 1936. Il n'était, en effet, dans la pensée de personne que le contrat type devait être imposé au candidat éventuel, qu'il devait être considéré comme un contrat d'adhésion mais qu'il ne constituait qu'une proposition.

Des négociations s'ensuivirent entre l'Administration préfectorale, qui désirait cependant que l'on ne s'écartât pas trop du texte du contrat type et la S.E.P.A.G. Elles durèrent quatre mois et en février 1937 le Préfet de la Seine, par un rapport en date du 17 de ce mois, soumettait la convention à intervenir à l'examen du Conseil Municipal qui, après y avoir lui-même apporté quelques modifications, l'approuva dans sa séance du 15 mars 1937.

Le 5 juillet suivant, la nouvelle convention était signée par le Préfet de la Seine et le Président de la S.E.P.A.G. Le 26 du même mois, elle était approuvée par décret.

Après l'examen des dispositions essentielles de cette nouvelle convention, nous terminerons nos développements par l'étude de la nouvelle politique tarifaire, inaugurée le 1^{er} septembre 1937, à Paris, sous l'influence de la concurrence des autres combustibles.

LA CONVENTION DU 5 JUILLET 1937 ET LA COMPAGNIE DU GAZ DE PARIS

Par ce nouveau contrat, il s'agissait donc, pour la ville, de redresser une situation gravement compromise due à la fois à la concurrence des autres agents de chauffage et à la crise économique et de faire une véritable régie intéressée, sans toutefois nuire aux intérêts du personnel et des consommateurs.

Un tel programme nécessitait une refonte importante du régime de 1907, aussi diffère-t-il dans ses parties essentielles de l'ancienne convention, bien que l'objet n'ait évidemment pas varié : il s'agit de l'exploitation du Gaz de Paris seulement.

Nous devons d'abord signaler parmi les réformes nécessitées par les circonstances économiques, l'obligation imposée au nouveau régisseur de se substituer dans les trois mois une Société au capital de 150.000.000 de francs, au lieu de 100.000.000 de francs, qui était le capital de l'ancienne Société. Cette réforme était inspirée du souci de la ville de s'affranchir de toute contribution à la Trésorerie ; il est d'ailleurs spécifié que le régisseur devra y pourvoir sous sa seule responsabilité. Depuis 1907, la ville avait été en effet amenée à plusieurs reprises à faire des avances à son régisseur pour les besoins de sa trésorerie.

Mais la plus importante innovation imposée par les circonstances économiques consiste dans l'adoption d'une méthode de détermination du prix de vente du gaz en fonction du prix de revient réel. La formule d'index introduite en 1921 dans la Convention de 1907 avait conduit à des résultats trop décevants pour que l'on songeât à la maintenir, surtout à une époque où les prix étaient plus instables que jamais ; une telle formule, en effet, suppose, sinon une certaine stabilité des prix, du moins des modifications telles que l'importance relative des divers éléments constitutifs du prix de revient reste à peu près constante et que leurs variations observent un certain parallélisme.

La nouvelle Convention prévoit donc que le prix du gaz sera fixé en fonction du prix de revient tel qu'il res-

sortira, pour le dernier exercice clos, des dépenses et des recettes inscrites au compte d'exploitation, ce prix de revient pouvant, le cas échéant, être corrigé pour tenir compte des modifications des conditions d'exploitation et de la situation du compte de la ville. Le prix sera arrêté par l'Administration préfectorale le 20 juillet de chaque année, au plus tard, pour être appliqué pendant une période d'un an à courir du premier relevé après le 31 juillet. Toutefois, la période d'application pourra être limitée à six mois et en ce cas le prix devra être fixé pour la seconde période semestrielle suivant les mêmes modalités avant le 20 janvier. Enfin il est prévu que si le prix n'est pas fixé au taux résultant de ces règles, la ville devra fournir les fonds correspondant à l'insuffisance des recettes ou profitera seule de l'excédent des recettes selon que ce prix sera inférieur ou supérieur à ce taux.

Cette nouvelle méthode de détermination du prix de vente, si elle est d'application peut-être plus compliquée, offre du moins la garantie que le tarif sera, dans l'avenir, en rapport plus étroit avec les charges réelles du service.

Mais si la ville pouvait espérer être à l'abri des inconvénients dus aux mouvements des prix avec cette nouvelle méthode de détermination du prix de vente du gaz, elle pouvait craindre à juste titre que d'autres dispositions essentielles du contrat ne se trouvent affectées par l'évolution économique. Aussi, usant de la faculté que lui accordait le décret-loi du 8 août 1935, complétant le décret-loi du 16 juillet 1935, relatif aux distributions de gaz et qui prévoit « que les autorités concédantes pourront demander l'insertion de clauses de révisions

périodiques dans les traités de distribution de gaz actuellement en vigueur », elle inséra dans la nouvelle convention une clause de révision ainsi conçue : « Si l'index du prix de gros vient à augmenter ou à diminuer de plus de 30 % par rapport à l'index moyen de l'année 1936, base 100 en 1914, la Convention sera révisée dans celles de ces clauses qui seront affectées par cette variation ».

D'ailleurs, la Convention comporte, en outre, de nombreuses possibilités de résiliation. En effet, la ville se réserve de la résilier avant la date d'expiration fixée au 31 décembre 1975, moyennant indemnité au régisseur, à la fin de chacune des années 1950-1955 et 1960, et sans indemnité dans le cas où les déficits ne résultant pas de son fait atteindraient cumulativement au cours de trois exercices consécutifs une somme représentant 10 % des recettes effectives de gaz du dernier des exercices considérés, et dans celui où la quantité de gaz vendu, abstraction faite de la consommation des Services publics, accuserait pour un exercice une régression de plus de 15 % par rapport à la consommation de l'exercice 1936.

Une autre innovation importante, celle-ci inspirée du souci de relever la consommation, est la création de tarifs largement dégressifs qui ne seront plus seulement applicables aux gros consommateurs, mais à tous les abonnés. C'est ainsi que le régisseur s'engage à faire des rabais tels que pour chaque exercice la somme totale correspondante représentera au moins 15 % du produit obtenu en appliquant le prix maxima au nombre total de mètres cubes vendus.

En instituant des tarifs dégressifs, la ville ne faisait

d'ailleurs que se conformer au vœu de la loi. Le décret-loi du 16 juillet 1935 précité dispose en effet que :

« Les concessionnaires seront tenus, à dater du 1^{er} octobre 1935, de soumettre à l'agrément de l'autorité concédante des tarifs dégressifs comportant des réductions de prix en faveur de tous les abonnés faisant le même emploi du gaz et remplissant des conditions spéciales déterminées, d'accord avec l'autorité concédante. »

En ce qui concerne le mode de rémunération du régisseur, il fait l'objet d'une refonte complète dans la nouvelle convention. Sous le régime de 1907, tel qu'il avait été modifié en 1921, le régisseur recevait une allocation fixe égale à 6 % du capital nominal, soit six millions, plus une rémunération complémentaire calculée sur le produit net d'exploitation, suivant des taux dégressifs avec l'importance du bénéfice, sans qu'elle puisse excéder une somme globale représentant 4 % du capital social.

Mais, ainsi que nous l'avons montré plus haut, cette rémunération complémentaire devint indépendante des résultats et se stabilisa à 4.000.000 de francs.

Or, un des buts essentiels de la révision du régime de 1907 était aussi de faire une véritable régie intéressée. A cet effet, la Convention nouvelle remplace cette rémunération devenue fixe par :

— une allocation égale à 2,40 % du montant des recettes effectives du gaz et des redevances accessoires. Cette allocation, imputée au compte d'exploitation, est destinée à couvrir le régisseur des charges lui incombant en matière de fonds de roulement et de trésorerie, des frais d'administration générale, d'amortissement, des frais de constitution de la Société, etc.;

— des primes éventuelles de développement de la consommation et d'amélioration du prix de revient.

La prime de développement basée sur l'accroissement de la quantité de gaz vendu pendant un exercice, à l'exception de la consommation des services municipaux, par rapport à celle de l'année 1937, ou par rapport à celle de l'exercice précédent, est égale pour chaque mètre cube d'accroissement à 2 % des recettes effectives de gaz par mètre cube dans le premier cas et à 3 % dans le deuxième cas.

La prime d'amélioration qui sera attribuée, s'il apparaît une amélioration du prix de revient par rapport à l'exercice 1935, pour l'exercice 1938, par rapport à la moyenne des résultats des exercices postérieurs à 1937 pour chacun des exercices 1939 à 1943 et par rapport aux six derniers exercices écoulés, pour ceux postérieurs à 1943, est égale à la moitié de l'amélioration pour les deux premiers centimes d'améliorer, au tiers de l'amélioration pour les deux centimes suivants et au quart pour le complément. Son montant ne peut excéder toutefois 0,5 % des recettes effectives de gaz dans l'exercice considéré.

Enfin il est prévu une participation du Régisseur aux bénéfices sur les bases suivantes :

1^{re} tranche égale à 1 % des recettes effectives du gaz :
20 %.

2^e tranche égale à 2 % des recettes effectives du gaz :
25 %.

3^e tranche égale à 5 % des recettes effectives du gaz :
30 %.

4^e tranche égale à 5 % des recettes effectives du gaz :
40 %.

Partie excédant 13 % des recettes effectives du gaz : 50 %.

Sa participation ne pourra toutefois excéder, proportionnellement au capital investi, le taux maximum de la rémunération complémentaire qu'il aurait touché avec l'ancienne Convention, soit 4 % de 150.000.000 de francs, le surplus, si la différence est positive, étant inscrit à un compte d'équilibre. Dans le cas contraire, l'insuffisance sera prélevée sur ledit compte s'il est créditeur.

Il est spécifié, en outre, que sur sa participation à partir de la 3^e tranche, il sera effectué, au profit d'un compte de compensation, un prélèvement égal à 1/2 à l'origine, 1/3 si le compte atteint 25 millions et 1/4 s'il atteint 30 millions (le prélèvement cessant au delà de 40 millions), lequel compte doit intervenir en cas de déficit. En effet, en contre-partie, il est prévu que le Régisseur participera aux déficits dans une proportion calculée selon les mêmes règles, part qui sera imputée audit compte de compensation, jusqu'à concurrence du montant de ce compte avec inscription du reliquat éventuel au compte de la ville.

Telles sont les modalités nouvelles de la rémunération du Régisseur; sans doute en résultera-t-il une augmentation de celle-ci, mais loin d'être regrettable, cette augmentation serait l'indice d'une situation prospère de l'entreprise dont la ville de Paris serait la première à profiter.

Ainsi la Régie retrouve son caractère intéressé, qui constitue la meilleure garantie d'une bonne gestion dans l'avenir.

Quant au personnel, outre qu'il conserve le bénéfice du statut général et du régime des retraites du per-

sonnel de la ville de Paris, il pourra recevoir des primes de caractère commercial ou industriel par imputation au compte d'exploitation sous le contrôle de la ville.

Au sujet du service des retraites, signalons une modification, celle-ci inspirée du souci d'alléger le prix de revient, consistant dans la limitation du prélèvement sur le compte d'exploitation à une somme égale à 12 % seulement des recettes effectives de gaz, le surplus de la charge des retraites étant pris par le budget municipal.

Enfin, la nouvelle convention comporte un sérieux renforcement des dispositions de 1907 relatives au contrôle municipal notamment en ce qui a trait aux appels à la concurrence et à l'approbation de certains marchés.

Telles sont les clauses essentielles de cette convention. Plus encore que celle du 29 juillet 1907, elle cherche à donner à l'exploitation du service du gaz un caractère plus industriel tout en améliorant le contrôle de la collectivité.

**

Aux termes de l'article 1^{er} de la Convention du 5 juillet 1937, M. Alexandre Celier, Président de la S.E.P.A.G., s'engageait, dans les trois mois suivant sa conclusion, à se substituer une Société au capital de 150.000.000 francs.

C'est ainsi que, dans le courant du mois d'août, la S.E.P.A.G. et la Société du Gaz de Paris se mirent d'accord pour réaliser cette substitution au profit de cette dernière.

Une fois investie de nouveau du privilège du service du gaz à Paris, la Société du Gaz de Paris commence par procéder, conformément à l'article 4 de la nouvelle

Convention, qui stipulait que le capital de la société devait être d'au moins 150.000.000 de francs, à une émission de 200.000 actions de 250 francs chacune, dont 160.000 furent réservées par quart, soit à concurrence de 40.000, aux quatre autres Sociétés qui avaient participé aux travaux de la Société d'Etudes et de Participation gazières, savoir :

La Société d'Eclairage, Chauffage et Force Motrice,

La Société Lyonnaise des Eaux et de l'Eclairage,

La Société des Cokeries de la Seine,

La Compagnie Parisienne de Distribution d'Electricité,

le dernier cinquième, soit 40.000 actions, étant réservé aux actionnaires de la Société du Gaz de Paris.

Puis elle procède à une révision de ses statuts en vue d'y apporter certaines améliorations et surtout de les mettre en harmonie avec la législation actuelle et les dispositions de la nouvelle convention.

Enfin, le Préfet de la Seine ayant demandé, par lettre du 10 août 1937, la modification de la dénomination de la Société de façon, notamment, à établir une démarcation entre les deux régimes d'exploitation, celui qui expirait le 31 août 1937 et celui qui lui succédait, l'Assemblée générale extraordinaire du 17 novembre 1937 décida de substituer à la dénomination « Société du Gaz de Paris » celle de « Compagnie du Gaz de Paris, Régie intéressée ».

La nouvelle exploitation se préoccupe aussitôt de remédier à la baisse de la consommation qui se poursuit depuis 1929 sous la double influence de la concurrence de l'électricité et du ralentissement des affaires dû à la crise économique et d'améliorer le prix de revient.

C'est ainsi qu'usant des facilités que lui donne la convention elle met en vigueur une tarification nouvelle permettant à tous les abonnés sans distinction de disposer du gaz à un prix réellement avantageux et susceptible de développer les applications industrielles.

Malheureusement, la crise industrielle et commerciale qui sévit toujours et que les lois sociales de 1936 ont encore accru, la hausse des prix qui obligent la consommation à réduire ses dépenses, les événements internationaux de septembre 1938, qui incitent beaucoup de Parisiens à s'éloigner de la capitale, enfin la généralisation de la semaine de quarante heures, qui entraîne une diminution de l'activité du samedi au lundi, empêchèrent cette mesure de porter ses fruits. Aussi l'année 1938 marque-t-elle une nouvelle régression de la consommation. Du 1^{er} septembre 1937 au 31 décembre 1938, elle n'atteint en effet que le chiffre total de 588.376.576 m³, et pour les 12 mois de l'année 1938, 433.501.048 m³, marquant ainsi, par rapport à celle de l'année précédente, une baisse de 16.360.000 m³ ou 3,80 %.

En même temps qu'elle essaie d'enrayer la diminution de la consommation, elle s'efforce de réduire les frais de son exploitation, notamment en suspendant tout embauchage de personnel, en procédant à différentes réorganisations intérieures et enfin en établissant un contrôle rigoureux de ses dépenses.

Tous ces efforts ne sont toutefois pas faits en vain. En effet, malgré la hausse des prix, malgré la diminution de la consommation, le premier exercice de la Compagnie (exercice 1938), d'une durée exceptionnelle de 16 mois, se solde par un bénéfice de 31.430.046 francs,

sur laquelle somme 23.298.482 francs revinrent à la ville de Paris.

Malheureusement l'année 1939 devait être marquée par de nouvelles difficultés. Comme l'ancienne Société, elle fut, en effet, atteinte par la guerre.

En ce qui concerne la consommation, elle tombe à 379.800.909 m3, soit, par rapport à l'exercice 1938, une baisse de 12,38 %. Il y a lieu de noter toutefois que, pour la période du 1^{er} janvier au 31 août, la consommation était supérieure d'environ 0,4 % à celle de la période correspondante de 1938. Cette baisse était donc uniquement imputable à l'état de guerre. Pendant les premières semaines des hostilités, la consommation tomba de presque 50 %, les restrictions apportées à l'éclairage public ayant, à elles seules, contribué à cette diminution pour 2 % environ de la vente totale de l'exercice.

Sans l'état de guerre, la nouvelle politique tarifaire de la Compagnie commençait donc à porter ses fruits.

Concurremment avec la diminution de la consommation, elle vit augmenter ses charges : hausse des prix des charbons d'environ 11 % par rapport à 1938, dépenses supplémentaires de personnel dues au fait qu'elle fut obligée, comme la Société du Gaz de Paris pendant la guerre 1914-1918, de traiter ses agents mobilisés comme les fonctionnaires qui continuèrent à recevoir intégralement leurs appointements.

Mais, malgré toutes ces difficultés, elle réussit à terminer ce 2^e exercice avec un bénéfice net de 14.759.100 fr.

La réorganisation générale de l'industrie qui se fera après la guerre affectera certainement tout ce qui concerne la production et la distribution du gaz. Souhaitons que l'expérience acquise dans le passé et que nous avons relatée soit mise à profit pour le plus grand bien des collectivités intéressées.

CHAPITRE V

Application des tarifs dégressifs

La concurrence de plus en plus sévère dont l'industrie du gaz est aujourd'hui l'objet de la part des autres producteurs d'énergie (électricité, mazout), a mis cette industrie dans la nécessité vitale d'adopter une nouvelle politique commerciale en faisant bénéficier de tarifs spéciaux les consommateurs les plus importants d'une part, certains usages particuliers du gaz d'autre part.

C'est ainsi que la Compagnie du Gaz de Paris, en application de l'article 12 de la nouvelle Convention de Régie, a décidé, dès le 1^{er} septembre 1937, date de la mise en vigueur de cette Convention, la création de nouveaux tarifs de vente.

Nous étudierons successivement ces tarifs en nous attachant plus particulièrement aux points suivants :

- modalités d'application ;
- résultats ;
- avantages et inconvénients pour le consommateur.

MODALITÉS D'APPLICATION

Le but recherché a été de tenir compte, à certaines catégories d'abonnés, de l'importance de leur consommation, afin de les encourager à développer celle-ci plus

encore : ce but a été atteint par la création de tarifs dégressifs.

D'autre part, certains usages particuliers du gaz ont été encouragés par la facturation du gaz consommé à des prix très intéressants.

La mise en œuvre de ces principes a abouti, dans la pratique, aux différents tarifs ci-après :

1° *Tarifs dégressifs. — Applications domestiques*

a) *Tarif 2 tranches.*

La première tranche, considérée comme utilisée pour la cuisine, est payée au prix normal (à Paris, 1 fr. 60 le mètre cube); le surplus de la consommation est facturé à un prix nettement plus avantageux (0 fr. 84).

La valeur de la première tranche a été déterminée en fonction de l'importance des locaux habités par l'abonné. Elle correspond au gaz consommé normalement pour la préparation de la cuisine. Le surplus est considéré comme utilisé pour d'autres usages domestiques (chauffage de l'eau, chauffage des locaux). La valeur de la première tranche est donnée par le tableau ci-dessous :

NOMBRE DE PIÈCES	VALEUR DE LA 1 ^{re} TRANCHE
1	200 m3
2	300 m3
3	400 m3
4	500 m3
5	600 m3
6	700 m3
Plus de 6	800 m3

L'ensemble formé par la cuisine, l'antichambre, les salles de bains, cabinets de toilette, etc., est compté pour une pièce.

b) Tarif trois tranches.

Afin de favoriser plus encore l'usage du gaz pour le chauffage des locaux, il a été créé un nouveau tarif trois tranches ainsi défini :

1^{re} tranche (1 fr. 60), même valeur que pour le tarif précédent.

2^e tranche (0 fr. 95), correspondant à l'emploi du gaz pour l'eau chaude, le nettoyage, le blanchissage, etc. — moitié de la valeur de la 1^{re} tranche.

3^e tranche (0 fr. 72), le surplus (correspondant sensiblement au chauffage des locaux).

Applications industrielles et commerciales

Les tarifs qui ont été créés pour favoriser le développement de l'usage du gaz dans l'industrie et le commerce sont également des tarifs 3 tranches, qui doivent normalement inciter le consommateur à substituer le gaz aux autres combustibles.

Il existe deux tarifs qui s'adressent à des abonnés dont les possibilités de consommation sont différentes.

Pour le premiers, la valeur des deux premières tranches est plus élevée, mais le gaz est facturé en 3^e tranche au prix le plus bas : ce tarif s'adresse aux consommateurs industriels les plus importants.

Les deux premières tranches du second tarif sont plus faibles, l'abonné atteint donc plus facilement la 3^e tranche, mais ce gaz de 3^e tranche est facturé un peu plus cher que pour le tarif précédent.

Ce nouveau tarif s'adresse donc aux abonnés industriels et commerciaux dont la consommation est relativement limitée.

Les modalités de ces deux tarifs sont indiqués sur le tableau ci-après :

TARIF POUR GROS		TARIF POUR CONSOM-	
CONSOMMATEURS		MATEURS MOYENS	
1 ^{re} tranche : 600 m ³	1 fr. 60	500 m ³ ..	1 fr. 60
2 ^e tranche : 2.000 m ³ ..	0 fr. 95	1.500 m ³ ..	0 fr. 95
3 ^e tranche : le surplus...	0 fr. 72	le surplus.	0 fr. 84

2° Tarifs spéciaux

Les tarifs spéciaux, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, ont été créés en vue d'une action directe sur le développement de certains usages.

Pour bénéficier de ces tarifs, il suffit de faire installer un compteur qui enregistre la consommation utilisée en vue de l'emploi spécial prévu à l'exclusion de tout autre usage.

Les tarifs spéciaux actuels sont les suivants :

Chauffage des locaux	0 fr. 72
chauffage de l'eau avec un minimum de consommation de 1.000 m ³	0 fr. 72
Boulangers	0 fr. 68
Gaz pour la traction	0 fr. 72
auquel il y a lieu d'ajouter les frais de compression dans le cas du gaz comprimé.	

APPLICATION DES TARIFS DÉGRESSIFS ET SPÉCIAUX.

RÉSULTATS

Cette nouvelle politique tarifaire, mise en vigueur le 1^{er} septembre 1937, n'a commencé à porter ses fruits qu'en 1939; il fallait, en effet, que l'effort de propagande commerciale nécessaire ait eu le temps d'aboutir.

Précédemment, il a été indiqué que pour les huit premiers mois de 1939, la consommation accusait une augmentation de 0,4 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Depuis, la guerre est venue malheureusement fausser les résultats attendus.

Ce fut d'abord l'installation en province d'une partie très importante de la population parisienne. Il y eut des retours réguliers jusqu'en avril 1940. En juin, ce fut l'exode avec toutes ses conséquences : il ne pouvait être question, en de telles circonstances, de poursuivre avec fruit un effort commercial, même préparé dans des conditions particulièrement favorables.

Dès la fin des hostilités, les conditions économiques se modifiaient profondément; il ne pouvait plus être question de concurrence avec les autres combustibles. La rareté des matières premières et, en particulier, du charbon, allait en effet imposer une stricte discipline, tant aux producteurs qu'aux consommateurs d'énergie; la nécessité inéluctable du rationnement de différents produits et, en particulier, du rationnement du gaz, n'allait pas manquer de s'imposer rapidement.

Sans qu'il soit possible de faire une analyse détaillée des résultats obtenus, le tableau ci-dessous, en donnant une répartition des ventes de gaz aux différents tarifs

pendant les années 1938, 1939 et 1940, expose un résumé beaucoup plus précis que tout autre commentaire des résultats obtenus.

RÉPARTITION DES VENTES DE GAZ, EN MÈTRES CUBES,
PENDANT LES ANNÉES 1938, 1939 ET 1940.

	1938	1939	1940
<i>Tarif normal</i>	276.836.144	208.900.839	190.855.088
<i>Tarifs dégressifs</i> <i>pour usages do-</i> <i>mestiques :</i>			
Tarif 2 tranches.	47.898.044	54.786.750	58.521.620
Tarif 3 tranches.		53 802	1.406.922
<i>Tarifs dégressifs</i> <i>pour usages in-</i> <i>dustriels</i>	77.920.488	83.411.145	71.906.417
<i>Tarifs spéciaux :</i>			
Chauff. des locaux	8.080.484	16.322.023	21.039.500
Réfrigération		55.807	83.076
Chauffage de l'eau.	55.270	112.234	185.797
Boulangers	1.272.549	1.551.616	4.738.144
Traction	159.343	296.182	883.914
<i>Tarif municipal</i> . . .	307.329	309.904	336.321
<i>Eclairage public.</i> . .	20.871.397	14.000.607	3.597.281

Ce tableau fait ressortir une augmentation constante de la consommation du gaz facturée au tarif dégressif domestique et à des prix spéciaux. En ce qui concerne l'augmentation de consommation pour le chauffage, elle dépasse 160 %, et celle des boulangers 270 %.

Quant à la répartition des abonnés bénéficiaires des

tarifs dégressifs et spéciaux, elle s'établit comme suit:

	AU 31 DÉ- CEMBRE 1939	AU 31 DÉ- CEMBRE 1940
Tarifs dégressifs pour usages domestiques	80.300	96.550
Tarifs dégressifs pour usages industriels et commerciaux. .	24.000	26.700
Administrations	1.600	1.600
Tarifs spéciaux	10.500	15.450
	116.400	140.300

Au 31 décembre 1940, le nombre total des abonnés était de 992.095 contre 990.870 au 31 décembre 1939.

AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS POUR LE CONSOMMATEUR

En ce qui concerne les avantages et les inconvénients que peuvent présenter les tarifs dégressifs pour le consommateur, ils dépendent du système adopté.

Oltre les tarifs dégressifs par tranches dont nous venons de montrer le mécanisme, on rencontre, en effet, dans la pratique, d'autres systèmes. Nous citerons notamment les tarifs dégressifs simples qui font varier le prix du gaz d'après l'importance de la consommation totale, et les tarifs binômes dégressifs soit simples, soit par tranches. Ceux-ci allient les caractéristiques des tarifs binômes uniformes, qui consistent à partager le prix du gaz en deux parts, dont l'une est une prime fixe comprenant notamment tous les frais de vente (facturation,

encaissement, etc.) et l'autre représente le prix du gaz calculé d'après le nombre de mètres cubes, à celles des tarifs dégressifs simples dans le premier cas ou par tranches dans le deuxième cas.

Sans insister sur les tarifs dégressifs simples, signalons pour ceux-ci qu'ils présentent pour le consommateur l'inconvénient de l'inciter à consommer le plus possible pour payer moins, ils constituent en quelque sorte comme une prime au gaspillage. En outre, avec ces deux systèmes, le prix unitaire applicable étant fonction de la consommation globale, ce ne sera qu'à la fin de la période donnée qu'il pourra savoir le prix auquel sera facturé le mètre cube.

Les tarifs dégressifs par tranches, au contraire, ne présentent pas ces inconvénients. Tous les mètres cubes d'une même tranche étant invariablement facturés au même prix, le consommateur n'a pas intérêt à chercher à consommer davantage. Mais avec ces tarifs, la première tranche étant fixée de manière à correspondre à l'utilisation principale (cuisine), le prix bas des tranches suivantes incitera le consommateur à user du gaz pour d'autres emplois, évidemment moins nécessaires mais qui, pour lui, revêtent un caractère d'utilité ou même d'agrément et en cela son intérêt sera satisfait en même temps que celui du producteur dont le prix de revient se trouvera diminué.

La valeur pour l'individu est en effet fonction de l'utilité et comme ses ressources sont limitées, force lui est de faire une graduation de ses besoins pour satisfaire d'abord ceux qu'il considère comme les plus urgents et ensuite ceux pour lesquels il y a au moins égalité entre le sacrifice qu'il doit consentir pour se procu-

rer la marchandise ou le produit nécessaire, et l'utilité qu'il en attend. Or, ceci est vrai pour le gaz comme pour tous les produits susceptibles de satisfaire divers besoins d'inégale intensité. Aussi, en faisant varier le prix du gaz avec l'utilité de chaque utilisation, l'usager sera incité à satisfaire d'autres besoins moins nécessaires. Le grand avantage de tels tarifs sera donc pour lui une augmentation de son bien-être.

Malheureusement, les circonstances actuelles ont nécessité un rationnement sévère qui a faussé le jeu normal des nouveaux tarifs. La plupart des abonnés se sont vu allouer une quantité de gaz telle qu'ils ne peuvent même plus atteindre la 2^e tranche, de sorte que toute la consommation est facturée au prix le plus élevé.

Dans les circonstances actuelles, cette nouvelle politique tarifaire a d'ailleurs perdu momentanément son intérêt, car la pénurie des autres combustibles, qui a favorisé notamment le développement de certains emplois du gaz (traction des automobiles), a supprimé pour ainsi dire toute concurrence, et, malgré le rationnement, il est aujourd'hui consommé plus de gaz qu'avant la guerre.

Voici quelle a été, pour l'année 1941, la consommation totale comparativement à l'année 1938 :

1938	1941
433.501.048 m ³	461.955.695 m ³

Cette augmentation a porté exclusivement sur les emplois industriels à tarifs réduits (industrie, gaz carburant, fours de boulangerie). Par contre, du fait du rationnement, la consommation domestique a notablement diminué.

Mais la politique de vente des compagnies gazières ne peut être modifiée par les circonstances actuelles, qu'elles considèrent comme exceptionnelles et qu'elles espèrent bien ne pas voir se prolonger.

**

Enfin, pour terminer cette étude, nous donnons, dans le tableau ci-après, les différents prix auxquels a été facturé le mètre cube de gaz depuis le 1^{er} septembre 1907, date de la mise en vigueur de la première convention de régie intéressée.

A partir du 1 ^{er} septembre 1907	0,20 le m ³
— 1 ^{er} avril 1918	0,40 —
— 1 ^{er} mai 1920	0,55 —
— 15 août 1925	0,65 —
— 1 ^{er} janvier 1926	0,75 —
— 1 ^{er} septembre 1936	0,98 —
— 1 ^{er} juillet 1929	0,90 —
— 1 ^{er} juin 1930	1,00 —
— 17 juillet 1935	0,95 —
— 1 ^{er} septembre 1936	0,87 —
— 1 ^{er} juin 1937	1,20 —
— 1 ^{er} septembre 1937	1,25 —
— 1 ^{er} août 1938	1,35 —
— 1 ^{er} août 1939	1,41 —
— 1 ^{er} janvier 1940.....	1,60 —
— 1 ^{er} janvier 1942.....	1,73 —

Ce tableau montre que les augmentations de tarifs ont été progressives et sauf exception en 1926 et en 1937

espacées d'une année au moins, c'est pourquoi leur répercussion sur la consommation a été peu sensible. En temps normal, la demande de gaz, à raison de son caractère de première nécessité, est à peu près constante et comme pendant de longues années le gaz n'a pas connu de concurrence effective, la loi de substitution n'a pas pu jouer.

CONCLUSION

L'étude que nous venons de faire du passé de l'industrie du gaz à Paris nous a permis certaines constatations instructives.

C'est d'abord que cette industrie, malgré les erreurs qui ont pu être commises, malgré les difficultés auxquelles a pu donner lieu l'exécution des contrats, malgré enfin son étroite dépendance vis-à-vis des pouvoirs publics depuis 1907, conséquence inéluctable de la municipalisation, s'est néanmoins développée au mieux des intérêts de tous. Peu d'industries ont en effet apporté une aussi grande contribution à l'amélioration des conditions de vie de tous les Parisiens et à l'embellissement de la capitale, tout en procurant au budget de la ville des sommes importantes.

Quel que soit le mode d'exploitation, il faut reconnaître d'ailleurs que, dans l'ensemble, cette industrie a toujours été, en dépit de différends inévitables entre la ville et les différentes Sociétés concessionnaires qui se sont succédé, admirablement gérée.

C'est ensuite que cette industrie n'a commencé à connaître la prospérité à Paris que du jour où les différentes Compagnies qui se partageaient à l'origine le territoire de la Capitale, se sont groupées pour constituer, en 1855, la Compagnie Parisienne du Gaz, qui étendit successivement son exploitation en banlieue et dont la

Société du Gaz de Paris recueille l'héritage en 1907, mais limité seulement à Paris, la banlieue s'étant séparée de la capitale pour l'exécution du service du gaz à partir de 1906.

Or, cette scission se révèle particulièrement fâcheuse de nos jours où cette industrie, après avoir bénéficié pendant longtemps d'une sorte de monopole, pour la satisfaction d'abord du besoin de lumière et ensuite jusqu'à ces dernières années du besoin de chauffage, doit compter avec une concurrence de plus en plus sévère des autres combustibles, la mettant ainsi dans la nécessité vitale d'abaisser son prix de revient.

Contraire aux intérêts bien compris des habitants de la région parisienne, intimement liés au point de vue économique, cette scission a présenté en outre le grave inconvénient d'empêcher un développement rationnel du réseau de distribution.

Quoi qu'il en soit, les difficultés actuelles ont suscité un mouvement en vue, sinon d'une concentration, au moins d'une utilisation commune des moyens de production, sous forme d'échanges.

Souhaitons que cette politique, comme au lendemain de 1855, ouvre à l'industrie du gaz une ère de prospérité.

D'ailleurs, cette industrie semble être à la veille d'une évolution nouvelle. Sous l'action des événements actuels, des tendances se font jour qui permettent d'espérer que, dans le nouvel ordre économique de demain, elle jouera encore un rôle considérable.

Il n'est pas impossible notamment qu'un jour, afin de limiter l'emploi du charbon à la distillation qui permet la récupération des sous-produits (coke, goudron,

huiles, sulfate d'ammoniaque) et à raison de considérations d'hygiène, l'emploi du gaz pour le chauffage domestique et industriel soit seul autorisé. C'est ainsi déjà que, par une loi récente en date du 15 février 1941, le Gouvernement s'est réservé le droit d'obliger tels consommateurs ou telles catégories de consommateurs à transformer leurs installations en vue de substituer le gaz aux combustibles solides ou liquides.

L'industrie gazière aurait alors pour raison d'être non plus seulement la production du gaz pour le chauffage, mais celle des sous-produits dont l'utilité et les usages prennent chaque jour un développement plus grand. Elle ne serait plus ainsi qu'une industrie de transformation promise à un très grand essor.

Vu, *Le Président de la thèse* :

L. BAUDIN.

Vu, *Le Doyen* :

G. RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Recteur de l'Académie de Paris :

Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

- Amédée FAYOL. — *Philippe Lebon*, 1933.
Baron ERNOUF. — *Les invention du Gaz et de la Photographie*, 1877.
Henri MARÉCHAL. — *L'éclairage à Paris*, 1894.
Edmond THÉRY. — *La question du gaz à Paris*, 1882.
Adrien VEBER. — *L'éclairage*, 1906.
Gaston JÈZE. — *Les contrats administratifs de l'Etat, des départements et des établissements publics*, 1927.
— *Cours de droit public*, 1930.
H. BERTHÉLÉMY. — *Traité de droit administratif*, 1926.
HAURIOU. — *Traité de droit administratif*, 1926.
A. GUÉGUEN. — *Etude comparative des méthodes d'exploitation des Service de Gaz*, 1902.
P. PATUREAU. — *Les tarifs spéciaux de vente du Gaz et de l'Electricité* (Thèse, 1937).
-

DOCUMENTS DIVERS

- Rapports et délibérations de la Commission Municipale de Paris (de 1820 à 1847).
Journal officiel des années 1904 et 1905.
Bulletin Municipal des années 1901 à 1906 et des années 1936 et 1937.
Traité du 12 décembre 1846 des premières Sociétés gazières.
Traités des 23 juillet 1855, 21 janvier 1861 et 7 février 1870 de la Compagnie Parisienne d'Eclairage et de Chauffage par le Gaz.
Convention de régie intéressée du 29 juillet 1907 de la Société du Gaz de Paris, et ses avenants.
Convention de régie intéressée du 5 juillet 1937 de la Compagnie du Gaz de Paris.
Rapports présentés aux Assemblées générales de la Compagnie Parisienne (de 1857 à 1906), de la Société du Gaz de Paris (de 1907 à 1938) et de la Compagnie du Gaz de Paris (1939 et 1940).
Mémoire du Préfet de la Seine au Conseil Municipal en date du 16 octobre 1935.
Mémoire du Préfet de la Seine au Conseil Municipal en date du 17 février 1937.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE I ^{er} . — LEBON.	
Historique de l'invention et des premiers essais	11
CHAPITRE II. — DÉBUTS DE L'INDUSTRIE DU GAZ A PARIS.	
Les premières sociétés gazières parisiennes	21
Les vicissitudes du début. Les premiers progrès	24
Conditions d'exploitation avant 1846	33
Le traité de 1846	42
Vers l'unité d'exploitation	58
CHAPITRE III. — L'EXPLOITATION UNIQUE.	
(La Compagnie Parisienne d'Eclairage et de Chauffage par le Gaz).	
Du régime de la permission de voirie au régime de la concession.	
Le traité du 23 juillet 1855	65
Constitution de la Compagnie Parisienne	75
Développements successifs des moyens de production et de la ca- nalisation	76
Développement de l'emploi du gaz et des sous-produits.....	82
Résultats financiers	93
Traités additionnels des 21 janvier 1861 et 7 février 1870....	96
La convention financière du 27 avril 1872	107
Campagne pour l'abaissement du prix du gaz; l'arrêté préfectoral du 23 mars 1883; l'arrêt du Conseil d'Etat du 5 août 1884...	109
La notion du service public. Ses conséquences juridiques, son fondement	116
Les pourparlers entre la ville et la Compagnie Parisienne, de 1890 à 1903 pour régler la question de l'abaissement du prix du gaz et les conditions de transfert de l'actif en 1905.....	119
Vers la Régie intéressée. Les conventions des 12 janvier et 31 dé- cembre 1906	124
CHAPITRE IV. — LA RÉGIE INTÉRESSÉE. LA SOCIÉTÉ DU GAZ DE PARIS ET LA COMPAGNIE DU GAZ DE PARIS.	

Examen comparatif de la concession, de la Régie intéressée et de la Régie directe	133
La Convention de Régie intéressée du 29 juillet 1907 et ses principaux avenants	135
L'avenant du 20 août 1921	144
Les avenants postérieurs à celui du 20 août 1921	149
Nature juridique de la convention de 1907 au point de vue du droit privé	151
Modernisation et concentration des moyens de production. Développement de la canalisation.	154
Evolution des utilisations et de la consommation du gaz et des sous-produits. La baisse de la consommation à partir de 1929; ses causes	161
Résultats financiers	171
Vers une nouvelle convention de régie intéressée	180
La convention du 5 juillet 1937 et la Compagnie du Gaz de Paris	185
CHAPITRE V. — APPLICATION DES TARIFS DÉGRESSIFS.	
Modalités d'application, résultats, avantages et inconvénients pour le consommateur	197
CONCLUSION	209

